Lemine Ould M. Salem

L'HISTOIRE SECRÈTE DU DJIHAD

D'al-Qaida à l'État islamique

LES RÉVÉLATIONS DU BRAS DROIT DE BEN LADEN

Flammarion

Lemine Ould M. Salem

L'HISTOIRE SECRÈTE DU DJIHAD

D'al-Qaida à l'État islamique

LES RÉVÉLATIONS DU BRAS DROIT DE BEN LADEN

Flammarion

Lemine Ould M. Salem

L'Histoire secrète du djihad
D'al-Qaida à l'État islamique

Flammarion

Lemine Ould M. Salem

L’Histoire secrète du djihad
D’al-Qaida à l’État islamique

Flammarion

© Flammarion, Paris, 2018

ISBN Epub : 9782081407442
ISBN PDF Web : 9782081407459
Le livre a été imprimé sous les références :
ISBN : 9782081407305

Ouvrage composé par IGS-CP et converti par Pixellence (59100 Roubaix)

Présentation de l'éditeur

Comment le djihad moderne est-il né ? Comment al-Qaida et Daesh son fils naturel se sont-ils développés ? Qui était vraiment Ben Laden et quels furent ses soutiens ? Quels sont les gouvernements impliqués dans le développement et le financement du djihadisme moderne ? La défaite annoncée de l'État islamique en Syrie et en Irak et le recul d'al-Qaida, en Asie et en Afrique notamment, annoncent-ils la fin du terrorisme islamiste dans le monde ?
L'histoire, les secrets d'Oussama Ben Laden et d'al-Qaida ainsi que leurs relations avec certains acteurs, dont des gouvernements, sont ici dévoilés. Compagnon de lutte, conseiller spirituel et ami personnel d'Oussama Ben Laden, Abou Hafs parle. Pour la première fois, une figure majeure du djihadisme islamiste se confesse et livre les secrets les mieux gardés de l'histoire du djihad contemporain.
Des révélations qui permettent de comprendre comment le djihad actuel est né et comment il s'est propagé dans le monde.

Lemine Ould M. Salem, journaliste mauritanien, basé à Paris, spécialiste des mouvements djihadistes au Maghreb et au Sahel, a recueilli la parole d'Abou Hafs. Auteur de Le Ben Laden du Sahara : sur les traces du jihadiste Mokhtar Belmokhtar (La Martinière, 2014), une monumentale enquête sur al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi), unanimement saluée par les spécialistes, Salem est le co-réalisateur du film Salafistes (2016), tourné en grande partie dans le nord du Mali sous occupation de groupes djihadistes liés à al-Qaida en 2012.

Du même auteur

Le Ben Laden du Sahara : sur les traces du jihadiste Mokhtar Belmokhtar, Éditions La Martinière, Paris, 2014.

L’Histoire secrète du djihad

D’al-Qaida à l’État islamique

AVERTISSEMENT

L'auteur et l'éditeur ne cautionnent pas les propos tenus par Abou Hafs, ex-numéro trois d'al-Qaida, ami, confident et bras droit d'Oussama Ben Laden qui, à aucun moment, n'exprime un quelconque remords vis-à-vis de ses engagements djihadistes. Mais le récit de sa vie, ses révélations, ses prises de position permettent de mieux comprendre l'origine et la structuration des mouvements terroristes islamistes, tout comme ils peuvent présager la violence à laquelle nous aurons encore à faire face. Car « le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde [1] ».

À la mémoire de mes cousins, leurs altesses Negra
Ould Ahmed Bennane,
mon aîné, et Hennoune Ould Bousseif, mon cadet,
partis trop tôt.

PROLOGUE

Ce livre était écrit, *Mektoub*, et son histoire est celle d'un simple hasard, une rencontre, à laquelle je n'avais jamais songé.

Nous sommes à la fin du mois de janvier 2015, à Nouakchott en Mauritanie. Il est 8 heures et il fait déjà chaud, la poussière s'élève en nappe brumeuse dans les rues encombrées de la capitale. Je dois me rendre au ministère de la Communication, pour obtenir mon accréditation : je pars en reportage au sud-est du pays pour le compte de plusieurs médias européens, dont *La Tribunede Genève* et *Sud-Ouest*. Je veux m'y rendre le plus tôt possible, mais je dépends de ce fameux document. La région est très sensible, car elle jouxte celle de Tombouctou, au Mali, où se déroule depuis deux ans une guerre sans merci entre les groupes djihadistes liés à al-Qaida et la coalition militaire internationale conduite par l'armée française.

Le document est obligatoire, surtout pour un journaliste travaillant pour des médias étrangers, et je dois le récupérer, signé du ministre, auprès du directeur de la Communication que je connais bien : c'est aussi un ancien journaliste. Il m'accueille et m'invite à patienter dans son bureau, en attendant que le ministre veuille bien apposer son paraphe. Nous parlons de tout et de rien, en buvant un thé, quand un homme, la trentaine largement dépassée, frappe à la porte. De teint clair, la barbe impeccablement taillée, il est vêtu d'une élégante *daraa* bleu ciel, la tunique traditionnelle des Sahariens. L'homme est venu chercher une accréditation pour une équipe de télévision du Golfe : il doit servir de « fixeur », c'est-à-dire de guide et d'accompagnateur, dans le cadre de reportages en Mauritanie. Je n'ai jamais vu ce jeune homme. Lui, en revanche, semble me connaître… Très à l'aise, il s'adresse à moi comme à une vieille connaissance. Il me parle de

certaines de mes interventions sur les télévisions françaises, qu'il a manifestement suivies, mais aussi de sujets sur lesquels j'ai beaucoup travaillé ces dernières années et qu'il semble bien connaître : al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) et l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, « le Ben Laden du Sahara et du Sahel », l'un des djihadistes les plus recherchés au monde.

Après une dizaine de minutes, le jeune homme me demande mon adresse mail, afin de pouvoir m'envoyer un document, qui, m'indique-t-il tranquillement, m'intéressera à coup sûr. Je la lui donne, et lui demande si lui aussi est bien journaliste. Il confirme : il s'appelle Haïba et est le directeur de l'agence de presse locale al-Akhbar. Cette agence, tous ceux qui s'intéressent aux questions djihadistes dans le Sahara et le Sahel la connaissent : c'est généralement par son biais qu'Aqmi et ses différents alliés djihadistes dans la région revendiquent leurs actions ou diffusent leurs communiqués. Intrigué, j'observe Haïba avec attention.

À peine lui ai-je communiqué mon adresse que mon smartphone vibre. Je clique sur la notification d'un nouveau message électronique, et ouvre la pièce jointe : sans doute Haïba souhaite-t-il me faire lire l'un des habituels documents d'Aqmi ou de l'un de ses alliés au Sahel. Mais je me trompe : j'ai sous les yeux un texte d'une seule page, rédigé en arabe, signé d'Abou Hafs al-Mouritani. Ce nom m'interpelle : Abou Hafs, de son vrai nom Mahfoudh Ould el-Waled, est mauritanien, et l'un des rares vrais proches d'Oussama Ben Laden. Il a été son ami, son conseiller, son script, son poète attitré, et il a aussi été le mufti d'al-Qaida. Je parcours rapidement le texte : c'est une sorte de sommaire, le résumé des mémoires qu'Abou Hafs vient de rédiger et qu'il compte publier. Interloqué, je fixe mon smartphone sans réagir : l'irruption d'Abou Hafs me renvoie brutalement trois ans en arrière… En 2012.

À cette époque, je travaille dans le nord du Mali, occupé par les groupes djihadistes liés à al-Qaida. Après avoir passé plus d'un mois à Tombouctou, je me rends à Gao, l'autre grande ville de la région où les islamistes appliquent la charia. La charia est un ensemble de normes et de règles juridiques, sociales et religieuses, censées organiser la vie quotidienne des musulmans et leurs relations avec le reste du monde. Si je me suis rendu à Gao, ce n'est pas par voyeurisme : je fais mon métier. Je suis journaliste. Je suis ici dans le seul but de montrer la réalité de cette région occupée par les djihadistes. Je sais que je suis une sorte de témoin privilégié. Pour la

première fois, un vaste territoire d'une ancienne colonie française, grand comme deux fois la France, est sous le joug de djihadistes qui y appliquent la charia et nous sommes à l'aube d'une très probable intervention militaire internationale dans la région pour en chasser les islamistes. J'observe, j'écoute, je filme ceux qui font régner la charia au quotidien. Une position pas facile et, en vérité, très risquée. Je suis le seul journaliste venant d'un pays occidental autorisé par les djihadistes à les rencontrer dans le nord du Mali. Je dois donc être extrêmement prudent. Je leur parle en choisissant mes mots avec une attention aiguë. Au moindre faux pas, ils peuvent me soupçonner d'espionnage : cela me vaudrait une atroce punition, sans doute la torture, et une mise à mort certaine. Je m'impose donc de rester totalement concentré sur ma mission, réaliser des reportages, donc, mais aussi tourner le plus d'images possible, car j'ai également pour ambition un documentaire sur la vie quotidienne de la région sous occupation djihadiste.

Ce dernier projet, je le mène en collaboration avec le producteur François Margolin et mon compatriote, le réalisateur Abderrahmane Sissako. Finalement, il n'y aura non pas un, mais deux films : le premier est le désormais célèbre *Timbuktu*, signé du seul Sissako. Finaliste au Festival de Cannes de 2015, il sera encensé dans le monde entier avec sept césars sur huit et un oscar du meilleur film étranger aux États-Unis. Le second film sera le documentaire que je cosignerai avec François Margolin et dont la presse du monde entier parlera aussi beaucoup à sa sortie en janvier 2016 : *Salafistes*.

Salafistes attirera l'attention de nombreux médias pour deux raisons : d'abord parce que le gouvernement de Manuel Valls tentera de l'interdire – cela aurait été une première en France depuis la guerre d'Algérie. Ensuite, et hélas, à cause de l'exacte similitude des scènes, personnages et histoires du film de fiction *Timbuktu* avec ceux de mon documentaire. Le premier film africain ayant dépassé la barre du million de spectateurs dans l'histoire du cinéma en France. Plagiat, exploitation abusive du travail d'autrui, ou simple coïncidence ? De nombreuses questions ont été posées. Mais elles ne s'adressaient pas à moi…

En 2012, donc, à Gao, j'entends parler du fameux Abou Hafs, avec un immense égard et une grande considération de la part de l'un des maîtres de la ville : Joulaybib, de son vrai nom el-Hacen Ould Khlil. C'est un jeune Mauritanien au visage quasi imberbe et à la silhouette si frêle qu'on se demande comment il peut bien tenir une kalachnikov à l'épaule. Et pourtant

il joue le rôle du chef de bureau des médias, porte-parole et bras droit du célèbre chef islamiste Mokhtar Belmokhtar, le fameux émir djihadiste algérien dont la tête est mise à prix par plusieurs gouvernements. « Tu as vu Abou Hafs hier soir sur al-Jazira ? C'était impressionnant ! » s'émerveille ce jour-là Joulaybib. Il est venu à mon hôtel me donner l'accord de principe de Belmokhtar pour que je l'interviewe. J'avais patienté deux mois, puis j'avais dû rentrer à Paris. Obsédé par l'idée d'interviewer un des plus célèbres chefs djihadistes du monde, et très occupé par mon travail, je n'avais pas prêté attention à l'entretien accordé par Abou Hafs, l'ancien bras droit de Ben Laden, à la chaîne qatarie al-Jazira. Mais selon Joulaybib, les propos qu'y a tenus Abou Hafs sont de la plus haute importance : il « conseillait » au gouvernement mauritanien de favoriser le dialogue entre son voisin malien et les djihadistes qui occupent le Nord Mali, et de s'occuper de ses frontières, pour que le conflit ne s'étende pas sur son sol, plutôt que d'envoyer, comme il l'a déjà fait par le passé, ses soldats attaquer Aqmi…

À son regard qui s'anime lorsqu'il parle d'Abou Hafs, je comprends que Joulaybib éprouve le plus grand respect pour lui, au point de le parer du même pouvoir que celui d'un leader mondial capable de contraindre au calme les pays tentés de passer à l'action contre les djihadistes. Cette discussion, toutefois, ne me marque pas vraiment. Et Abou Hafs sort de mon esprit. En revanche, dans l'immédiat, je n'oublie ni Joulaybib, ni Belmokhtar, ni Aqmi…

Plus tard, lorsque je quitte Gao pour la France, je reste en contact avec Joulaybib, et avec d'autres djihadistes. Pour mes enquêtes, j'ai régulièrement des questions à leur poser : je dois vérifier des informations, en obtenir, parfois aussi intervenir en faveur d'un confrère de Paris, Genève ou Bruxelles, afin qu'il puisse décrocher une interview. Les djihadistes aussi m'appellent parfois, par courtoisie (eh oui !) ou pour me transmettre des documents ou informations. En décembre 2012, je serai ainsi le premier journaliste à qui Joulaybib enverra une vidéo dans laquelle apparaît pour la première fois le visage de Mokhtar Belmokhtar.

C'est aussi moi (et un confrère d'al-Jazira) qu'il appellera en janvier 2013 pour revendiquer au nom de son groupe l'audacieuse attaque d'In Amenas, un site gazier en Algérie. Une opération particulièrement spectaculaire au dénouement sanglant : une quarantaine de morts, dont une grande partie d'Occidentaux. Ce jour-là, Joulaybib me mettra aussi en

contact avec les principaux chefs du commando que j'interrogerai en pleine opération pour la chaîne de télévision France 24. Je pourrai même parler à l'unique otage français… qui hélas ne survivra pas. Un souvenir douloureux et traumatisant pour moi : aujourd'hui encore, l'épisode me hante. Le jeune leader djihadiste continuera à m'appeler régulièrement, car je ne renonce pas à rencontrer Belmokhtar. Au lendemain du lancement de l'opération Serval par l'armée française qui a chassé les djihadistes des villes du nord du Mali, je me rends dans le désert du pays, afin de retrouver Joulaybib et son patron, Belmokhtar. Trois mois durant, je les cherche dans la région. Mais je rentre en France bredouille. Quelques mois plus tard, Joulaybib me relance, toujours pour que je vienne interviewer son chef. Nouvel échec. Et deux semaines après notre dernière discussion au téléphone, j'apprends que Joulaybib a été tué, dans son véhicule pulvérisé quelque part dans le désert par un missile de l'armée française… C'était en novembre 2013.

Je reviens doucement à la réalité moite du bureau du directeur de la Communication. Mon « absence », qui m'a replongé au cœur de mes tournages au Nord Mali, n'a duré que quelques secondes, suffisantes pour me remettre tous ces détails à l'esprit. Je regarde Haïba, qui attend patiemment que je lui commente le texte reçu sur mon smartphone. J'en suis sûr : jusqu'à aujourd'hui, Joulaybib est bien la seule personne avec laquelle j'ai évoqué le personnage d'Abou Hafs.

Pourtant ce nom, Abou Hafs, je le connais en réalité depuis de très longues années, très exactement depuis les attaques menées par al-Qaida aux États-Unis le 11 septembre 2001. Car à l'époque, le gouvernement américain avait publié la liste de tous les dirigeants de l'organisation djihadiste et mis leur tête à prix. Abou Hafs y figurait en bonne place, mais son nom était écrit de différentes manières : Mahfouz Waled el-Walid, Mahfoud Ould el-Waled ou tout simplement avec la forme habituellement utilisée en Mauritanie : Mahfoudh Ould el-Waled. Je me souviens d'avoir cherché durant quelques jours des informations sur Internet et auprès d'amis mauritaniens : je n'avais pas appris grand-chose. Originaire du sud-ouest du pays, il venait d'une tribu maraboutique au nom à consonance berbère, Idablahssene, et il était le mufti d'al-Qaida. Une position qui faisait donc de lui la troisième personnalité dans la hiérarchie du groupe, après Ben Laden et le chef des opérations militaires.

Sous mes yeux, donc, j'ai le résumé des mémoires du numéro trois d'al-Qaida, période Ben Laden. Même si je ne comprends pas pourquoi j'en

suis, à cet instant, le dépositaire, je ne doute pas un instant du caractère hautement important des souvenirs consignés par Abou Hafs. Me tournant vers Haïba, je le remercie, sans lui dire ce que je compte faire de cette marque de confiance. Je récupère mon accréditation de reportage, pars le lendemain vers la frontière malienne, puis rentre quelques semaines plus tard à Paris.

À peine arrivé en France, je raconte toute l'histoire à quelques amis, dont certains spécialistes très pointus d'al-Qaida. « Quelle chance ! Tu tiens une bombe ! » me dit l'un d'entre eux, un des meilleurs analystes sur les questions djihadistes en France. Ce commentaire me remet les pieds sur terre : je me lance dans un minutieux travail de recherches sur Abou Hafs, Ben Laden, al-Qaida et son histoire. Journaux, livres, enquêtes et documentaires, je passe plusieurs mois sur Internet et dans les archives des bibliothèques. Plus le temps passe, plus je sens que je tiens là une chance extraordinaire : celle d'approcher au plus près une réalité historique, l'histoire des mouvements djihadistes. Mais que faire concrètement avec Abou Hafs ? Une série d'interviews à publier dans la presse écrite sous forme de feuilleton ? Ou à utiliser dans le cadre d'un film sur l'histoire d'al-Qaida ou de Ben Laden ? Pourquoi pas les deux ? Ou bien plutôt… Un livre ? Cela demande moins de moyens qu'un film, et l'idée pourrait plaire à cet homme qui a occupé une très grande place dans l'histoire du groupe inventeur du djihad moderne.

Je relance donc Haïba, qui visiblement est en quelque sorte l'imprésario d'Abou Hafs. Il accepte l'idée, mais m'apprend qu'Abou Hafs a déjà vendu les droits d'auteurs de ses mémoires à un centre de recherches d'un riche pays du Golfe pour la somme de 300 000 euros… ! L'argent… « Mais si tu veux, tu peux tout de même les lire », me rassure-t-il gentiment… Je réfléchis, et lui propose une alternative : je lirai les mémoires d'Abou Hafs, il me laissera accéder à ses archives personnelles et je l'interviewerai ensuite longuement. De tout cela, je ferai mon propre livre. Haïba soumet aussitôt ma proposition à Abou Hafs, qui l'accepte : les dés sont jetés.

Reste maintenant à organiser nos entretiens. Pour moi, il est à la fois plus confortable et plus discret de nous rencontrer hors de Mauritanie. Abou Hafs doit être très sollicité, sûrement surveillé, et cela risque de gêner mon travail. Je suggère donc à Haïba un rendez-vous dans la ville sénégalaise de Saint-Louis. Le lieu est très accueillant, le climat agréable, à 100 kilomètres seulement de la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal. De plus c'est un

pays démocratique, les services de sécurité ne nous y dérangeront pas. « Une dizaine de jours, trois semaines tout au plus sur place, et ce sera bon », me dis-je. Mais Haïba douche mon enthousiasme : Abou Hafs, m'explique-t-il, ne voyage pas hors du pays. Je comprends à demi-mot : soit les autorités le lui interdisent, soit il craint pour sa sécurité… Je dois donc me résoudre à retourner en Mauritanie.

En attendant, je commence déjà à discuter avec lui par téléphone, via une application sécurisée. Je l'avoue, je me pose des questions : comment dois-je me comporter avec cet homme qui a été l'un des hauts dirigeants d'al-Qaida et un très proche de Ben Laden ? Pour mieux me préparer à discuter avec lui de vive voix, je lui ai d'abord laissé des messages vocaux sur son téléphone. Ce n'est qu'au bout de trois ou quatre échanges via le même procédé que j'ai enfin le « courage » de l'appeler directement. Sa voix calme et son ton très avenant lors de notre premier échange téléphonique en direct me mettent immédiatement à l'aise. De juillet à septembre, nous échangeons beaucoup. Abou Hafs me détaille plusieurs événements auxquels il a assisté aux côtés de Ben Laden, il me brosse le portrait de nombreux personnages, et me fait même parvenir quelques documents… Des écrits « qui mettent l'eau à la bouche » comme dit mon ami parisien spécialiste du djihadisme ! Ces discussions à distance durent presque tout l'été. Abou Hafs et moi nous parlons en moyenne une fois par semaine. Je commence à me faire une idée du personnage : il est chaleureux, visiblement bien éduqué, son niveau intellectuel est remarquable pour un homme qui a uniquement étudié dans des écoles et instituts islamiques.

Notre première rencontre est enfin fixée : elle aura lieu en octobre 2016.

I
L’invitation

Me voilà donc, quatre mois plus tard, de retour à Nouakchott. En cette chaude soirée d’octobre, il est 19 heures, et il fait bien 30 °C. Abou Hafs m’attend chez lui. Je l’ai prévenu que je passerai en début de soirée. J’ai volontairement choisi ce moment pour une raison très simple : Abou Hafs a été un dirigeant de haut rang d’al-Qaida. Même si nos échanges téléphoniques m’ont donné l’impression d’un homme doté de certaines qualités appréciables, je préfère être prudent. Je ne me rends donc pas seul au rendez-vous : un ami d’enfance m’accompagne. Il est journaliste, c’est aussi un éditeur très connu sur place, membre d’une famille réputée pour avoir donné naissance à des érudits en religion, et à de grands poètes : tous, et c’est le plus important, sont originaires de la même région qu’Abou Hafs. Cette « parenté régionale » qui peut sembler banale à des yeux occidentaux est un atout primordial dans les relations sociales en Mauritanie. Mon ami doit donc en quelque sorte me servir de caution morale, mais aussi de témoin au cas où… Pas question toutefois pour lui de jouer les gardes du corps : ce rôle-là, je l’ai confié à de jeunes gens de ma famille. Ils nous suivent dans un autre véhicule et doivent rester garés non loin de la maison d’Abou Hafs. Mon ami ignore tout de leur présence, et eux-mêmes ne savent pas qui je dois rencontrer, encore moins pourquoi. Leur mission est simple : me suivre discrètement, puis m’attendre dehors en surveillant la maison, tout en gardant leurs téléphones à portée de main. Je n’ai pas peur d’Abou Hafs, pas vraiment non plus des autorités… Mais je me méfie. Dans cette région du monde, c’est le meilleur moyen d’éviter les problèmes. Voilà comment j’ai passé trois semaines chez l’ancien mufti d’Oussama Ben Laden, Abou Hafs, l’ex-numéro trois d’al-Qaida.

Sa maison est d'allure respectable, joliment encadrée par la demeure du maire adjoint de Nouakchott sur son flanc droit et celle d'une famille de diplomates européens sur son flanc gauche. Pas de garde. Je sonne à un lourd portail de bois et de métal : deux jeunes garçons m'invitent à entrer et nous traversons une petite cour ombragée. Nous franchissons une seconde porte, longeons un corridor et pénétrons dans une vaste pièce de plus de 40 mètres carrés. De lourds rideaux jaune et violet obstruent les fenêtres, de longues banquettes recouvertes d'étoffes chamarrées bleu et jaune, d'épais tapis au sol : toute la pièce témoigne de l'aisance du propriétaire. Il y règne un calme absolu et une agréable fraîcheur, qui contraste avec la touffeur du dehors. Cette pièce est isolée du reste de la maison, un agencement inhabituel en Mauritanie, mais largement répandu dans les pays du Golfe : ainsi cherche-t-on à « protéger » la famille du regard trop curieux de l'éventuel visiteur. C'est dans cette pièce-là que vont se dérouler tous mes entretiens avec Abou Hafs. Jamais je ne serai invité à visiter le reste de sa maison… Je l'avoue, je suis très étonné : je ne m'attendais pas à rencontrer Abou Hafs dans un tel cadre. Ce n'est pas que je l'imaginais vivre dans des conditions misérables, mais je supposais qu'il habitait dans une demeure modeste, et certainement pas dans ce quartier résidentiel de la capitale mauritanienne.

Lorsqu'il entre dans la pièce, je suis frappé par l'impression de tranquillité qui émane de lui. Il est moins grand que je le pensais, vêtu d'une tunique et d'un turban blancs, il arbore une barbe mi-longue grise, soigneusement arrangée. Son visage est joufflu, son nez droit et long, ses yeux légèrement enfoncés dans une peau bistre. Il marche d'un pas lent, et me regarde droit dans les yeux en s'avançant vers moi. Il me salue d'une poignée de main chaleureuse. Dès qu'il ouvre la bouche, l'impression de calme s'évanouit. Son débit est rapide, son timbre de voix tranchant.

Une fois le protocole des salutations terminé, la première question qui me vient à l'esprit est : « Comment gagnez-vous votre vie ? » Car je suis très intrigué : où trouve-t-il l'argent qui lui permet de vivre aujourd'hui dans un environnement en principe réservé aux plus aisés ? Lui qui vient tout juste de retrouver la liberté après plus de vingt ans de clandestinité ou de détention dans les geôles iraniennes ! Pour le moment, je garde ces questions pour moi : inutile de le braquer alors que nous venons juste de faire connaissance. Il sera bien temps, à la fin de mon séjour, ou plus tard, par téléphone, de le lui demander. Rapidement, nous établissons ensemble

les bases d'un programme de travail : je souhaite lire ses mémoires, puis au fur et à mesure lui poser les questions que je jugerai nécessaires. Abou Hafs accepte d'un hochement de tête. Il se lève, quitte la pièce, et revient en me tendant le premier tome de ses mémoires. Je jette un coup d'œil sur le sommaire et commence à les feuilleter. Je prends mon temps. Mais l'heure tourne, Abou Hafs doit sortir pour diriger la prière dans la petite mosquée située à 50 mètres, juste en face de chez lui. Il s'agit d'une simple cabane en bois attenante à une maison. Je l'accompagne. En m'approchant de la mosquée, je reconnais immédiatement la maison qui l'abrite. Son propriétaire est une célébrité en Mauritanie, pour des raisons totalement opposées à celles qui ont pu faire la notoriété d'un homme comme Abou Hafs : il s'agit du commissaire Deddahi, patron durant de longues décennies de la direction de la sûreté d'État (DSE), l'appareil policier traditionnellement chargé de la traque et la répression des activistes politiques… Et bien entendu ennemi des islamistes de l'envergure d'Abou Hafs ! Depuis quelques courtes années, le commissaire Deddahi est à la retraite. N'empêche : cette proximité entre les deux hommes, fût-elle simplement religieuse, est très surprenante. Et lorsque j'en parlerai plus tard autour de moi, personne ne pourra me fournir d'explication… Abou Hafs lui-même s'en tirera par une pirouette : « C'est la vie. Tout peut arriver dans la vie », me dira-t-il un soir en souriant…

Une énigme de plus à résoudre. Son niveau de vie, sa surprenante relation avec l'ancien patron de la répression policière en Mauritanie, Abou Hafs s'en expliquera plus tard… Ou bien je le découvrirai. Pour le moment, je dois lire le contenu des mémoires de l'ancien chef d'al-Qaida. Ces écrits font plusieurs centaines de pages, et il aura sûrement oublié de noter ou omis de détailler des moments, des circonstances, des échanges qui pour moi seront très importants. Je devrai donc également l'interroger longuement. J'ai trois semaines seulement devant moi. C'est peu.

Dès le lendemain matin, je retourne chez lui. Cette fois, personne ne m'accompagne. Il m'installe dans le salon. Un plateau de boissons fraîches est déjà posé sur une table basse, de même que le premier tome de ses mémoires que j'ai feuilleté la veille.

« As-tu besoin de moi, ou bien préfères-tu rester seul pour te concentrer ? me demande-t-il courtoisement.

— Merci beaucoup, Cheikh, il n'est pas nécessaire que tu sois là, mais j'aurai sans doute besoin de toi dans l'après-midi pour m'expliquer

certaines choses qui auraient pu m'échapper. »

Abou Hafs acquiesce, mais n'a visiblement pas pour autant l'intention de me laisser seul avec ses précieuses mémoires… Il appelle Abdallah, l'un de ses fils, 17 ans environ, et lui demande de rester avec moi « au cas où j'aurais besoin de quelque chose ». Puis il prend congé.

Le thé à la menthe coule joyeusement d'une théière en argent ciselé. Je ne vois pas les heures défiler… Il est déjà 14 heures quand Abou Hafs me retrouve dans le salon. Je décline poliment son invitation à déjeuner, et lui promets que je reviendrai dans une heure ou deux.

La nuit tombée, j'ai déjà lu le premier tome, pris un certain nombre de notes et beaucoup appris sur les origines familiales d'Abou Hafs et son parcours avant de rejoindre le djihad.

II
Une enfance bédouine

Selon l'état civil, Abou Hafs est né à Rosso, une ville frontalière avec le Sénégal. En réalité, il voit le jour dans un campement, près d'un minuscule puits, qui n'existe sur aucune carte. Pour s'abriter du feu cuisant du soleil saharien, les siens, comme nombre d'habitants du pays, vivent sous des tentes de camelin, un drap de laine fine très isolant, fait de poils de chameau ou de chèvre, mêlés de laine. Dans ce coin perdu du Sud-Ouest mauritanien, où rien ne pousse, il n'y a guère de ressources hormis quelques bovins, chèvres ou dromadaires, et des stocks de céréales importés de terres lointaines : les femmes sont chargées de les transformer en semoule ou pâtes pour nourrir le campement. Ni école, ni dispensaire, ni administration. Tout y est régi selon un rythme, des codes et des gestes hérités de siècles anciens.

« Je suis né comme mes ancêtres sous une tente ocre fabriquée à partir de poils d'animaux. Quarante-cinq mètres carrés environ, comme la plupart des Mauritaniens à l'époque, me confirme Abou Hafs. C'est là que j'ai passé mes premières années. Une enfance bédouine très heureuse. Je ne connais pas précisément ma date de naissance, l'état civil n'était pas une préoccupation à l'époque. Mais selon mes parents, c'était l'année de la défaite des armées arabes contre Israël, donc 1967.

» Mon père m'a prénommé Mahfoudh, qui signifie "protégé", en hommage à son meilleur ami. Je n'ai jamais fréquenté l'école. Dans mon milieu familial, l'enseignement moderne était interdit, poursuit-il. Mes parents appartiennent à la tribu maraboutique des Idablahssene, connue dans tout le Sahara pour sa maîtrise du Coran et des sciences islamiques. C'est une tribu pacifiste. En dehors de l'élevage ou du commerce, la

principale occupation des marabouts, c'est la religion. Quand les colons français sont entrés en Mauritanie par le Sénégal, ils ont tenté de convaincre les populations d'envoyer leurs enfants étudier chez eux. Il y a eu de grands débats théologiques sur la question. Dans ma tribu et ma famille, la majorité des leaders et savants religieux a pris position contre l'envoi des enfants à l'école moderne. Ces débats datent de plusieurs décennies avant ma naissance, mais ils restaient toujours vifs lorsque je suis né. Les miens avaient décrété qu'étudier à l'école était tout simplement *haram*, "illicite", et donc un grave péché. Selon les fatwas émises à l'époque – dans l'islam, la fatwa est un avis juridique donné par un spécialiste de la loi islamique sur une question particulière –, au travers de l'école, les colons français, avant tout chrétiens, cherchaient à nous détourner de notre religion et à nous christianiser au fil du temps. Puis les Français sont partis en 1960, le pays est devenu indépendant, et le gouvernement mauritanien a lui aussi essayé de nous scolariser. Mais il a échoué. Dans mon campement, les anciens ont encore refusé… Tout ça semble bien loin… ajoute-t-il d'un air rêveur. Aujourd'hui, les choses ont beaucoup évolué. En tout cas, contrairement à nombre de mes amis, j'ai eu une éducation et une enfance entièrement traditionnelles et bédouines », insiste Abou Hafs.

Tout aurait pourtant pu être différent. Abou Hafs a à peine 4 ans lorsqu'une grave sécheresse ravage le pays, et au-delà, toute la région de l'Atlantique à la mer Rouge. Pour échapper à la famine, des dizaines de milliers d'habitants des campagnes sont jetées sur les routes en direction des centres urbains. La plupart échouent aux périphéries des grandes villes. Prises au dépourvu et sans moyens pour accueillir ces masses de migrants, les autorités n'ont guère le choix que de les laisser s'installer, et donner ainsi naissance aux immenses bidonvilles qui ceinturent encore aujourd'hui une bonne partie des villes du Sahara et du Sahel.

Abou Hafs et sa famille sont chanceux. Son père, installé à Nouakchott, la capitale, appartient à ce qu'on appelle aujourd'hui la classe moyenne : il fait du commerce, comme une grande partie des hommes de sa tribu, et il a les moyens d'installer sa famille dans une petite maison située dans le quartier El Ksar, le plus ancien de la ville. Ce n'est pas le luxe, mais le confort est dans les standards de l'époque. Comparé au cadre de vie du campement, le changement est énorme pour la famille d'Abou Hafs, surtout pour les enfants qui découvrent les attraits et l'effervescence de la ville, dans ce quartier qui abrite l'aéroport, des écoles, des terrains de foot et des

cinémas. Mais le conservatisme de la famille va vite les rattraper. Après quelques semaines, le père rapatrie la famille au campement.

« On n'est resté que le temps d'entrevoir ce qu'est une ville. Mais comme tout gamin qui déboule de la campagne, ce voyage m'a marqué à vie. Moi qui ne connaissais jusqu'alors que le sable, les animaux et les tentes de mon campement, je me suis brutalement retrouvé dans une ville moderne où tout m'époustouflait : la lumière, l'électricité, les voitures, les avions, les magasins, les routes bitumées, les camions des éboueurs, le service d'hygiène qui venait vérifier la propreté jusqu'à l'intérieur des maisons ! Et la présence de la mer, si proche… J'en entendais parler, mais j'arrivais à peine à l'imaginer. Tout ça était vraiment impressionnant, inoubliable pour un enfant de 4 ou 5 ans, s'émerveille encore Abou Hafs. Une fois de retour au campement, je me suis vanté devant les autres enfants dont la plupart n'avaient même jamais vu de camion ! Je les prenais de haut avec un malin plaisir. Je me considérais comme un vrai citadin… », sourit-il.

Cette fois, Mahfoudh a l'âge d'étudier comme les gamins de son âge à l'école coranique. Il s'initie à l'alphabet arabe et apprend ses premiers versets du Coran. « C'était la règle à l'époque, et ça l'est dans de nombreux pays aujourd'hui encore. Dès 4 ou 5 ans, dès que tu peux prononcer les lettres correctement, tu vas à l'école coranique. Ce n'est pas une école au sens moderne. Les cours se passent sous la tente du maître, il y a des enfants de tout âge et de tout niveau. L'école est gratuite, mais chaque élève apporte de chez lui des offrandes pour le maître… À 6 ans, je suis parti du campement en compagnie de mon grand frère Ahmedou : notre père venait de quitter Nouakchott pour installer son commerce plus près, dans la ville de Rosso, et nous allions le rejoindre », raconte Abou Hafs.

L'arrivée à Rosso coïncide avec une vaste campagne nationale de scolarisation des enfants lancée un peu partout dans le pays par le gouvernement. Mais la famille d'Abou Hafs, toujours attachée aux fatwas des anciens de la tribu, reste hostile à la perspective de voir ses enfants fréquenter l'école moderne, assimilée à l'école des Nassaras, les nazaréens, comme on appelle les Français dans le pays. Alors, quand il ne donne pas un coup de main à la boutique de son père avec son frère aîné, Abou Hafs joue dans la rue avec les gamins de son âge. Ils passent leur journée à récupérer de vieux objets pour les transformer en jouets, et à plonger dans le fleuve Sénégal, qui sépare la ville de Rosso Mauritanie de sa jumelle et

homonyme sénégalaise, sur l'autre rive. « Mon destin aurait-il été différent si j'avais appris à lire et à écrire à l'école moderne ? » se demande rêveusement devant moi Abou Hafs, une lueur de malice dans le regard. « Peut-être… Je n'allais pas à l'école, mais je continuais à apprendre le Coran, enchaîne-t-il, avec l'un des cousins de mon père. Chaque jour, mon grand frère Ahmedou et moi devions réciter de nouveaux versets. Et puis notre père décida de nous renvoyer une nouvelle fois dans le désert. Je me souviens très bien de cette période. J'avais donc environ 6 ans. C'était en 1973, une année forte en événements. Il y avait beaucoup d'agitation politique dans le pays, menée par les jeunes étudiants révolutionnaires, d'obédience maoïste léniniste, les *kadihines*, les prolétaires. Nous suivions chaque jour leurs affrontements avec la police dans les rues de la ville. Et au Proche-Orient, c'était la guerre entre Israël et les armées arabes. Mon père avait un poste radio dans sa boutique, branché sur le service arabe de la BBC et la radio du Caire. À l'heure des bulletins d'informations, nous nous installions tous autour du poste pour écouter les nouvelles, raconte Abou Hafs.

» Évidemment, j'étais très jeune, je ne comprenais pas tout. Mais j'avais une grande sympathie pour toutes ces forces… Et pourtant, plus tard, ces agitateurs sont devenus parmi mes plus farouches adversaires ! » poursuit-il en riant. Et pour cause : filiation communiste des *kadihines* mauritaniens, et laïcité des régimes arabes engagés dans la guerre de 1973… Communisme, laïcité… Des tares inexcusables selon les canons du salafisme djihadiste dont Abou Hafs va devenir l'un des grands leaders. Abou Hafs s'amuse encore aujourd'hui de ces sympathies politiques de son enfance. « Une erreur de jeunesse… J'ai eu beaucoup de mal à admettre que tous ceux qui m'avaient enthousiasmé dans mon jeune âge suivaient un chemin contraire à l'islam », avoue-t-il.

Dans son école coranique, en plein désert, Abou Hafs étudie longuement le Livre sacré, qu'il récite par cœur, et les sciences religieuses. Mais pas seulement : il apprend aussi l'essentiel des classiques de théologie, de grammaire et de poésie arabe, disciplines habituelles dans les écoles islamiques traditionnelles du Sahara.

« Lorsque j'ai terminé mon cursus, je suis retourné travailler avec mon père dans sa boutique à Rosso. Mais je voulais voler de mes propres ailes. Mon père m'a autorisé à aller au Sénégal pour mieux apprendre le métier. C'était un fin commerçant, et il avait réussi à faire prospérer son activité de

l'autre côté de la frontière. Il était associé dans plusieurs commerces, dont une grande boutique de produits alimentaires à Rufisque, près de Dakar. C'est là que j'ai débarqué, en 1982. J'avais 15 ans. Le Sénégal m'a d'abord impressionné. Les villes y sont plus urbanisées et modernes qu'en Mauritanie. J'ai très vite appris le métier, et j'ai rapidement maîtrisé le wolof, la langue locale. Et puis j'ai rencontré un homme qui a marqué le reste de ma vie : Abdallah. C'était un commerçant libanais, membre de la communauté chiite. Ses enfants étaient scolarisés dans une école chrétienne, ce qui me choquait profondément. J'essayais de lui expliquer que cela était *haram* d'envoyer ses enfants dans une école de nazaréens… Abdallah me disait qu'il n'avait pas le choix : il voulait donner les meilleures chances de réussite à ses enfants, et les écoles de l'État sénégalais n'étaient pas d'un bon niveau.

» À cette époque-là, que mon ami libanais soit chiite et que je sois moi-même sunnite ne me semblait pas important : nous étions tous deux musulmans et c'était l'essentiel. Abdallah le chiite a beaucoup joué dans ma formation intellectuelle et politique. Avec lui, j'ai découvert les premiers journaux et magazines du monde arabe. Nous suivions de près ce qui se passait en Iran avec l'arrivée de l'ayatollah Khomeini au pouvoir, puis la guerre irako-iranienne que Saddam Hussein, soutenu par les pays du Golfe et les Occidentaux, avait lancée contre les Iraniens. À cette époque, je peinais à imaginer qu'il puisse y avoir des guerres entre chiites et sunnites, comme aujourd'hui en Syrie, en Irak ou au Yémen.

» En dépit de mes convictions actuelles sur les chiites ou du moins certains d'entre eux, je reconnais que c'est Abdallah le chiite du Sénégal qui m'a ouvert les yeux sur la réalité du monde musulman. Mieux : sans le savoir, il a donné le premier coup de pouce à mon engagement, en m'offrant un cadeau tout simple : une cassette audio. Sur cette cassette, l'enregistrement d'un prédicateur égyptien dont je n'avais jamais entendu parler : Abdelhamid Kechk. Un cheikh aveugle, d'une très grande éloquence, auteur de leçons implacables sur l'état du monde musulman. Fasciné, pour la première fois j'écoutais un religieux parler des problèmes politiques du monde moderne. À l'époque, j'aimais beaucoup l'ancien président égyptien Gamal Abdel Nasser : à mes yeux, il était un héros, parce qu'il avait osé nationaliser le canal de Suez et affronter Israël. Kechk est aussi le premier à avoir prédit l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en

1990. Mais j'allais bientôt être guéri de tout attrait pour le nationalisme arabe et ses différentes figures.

» Mon commerce marchait bien, je gagnais bien ma vie, mais je me sentais à l'étroit. Je ne m'imaginais pas passer toute mon existence derrière un comptoir, remplissant le tiroir de pièces ou de billets. J'aspirais à une vie intellectuellement plus riche. Hélas, ma formation acquise uniquement dans des écoles coraniques ne m'ouvrait pas beaucoup de perspectives professionnelles. Alors j'ai encore une fois été me ressourcer dans le désert mauritanien. Je voulais approfondir mes connaissances dans certains domaines des sciences islamiques. Et j'y ai fait une rencontre décisive, celle des Frères musulmans.

» Je me trouvais à Tindji Ghmayek, petit bourg en plein désert. C'étaient les vacances scolaires d'été. Des étudiants venus de Nouakchott, mais aussi de plusieurs pays d'Orient, animaient des cycles de conférences. Ils trimballaient toujours avec eux des livres, des magazines et des journaux édités par des cercles islamistes. Je les leur empruntais. Tout cela était nouveau pour moi. À l'époque, je me posais beaucoup de questions sur le rayonnement passé des Arabes et des musulmans dans le monde. Quel est le secret des succès passés des Arabes et des musulmans ? Comment ont-ils réussi à un moment de leur histoire à dominer une grande partie du monde ? Pourquoi sont-ils aujourd'hui dominés à leur tour ? Comment peuvent-ils se libérer de cette domination et prendre leur destin en main ?

» Ces étudiants islamistes, nos discussions, et leurs lectures, m'ont apporté des réponses. J'avais découvert grâce à eux l'organisation au sein de laquelle je souhaitais militer : les Frères musulmans. Venus d'Égypte, "les Frères" étaient alors en pleine expansion dans le monde arabe et musulman. Leur projet global semblait correspondre à mes attentes. Il fallait donc que j'intègre leur mouvement. Nos activités n'étaient bien entendu pas autorisées, le pays était dirigé par un régime militaire. Mais par le truchement de clubs et d'associations culturelles et d'éducation islamique, nous organisions des activités un peu partout dans le pays : la meilleure façon de nous faire connaître, et d'entraîner l'adhésion à nos idées et à notre projet.

» C'est grâce aux Frères musulmans que j'ai commencé à m'engager dans un projet islamiste, et que plus tard je suis parti me battre aux côtés d'hommes comme Ben Laden », insiste Abou Hafs.

III
En route vers le djihad

À peine sorti de l'adolescence, Abou Hafs est sûr de ses choix et convaincu d'avoir trouvé sa voie en suivant les Frères musulmans. En 1984, à 17 ans, il est admis à l'Institut saoudien d'études islamiques, qui vient tout juste d'ouvrir dans la capitale mauritanienne, Nouakchott. Cette école accueille des élèves de toute l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb. Au fil du temps, l'institut s'avérera une véritable rampe de lancement pour le djihad (d'ailleurs, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, la Mauritanie, s'engageant aux côtés des États-Unis dans la lutte contre le « terrorisme international », fermera l'institut et expulsera ses enseignants étrangers). Selon divers témoignages, plusieurs grands noms du djihadisme contemporain seraient passés par cet institut. Le plus célèbre d'entre eux est Abou Bakr Shekau, redoutable chef des insurgés islamistes nigérians de Boko Haram, groupe longtemps actif dans le seul nord du Nigeria et aujourd'hui présent au Niger, au Cameroun et au Tchad [1].

L'admission à l'institut se fait sur dossier, en fonction du niveau scolaire acquis dans le système éducatif officiel, ou sur concours, option généralement réservée aux candidats qui, comme Abou Hafs, sortent des écoles coraniques traditionnelles, les *mahadras* (équivalent local des célèbres madrasas pakistanaises). Voilà comment, dans l'un des pays les plus pauvres de la planète, des générations entières de jeunes, souvent sans éducation et voués à vivre en marge de la société moderne, bénéficient d'une sorte de repêchage. L'institut leur ouvre les portes de carrières inespérées : imams, instituteurs, professeurs, journalistes, et même hommes politiques. Aujourd'hui, en Mauritanie, cet institut de théologie – qui a rouvert en 2005, au lendemain de la chute du régime pro-occidental du

président Maaouiya Ould Taya – forme autant d'étudiants que certaines des plus prestigieuses universités du monde, et des étudiants très influents dans la vie publique. Son poids politique est immense : en quelques années, l'institut a réussi à convertir l'islam mauritanien traditionnellement inspiré par le mysticisme soufi, et à l'entraîner sur la pente d'un islam rigoriste et salafiste.

Il faut dire que l'institut est confortablement financé par le gouvernement saoudien. Il fonctionne avec des moyens sans commune mesure avec le reste des écoles du pays. À disposition de ses étudiants, une riche bibliothèque, des enseignants expatriés recrutés dans tous les pays arabes, des cycles de conférences animées par des célébrités musulmanes, ainsi qu'un immense internat avec restauration assurée par un des meilleurs traiteurs de la place… Et surtout, une bourse d'études importante est offerte à chacun de ses élèves. De quoi en séduire plus d'un !

« Moi qui n'avais jamais passé d'examen ni de concours, j'ai eu de très bonnes notes, m'explique fièrement Abou Hafs. Et à l'institut, j'ai fait des rencontres qui m'ont ouvert l'esprit. J'y ai étudié les auteurs anciens comme Ibn Taymiyya, et d'autres plus contemporains, comme Abdallah Azzam, le fondateur avec Ben Laden du noyau qui donnera plus tard al-Qaida. J'ai ouvert une boîte postale qui me permettait d'entretenir des correspondances avec d'autres personnes installées à l'étranger, des gens comme moi, passionnés par le monde musulman. J'ai pu étudier tous les grands penseurs politiques musulmans qui m'intéressaient, et je me suis particulièrement attaché aux écrits des Frères musulmans : ceux de Hassan el-Banna, leur fondateur, ou de Saydi Qotb, une des figures historiques du mouvement, condamné à mort et pendu en Égypte dans les années 1960.

» J'avais aussi accès à des livres et revues rares à l'époque en Mauritanie, comme le magazine *Al Djihad* (« La Guerre sainte »), édité par Maktab al-Khadamat (ou « Bureau des services »), l'ancêtre d'al-Qaida en Afghanistan. Grâce à ce magazine, j'ai vraiment compris ce qui se passait sur le front afghan : ce combat-là, celui des Afghans contre les Soviétiques, allait m'initier au djihad… »

Abou Hafs affirme donc avoir pris goût au djihad à cause de la guerre en Afghanistan. En 1979, les troupes soviétiques soutenues par l'armée nationale afghane ont envahi ce pays, pour renverser une faction du pouvoir communiste local au profit d'une autre. L'Afghanistan est très vite devenu le terrain d'action de plusieurs groupes de « moudjahidin », les combattants

qui vont lutter durant une décennie contre l'invasion soviétique. Ces groupes ont un ennemi commun, l'armée russe, mais ne sont pas pour autant alliés. D'un côté, le Front uni islamique et national pour le salut de l'Afghanistan, ou Jamiat-e-Islami, qui deviendra plus tard l'Alliance du Nord. À sa tête, le commandant Ahmad Shah Massoud, d'ethnie tadjike (ethnie présente des deux côtés de la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan). C'est un homme très pieux, qui se dit opposé aux extrémistes religieux ou politiques, et désireux, une fois que la guerre serait gagnée par ses moudjahidin, d'obtenir la réconciliation des différentes factions du pays. Le commandant Massoud a suivi des études d'ingénieur et parle persan, ourdou, pachtou, français, et se débrouille en arabe et en anglais. Une personnalité charismatique : avec cinq mille hommes seulement, et peu d'armements, il parvient à mener une guérilla incessante et à chasser les Soviétiques de sa région du Panchir, dans le nord-est du pays. Cette vallée et ces montagnes enferment en leur sein un gisement d'émeraudes, et sont l'une des voies d'accès vers le nord de l'Afghanistan. Depuis cette conquête, on surnomme le commandant Massoud « le lion du Panchir ». C'est un fin stratège, un visionnaire, mais son influence est affaiblie par son manque de soutien international : la France est derrière lui, mais il entretient des relations compliquées avec les Pakistanais, les Américains et les Saoudiens.

Ennemi des Soviétiques aussi, mais rival de Massoud, une de ses connaissances rencontrée à l'université : Gulbuddin Hekmatyar, qui fonde l'organisation Hezb-e-Islami, Parti islamique. Ce chef de guerre est originaire d'une autre ethnie : les Pachtouns, majoritaires en Afghanistan, et très présents au Pakistan voisin, sur la frontière sud-est du pays. Il est activement soutenu par l'ISI, les services secrets pakistanais. Durant toute la guerre, des milliers de jeunes Afghans se réfugient ainsi au Pakistan, et y sont éduqués dans les madrasas pakistanaises, les écoles coraniques. Une grande partie de la future direction des talibans y est ainsi formée. Gulbuddin Hekmatyar prône la violence armée, refuse tout compromis. Il est aussi financé par l'Arabie saoudite, et indirectement par les États-Unis, par l'intermédiaire des services de renseignements pakistanais : en pleine guerre froide avec Moscou, Washington soutient les ennemis des Soviétiques… fussent-ils des islamistes radicaux ! À l'époque, le mot « islamiste » ne fait pas encore vraiment peur, et la CIA n'a pas confiance en Massoud [2]…

Un autre parti très dur a aussi vu le jour : l'Ettehad- e-Islami (Union islamique), d'Abd Rabbou Rassoul Sayyaf, d'obédience salafiste, soutenu par l'Arabie saoudite et les États du golfe Persique.

Aux côtés des Afghans, des étrangers viennent aussi combattre l'armée Rouge. Ce sont surtout des Arabes et ils arrivent par le Pakistan.

Dès le début de la guerre, Peshawar, au nord-ouest du Pakistan, est une plaque tournante pour les combattants qui veulent entrer en Afghanistan ou en sortir. Depuis 1984, un « Bureau des services aux moudjahidin », sous couvert d'ONG, y est chargé de l'accueil des volontaires et de leur affectation dans la résistance afghane du Hezb-e-Islami, ou de l'Ettehad-e-Islami. Des camps d'entraînement exclusivement réservés aux « Afghans-Arabes » sont mis en place. À la tête du fameux Bureau, un ancien Frère musulman palestinien, Abdallah Azzam, assisté d'un Saoudien nommé Oussama Ben Laden qui a également créé son organisation : Bayt al-Ansar (la « Maison des partisans »). Ce Saoudien a une particularité : il est très riche. Son père, Mohammed Ben Laden, est né au Yémen, mais s'est installé très tôt en Arabie saoudite et y a fait fortune. À l'origine simple maçon, analphabète, il est devenu l'ingénieur en chef chargé de la construction des routes pour le roi Fayçal. À cette époque, l'or noir coulait à flots. En 1973, le monarque saoudien a accordé à la société familiale, devenue le Saudi Bin Ladin Group, un des plus gros chantiers de tous les temps : celui de la reconstruction des villes saintes de La Mecque et de Médine, un projet de 17 milliards de dollars. Mohammed Ben Laden était si proche de la famille royale des Saoud qu'il lui arrivait de jouer les arbitres dans les conflits de succession sur le trône. Surnommé le « Rockfeller » du Moyen-Orient, Mohammed Ben Laden a bâti un empire financier et immobilier de 5 milliards de dollars. C'est d'une partie de cette fortune qu'Oussama – dix-septième enfant d'un père qui en eut cinquante-quatre – a hérité. Mohammed Ben Laden n'était pas un homme très engagé dans la religion, mais il croyait au djihad, la guerre sainte. Peu de temps avant sa mort (dans le crash de son petit avion en 1967), il a convoqué son fils Oussama et lui a confié avoir mis de côté une dizaine de millions de dollars exclusivement destinés au djihad. Le djihad, une idée pourtant encore peu en vogue à l'époque. Mais Mohammed Ben Laden a demandé à son fils Oussama de garder cet argent jusqu'à ce que les musulmans s'unissent dans la guerre sainte…

Ce fameux djihad, justement, Oussama Ben Laden et Abdallah Azzam sont en train de lui donner un nouveau visage. Leur « guerre sainte » est fondée sur une règle très simple : si « l'ennemi » envahit le territoire de l'islam, les croyants n'ont besoin de l'autorisation de personne pour aller le combattre. Pas même de celle d'un « docteur » en loi religieuse. Financés par l'Arabie saoudite et d'autres monarchies du golfe Persique, Abdallah Azzam et Oussama Ben Laden installent des bureaux de recrutement dans de nombreux pays, dont les États-Unis et la Grande-Bretagne. Des volontaires peuvent s'y enrôler pour aller combattre en Afghanistan.

À l'Institut saoudien, Abou Hafs entend parler de ces deux combattants. « À cette époque, raconte-t-il, chaque jour nous suivions dans les journaux l'évolution des combats sur le terrain. La direction de l'institut invitait des représentants de mouvements islamiques afghans à donner des conférences. Leurs paroles me bouleversaient. Leurs comptes rendus de la situation sur le terrain émouvaient et faisaient enrager tous les étudiants. Après chaque conférence, nous nous demandions tous comment faire pour aider la résistance afghane. Nous avions décidé que chaque élève de l'institut prélèverait chaque mois une petite somme sur sa bourse : 100 ouguiyas, l'équivalent de 10 francs français à l'époque, et que cet argent serait acheminé aux combattants. Cela peut sembler peu, mais symboliquement c'était très important. Et pour moi, ce geste, aussi ténu soit-il, était un signal : un premier acte en faveur du djihad, en attendant que je puisse aller moi-même combattre aux côtés de mes frères afghans.

» Je voulais rejoindre le djihad, assure-t-il, mais je n'étais pas prêt financièrement. Alors j'ai continué à militer au sein des cercles islamistes plus ou moins proches des Frères musulmans. Je participais à des actions de prédications, au soutien scolaire, à l'organisation de camps de vacances… Ces camps sous la tente, en plein désert, ont beaucoup joué dans ma formation intellectuelle et politique, et pas seulement la mienne. Nous nous retrouvions entre étudiants et conférenciers qui venaient de partout, y compris de l'étranger. Nous échangions beaucoup sur l'état du monde musulman, particulièrement sur la situation en Afghanistan, occupé par les troupes soviétiques. »

Au fil des mois, les Soviétiques perdent du terrain en Afghanistan. En prévision de leur retrait, ils installent au pouvoir le communiste Muhammad Najibullah, chef de la police secrète afghane, réputé pour être un

tortionnaire cruel. Najibullah va tenter une campagne de réconciliation avec les moudjahidin. En vain.

En août 1988, Oussama Ben Laden y lance un nouveau mouvement qu'il appelle al-Qaida : « la base ». Six mois plus tard, en février 1989, les troupes soviétiques se retirent du bourbier afghan, mais continuent d'aider le gouvernement de Kaboul, militairement et économiquement. À l'été 1991, quand Abou Hafs se rend pour la première fois en Afghanistan, le visage du djihadisme sur place a évolué : la moitié des trente mille à quarante mille étrangers qui étaient venus combattre les Soviétiques sont repartis. Pour la plupart originaires de pays arabes, ils ont gagné d'autres fronts musulmans, poursuivant « leur guerre sainte » au Cachemire, en Bosnie-Herzégovine, en Tchétchénie, au Tadjikistan, au Yémen, au Xinjiang (Chine) ou aux Philippines… D'autres sont retournés vers leur pays d'origine, s'y fondant dans la masse, pour y lancer des mouvements armés destinés à lutter contre les pouvoirs en place. Ainsi les « Afghans-Algériens » vont-ils créer le GIA, Groupe islamique armé, sur le sol algérien, prélude de dix ans d'une guerre civile horrible entamée en 1992, et d'une vague d'attentats en France en 1995… D'autres encore se sont installés au Pakistan, ou ont gagné des pays occidentaux pour y recruter et diffuser leur propagande. Mais il reste cependant encore sur place plusieurs dizaines de milliers d'islamistes dans les camps afghans : ils forment ainsi une deuxième génération de combattants, à peu près opérationnels.

Abou Hafs ne dit rien des conditions matérielles dans lesquelles il parvient à gagner l'Afghanistan. Les services de renseignements américains l'ont-ils aidé ? C'est une hypothèse, car depuis le début des années 1980, soutenue par certains pays arabes comme l'Arabie saoudite, la CIA a aidé un maximum de volontaires arabes et musulmans à passer vers le front djihadiste afghan, sous couvert des ONG… Mais, bien sûr, dans ses mémoires, Abou Hafs n'en parle pas : pour un djihadiste de son envergure, avoir profité de l'aide de régimes honnis comme les États-Unis ou la monarchie des Saoud n'est pas très glorieux… « J'ai bénéficié d'un billet réduit de la Saudia Airways valable sur toute compagnie internationale », se contente-t-il de me répondre. Qui a payé le billet ? Je n'en saurai rien. Mais il a aussi réussi à monter à bord d'un avion d'Air France, une des rares compagnies étrangères qui, à cette époque, dessert la Mauritanie.

La route du djihad qu'Abou Hafs emprunte à ce moment-là, en 1991, traverse un monde dont les équilibres historiques sont totalement

bouleversés : l'Empire soviétique s'écroule, son éclatement favorise le trafic de toutes les armes possibles, et la fin de la domination communiste réveille des nationalismes souvent belliqueux dans une grande partie de l'Europe de l'Est et du Sud, comme la fédération yougoslave. De nouveaux pays, comme le Pakistan, se dotent de l'arme nucléaire. Et, surtout, l'Irak est contraint de rendre le Koweït qu'il venait d'envahir : l'opération « Tempête du désert », sous commandement américain mais sous mandat de l'ONU, avec ses trente-quatre pays alignés derrière les États-Unis, a forcé Saddam Hussein à reculer. Un événement qui aura une résonance très importante dans certains pays musulmans : les islamistes y voient une atteinte fort grave à l'honneur de leur religion et des musulmans, en raison de la présence massive d'armées « chrétiennes » en terre d'islam. Pour al-Qaida, en intervenant dans la péninsule arabique, l'Occident aurait ainsi « souillé la Terre sainte de l'islam… ».

Pour rejoindre l'Afghanistan, Abou Hafs passe d'abord par Paris : « C'est la Ville lumière ! » s'émerveille-t-il d'ailleurs dans ses mémoires. Mais il se dit également très choqué par les femmes françaises. « L'été 1991, j'ai voyagé le plus normalement du monde, avec un billet à mon nom. L'avion a atterri à Roissy-Charles-de-Gaulle. Ce n'était qu'un transit de quelques heures, le temps de prendre une correspondance pour le Pakistan, porte d'entrée pour l'Afghanistan. J'avais beaucoup lu sur la France et surtout sur Paris, et quelques-uns de mes auteurs arabes préférés faisaient un éloge brillant de cette ville. Du peu que j'ai pu en voir depuis le ciel, en atterrissant, Paris semble bien mériter son surnom de "Ville lumière". Mais je n'ai pas pu voir les différents lieux historiques que j'avais découverts dans les livres, regrette-t-il. Cela dit, j'ai quand même eu le temps d'être surpris par un certain nombre de choses. Je l'avoue franchement, je n'ai pas apprécié les attitudes des femmes que j'ai vues à l'aéroport. La manière de s'habiller des femmes françaises… J'ai trouvé leurs vêtements indécents, indignes de la femme telle que je la conçois. Je n'ai pas aimé cette impudeur. Je ne sais pas pourquoi les Françaises et les Occidentales de manière générale aiment autant se dénuder ? Que veulent-elles prouver ? Qu'elles sont libres ? La liberté, ce n'est pas la nudité ! » s'indigne-t-il alors.

Arrivé au Pakistan, deuxième étape de ce premier voyage vers l'Afghanistan, l'aspirant au djihad ne rencontre pas de problème : le réseau de recrutement pakistanais n'a jamais cessé de fonctionner. « J'ai d'abord

atterri à Islamabad, la capitale, puis j'ai pris un autre avion pour Peshawar, tout près de l'Afghanistan. Là, je me suis rendu dans une maison d'accueil pour combattants arabes, et j'ai été acheminé en Afghanistan, d'abord dans la région de Khost, au sein du célèbre camp d'entraînement des djihadistes arabes al-Farouk, dans le désert de Kandahar. C'est là que les nouveaux venus suivent leur entraînement militaire. On y apprend à manier différentes sortes d'armes, comme les pistolets, les kalachnikovs, les lance-roquettes, etc. Après quelques semaines, j'ai regagné Peshawar, mais l'ambiance y était invivable, explique-t-il d'un air agacé. Il y avait de nombreux conflits entre les groupes de djihadistes, trop différents : des Afghans, des étrangers, des Arabes, etc. Même les Arabes entre eux étaient à couteaux tirés, chacun se pensant plus fin connaisseur que l'autre en matière de religion. Tous, ou presque, se permettaient d'émettre des fatwas, sans avoir aucune science, ou si peu… Par exemple, certains écourtaient la prière, sous prétexte qu'ils n'étaient que de passage ! D'autres disaient qu'il était légitime de coucher avec une "mécréante" (c'est-à-dire une non-musulmane), que c'était *halal*, puisque les mécréantes peuvent être considérées comme des esclaves, donc des biens ! Tout cela était difficilement supportable. Et tout le monde bien entendu était sûr d'avoir raison. Je suis reparti en Afghanistan », me dit Abou Hafs.

Le Mauritanien entend rejoindre un autre front : Jalalabad, front ouvert au lendemain du retrait soviétique, mais toujours tenu par les forces du régime communiste qui contrôlent encore Kaboul, la capitale, avant sa chute en 1992. Les djihadistes veulent coûte que coûte en prendre le contrôle. À Jalalabad, Abou Hafs veut se faire sa propre idée de la situation sur le terrain et choisir enfin le groupe au côté duquel il souhaite combattre : les Afghans pachtouns d'Hezb-e-Islami ? Ou les « Afghans-Arabes », c'est-à-dire les combattants étrangers, souvent arabes, proches de l'Ettehad-e-Islami d'Abd Rabbou Rassoul Sayyaf, ou de l'al-Qaida d'Oussama Ben Laden ? Il va avoir le temps d'y réfléchir, car le chemin vers le front de Jalalabad est long.

En quittant Peshawar, il faut d'abord emprunter une portion de la vieille route de la Soie en direction de la frontière pakistanaise. C'est un passage obligé. Il faut traverser une longue chaîne de montagnes, une infinité de ponts et de souterrains, avant d'arriver aux régions tribales, à la frontière entre les deux pays. Une sorte de zone franche et autonome : ici, tout se vend, tout s'échange, surtout les armes. On en fabrique, on en recycle, y

compris de l'armement lourd, comme des missiles Stringer, des Sam 7, des RPG, etc. On y vend aussi des mines antipersonnel, des explosifs. Et de la drogue, beaucoup de drogue… L'Afghanistan est un pays isolé, géographiquement et politiquement : deux atouts pour une culture intensive du pavot ! Pas moins de 85 % de la production mondiale de cette fleur, dont est issu l'opium, provient de l'Afghanistan, et ce n'est pas nouveau : dans les années 1980, ce commerce a explosé. Les tribus pachtounes ont toujours contrôlé les routes de la contrebande. Le Pakistan et la CIA ont laissé faire, car la vente servait à financer la guerre des moudjahidin contre l'Union soviétique. Les frontières afghane et pakistanaise sont poreuses, grâce à la présence de groupes ethniques et tribaux pour qui les frontières n'existent pas, et grâce à la corruption des gouvernements régionaux qui participent à ce marché et le favorisent. Les maîtres de ce commerce sont donc les vrais patrons de la région, qu'ils soient trafiquants d'armes ou de drogue. Les Soviétiques sont partis, mais la drogue est restée, le trafic reposant toujours sur les réseaux tribaux et familiaux.

Arrivé non loin de Jalalabad, Abou Hafs s'installe d'abord sur la base arrière, en retrait de quelques petits kilomètres de la ligne de feu, avec un groupe de combattants formé de volontaires arabes. Ils arrivent d'Arabie saoudite, du Yémen, d'Égypte, du Maghreb… « Plusieurs fois par jour, notre position, un pont fortifié avec des sacs de sable, était bombardée par l'artillerie ou les avions ennemis, au point que c'était devenu quelque chose de banal pour les combattants. Ils avaient perdu toute notion de peur. Durant plusieurs jours, j'ai attendu dans ce camp d'être envoyé sur la ligne de front. Et quand je m'y suis retrouvé pour la première fois, ma plus grande surprise a été de voir mes compagnons braver le danger en rigolant. Ce jour-là, j'ai à mon tour compris à quel point il est magnifique de découvrir le martyre sur le sentier d'Allah, sourire aux lèvres… », se souvient encore Abou Hafs, l'air rêveur.

Mais le Mauritanien ne peut rester longtemps sur la ligne de front à Jalalabad, car il faut laisser la place à d'autres combattants qui attendent leur tour : oui, les combattants font la queue pour se battre !

« Je dois dire que ça a été le plus beau moment de ma vie. Je n'ai jamais ressenti d'émotions aussi fortes que lors de ces instants passés au front. Je savais qu'à tout instant je pouvais finir écrasé sous une pluie de bombes ou de missiles. Mais je n'avais pas peur. Au contraire. Mourir en martyr aurait été un immense honneur. C'est pourquoi j'ai quitté le front le cœur lourd. Et

une fois de retour sur la base arrière, j'ai décidé d'intégrer al-Qaida, et pas un des autres groupes qui m'avaient un temps intéressé. Al-Qaida était à mes yeux le groupe le plus raisonnable et ses objectifs étaient les plus proches des miens : à la différence de beaucoup d'autres mouvements islamiques, dont les agendas étaient souvent liés à la situation dans leur pays, al-Qaida avait une vision et des objectifs beaucoup plus ambitieux : l'organisation entendait se battre pour l'ensemble des musulmans du monde, et pas seulement pour quelques pays. »

IV
Le mufti d'al-Qaida

Septembre 1991. Abou Hafs arpente les terres afghanes depuis trois mois seulement, et il a achevé toute la procédure d'adhésion à al-Qaida. Si vite ! Pourtant les candidats sont habituellement soumis à une longue période d'observation avant de pouvoir être admis au sein de l'organisation. Ils vivent sous surveillance, 24 heures sur 24, sans forcément s'en rendre compte. Leur comportement et chacun de leurs gestes sont en permanence étudiés. Leur motivation, leurs convictions et leur détermination sont scrupuleusement évaluées par les chefs des organes sécuritaires et militaires d'al-Qaida, qui analysent aussi rigoureusement leurs capacités physiques. Une règle qu'al-Qaida applique à tout postulant, quel que soit le contexte, situation de guerre ou pas.

Aux yeux des recruteurs, Abou Hafs fait montre d'une grande force intérieure, d'une solidité psychologique évidente, d'une droiture et de motivations sans pareilles. Des atouts majeurs, qui non seulement vont permettre sa très rapide intégration, mais vont aussi le conduire, au fil de sa carrière, jusqu'au sommet de l'organisation…

De plus, contrairement à ce qu'a pu croire un temps l'Occident, al-Qaida n'a pas la « science islamique infuse », bien au contraire. Comme les autres groupes djihadistes présents en Afghanistan à cette époque, al-Qaida souffre d'une réelle carence sur le plan des compétences théologiques et des sciences religieuses. Une aubaine pour Abou Hafs, car en dépit de son jeune âge, 24 ans, et bien qu'il n'ait pas encore de diplôme universitaire, il va très vite être considéré comme une « immense encyclopédie ». Il est particulièrement virtuose en exégèse du Coran, des hadiths (paroles attribuées au Prophète), du *fiqh* (jurisprudence), etc. Et il est aussi très

pointu en langue et poésie arabes, et dans plusieurs autres domaines : arithmétique, astronomie, sciences, etc.

C'est exactement ce qu'il faut pour épater ses nouveaux amis. Dès son arrivée en Afghanistan, l'étendue du savoir d'Abou Hafs impressionne. La plupart des combattants d'al-Qaida ne savent que réciter quelques chapitres du Coran, voire certains versets seulement. Et ils ne connaissent, en tout et pour tout, qu'une poignée de textes majeurs de la charia, dont les principes sont expliqués dans les hadiths et la sunna (les paroles rapportées et les actes du Prophète). L'enfant du Sahara, lui, fait preuve d'une parfaite maîtrise du Livre saint. Il peut citer de mémoire une infinité de textes théologiques anciens, mais aussi des traités de grammaire oubliés et des centaines de vers de poésie, y compris anté-islamique. De ce savoir, Abou Hafs tire aujourd'hui encore une certaine fierté :

« Dès les premières semaines au camp al-Farouk, près de Kandahar, j'ai remarqué que j'étais très apprécié par la direction du camp. Quand le chef du camp Seif al-Adel, un Égyptien qui était alors le numéro deux de la branche militaire d'al-Qaida, est venu personnellement me dire qu'il avait besoin de me parler, je savais qu'il allait me proposer d'intégrer son organisation. J'avais déjà fait le tour de tous les autres groupes présents en Afghanistan, les Égyptiens du Jihad islamique ou la Gamaa islamiya, les Afghans de l'Union islamique du cheikh Abd Rabbou Rassoul Sayyaf, le Parti islamique de Gulbuddin Hekmatyar, l'Assemblée islamique de Burhan Dine Rabbani ou le groupe du cheikh Yunis Khales. J'avais rencontré tous leurs chefs. Al-Qaida avait ma préférence, car l'organisation avait une vision globale, elle se préoccupait du monde musulman dans son ensemble, et pas seulement de quelques pays. Mais avant de donner ma réponse, j'ai longuement réfléchi. J'ai posé un certain nombre de questions : je voulais connaître précisément l'histoire du groupe, ses objectifs, sa stratégie, son fonctionnement, ses moyens, ses besoins aussi. Seif al-Adel m'a aussi parlé de son émir, Oussama Ben Laden, chef suprême et guide d'al-Qaida. Je connaissais bien sûr sa réputation, mais cette fois, j'ai vraiment pu apprécier sa détermination. J'ai appris qu'il était craint autant par les Américains que par les Saoudiens. »

Abou Hafs dit vrai : à la fin de la guerre soviéto-afghane, l'émir Oussama Ben Laden est rentré chez lui, en Arabie saoudite, mais il a continué à financer l'envoi de volontaires arabes vers le Pakistan, pour les acheminer ensuite au combat en Afghanistan. Les Saoudiens respectaient Ben Laden,

issu d'une famille très riche et combattant valeureux. Mais ils se méfiaient aussi de lui, car ils le pressentaient ingérable. Quand l'Irak a envahi le Koweït en 1990, l'Arabie saoudite a pris peur, craignant que Saddam Hussein ne s'en prenne aussi à elle. À ce moment-là, Ben Laden a proposé ses services au gouvernement saoudien : ses « volontaires Afghans-Arabes » pouvaient aller régler leur compte aux Irakiens, il suffisait de le leur demander. Riyad l'a alors éconduit poliment mais fermement, et a choisi, pour se protéger, d'accueillir les troupes américaines sur son sol. Ben Laden a été profondément meurtri et même scandalisé par cette décision : pour un croyant comme lui, elle équivalait à accepter que la « Terre d'islam » soit souillée par les impies américains. Fou furieux, il a menacé Riyad de représailles sanglantes. Les Saoudiens ne l'ont pas totalement pris au sérieux. Ils se sont contentés de lui retirer son passeport. Mais grâce à ses appuis, et bien sûr à sa fortune, Ben Laden a réussi à quitter le pays pour le Pakistan, puis l'Afghanistan. Et, dès lors, il s'était juré de faire tomber le régime saoudien.

En 1991, quand Abou Hafs arrive en Afghanistan, Ben Laden est auréolé de sa réputation de combattant du djihad intraitable… qui ne craint que Dieu. « Il est vrai que j'ai été fortement impressionné par tout ce que j'ai appris à ce moment-là du parcours de Ben Laden, reconnaît Abou Hafs. C'est donc en toute connaissance de cause que j'ai donné mon accord. Et j'ai rempli le dossier officiel d'adhésion », poursuit-il. Ainsi, pour faire partie d'al-Qaida, il faut donc s'inscrire, comme on le ferait pour intégrer une banale association.

À ce stade, Abou Hafs ne connaît pas encore Ben Laden. Tout juste l'a-t-il aperçu une fois, quelques semaines avant son adhésion à al-Qaida. « Je me trouvais au camp al-Farouk, près de Kandahar, m'explique-t-il, c'était mon principal point de chute en Afghanistan. Ben Laden est arrivé entouré de ses gardes du corps et de proches collaborateurs. Il venait animer une conférence pour les combattants "afghans-arabes". Il a parlé du djihad, des objectifs du groupe et de ses souvenirs personnels lors de différentes batailles en Afghanistan. Mon premier souvenir est celui d'un homme au grand charisme. L'auditoire était majoritairement composé d'arabophones. On aurait pu l'écouter des heures durant sans se lasser. Il parlait en arabe, avec beaucoup d'éloquence. Il m'a fait forte impression. Mais je n'ai pas pu l'approcher ce soir-là, ni d'ailleurs les jours suivants. »

Neuf mois plus tard, en avril 1992, alors que le gouvernement communiste prosoviétique vit ses dernières heures, Abou Hafs retourne dans son pays, la Mauritanie. En Afghanistan, les différents groupes de moudjahidin sont entrés dans Kaboul, la capitale. Le régime s'est effondré sous la pression des rebelles, le président Nadjibullah a fui, mais les combats internes font rage entre la Jamiat-e-Islami du commandant Massoud et l'Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar. C'est l'Alliance du Nord dirigée par Massoud qui va proclamer l'État islamique d'Afghanistan, mais la situation politique reste très instable.

En Mauritanie, Abou Hafs, lui, a une mission : non pas celle d'implanter des cellules combattantes d'al-Qaida en Mauritanie, car à cette époque les pays musulmans ne sont pas considérés comme « terre de djihad ». Non, il vient, tout simplement, « recruter du personnel », mais pas des guerriers : des professeurs ! Car Abou Hafs ne peut à lui seul former tous les djihadistes en théologie. « Mon pays, la Mauritanie, était réputé pour l'excellence de ses écoles traditionnelles en matière de sciences religieuses. Je devais donc trouver des volontaires capables d'enseigner la religion aux combattants, qui avaient de sacrées carences dans ce domaine ! s'amuse-t-il. Évidemment, pour des questions de sécurité, ma mission était délicate. Mais, à condition d'être prudent, je savais qu'elle ne serait ni longue, ni compliquée : la Mauritanie possédait un énorme potentiel dans ce domaine. J'ai donc recruté des professeurs en sciences islamiques, des répétiteurs du Coran, des exégètes du Livre sacré, des experts en jurisprudence, etc., sans forcément qu'ils adhèrent pour autant à al-Qaida », affirme-t-il.

Parallèlement, Abou Hafs veut aussi terminer son mémoire pour l'Institut islamique saoudien, car il a interrompu ses études l'été précédent pour partir en Afghanistan. Aujourd'hui encore, l'ancien mufti d'al-Qaida n'est pas peu fier de ce mémoire, en réalité un véritable brûlot politique. À cette époque, la Mauritanie a entamé un tournant censé la conduire vers une démocratie pluraliste. Une constitution a été adoptée, basée sur les principes d'un État de droit. Mais comme dans tous les pays musulmans, ce texte doit ménager une place importante à l'islam, reconnu comme religion officielle de l'État, et déclaré « unique source de droit, mais ouverte aux exigences du monde ».

« À l'institut, m'explique Abou Hafs avec emphase, on m'a demandé de me pencher sur la conformité de la nouvelle loi fondamentale avec l'islam. Or ce texte de la Constitution était tout sauf islamique ! Le seul fait

d'adopter les règles de la démocratie constituait une violation flagrante de la religion ! Car, en islam, le pouvoir doit s'exercer uniquement au nom d'Allah et pas au nom du peuple. La seule légitimité est celle de Dieu. Il n'y en a pas d'autres. Sans parler de la référence aux conventions internationales en matière de droits et libertés politiques, ou de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui étaient un pur scandale ! »

Étrangement, Abou Hafs ne fait alors pas du tout mystère de son opinion, au contraire, il la revendique. Une telle position devrait lui valoir de graves ennuis. Pourtant, il n'est jamais inquiété, pas même lors du vaste coup de filet contre les milieux islamistes lancé quelque temps plus tard. Abou Hafs, qui méprise ouvertement la démocratie et revendique officiellement une Mauritanie exclusivement régie par la charia, la loi islamique, échappe complètement aux radars des services de sécurité. Pourtant, à la même période, la quasi-totalité des activistes islamistes sont arrêtés. Et comme je m'étonne auprès de lui des étonnantes œillères des autorités mauritaniennes à son encontre, Abou Hafs se défend : « Elles n'avaient sans doute rien contre moi ! C'est vrai, nombre de mes amis avaient été arrêtés, comme Abou Oubeyda al-Mouritani, qui m'avait aidé à partir en Afghanistan pour la première fois. Mais lui, il avait créé une cellule djihadiste en Mauritanie. Moi, je savais que les conditions n'étaient pas propices pour déclarer le djihad chez nous. Comme nous étions tous surveillés, sans doute l'État savait-il que je ne comptais pas mener de lutte armée sur le sol mauritanien… De toute façon, j'ai toujours été très prudent sur ce genre de questions. »

Prudence ? Chance ? Partout où il passe, Abou Hafs semble savoir parfaitement saisir les perches qui se tendent. C'est, pour le moins, un homme adroit…

À ce stade, en 1992, Abou Hafs et Oussama Ben Laden ne se sont toujours pas officiellement rencontrés. Abou Hafs vit tranquillement en Mauritanie, son pays d'origine. L'émir d'al-Qaida a lui aussi rejoint l'Afrique, préférant quitter l'Afghanistan, après avoir eu vent de projets d'attentats contre lui. Privé de passeport, il a pourtant rejoint le Soudan sans encombre : depuis le coup d'État de 1989, le pays est dirigé par le général Omar al-Bachir, mais le véritable homme fort du pays, instigateur du coup d'État, s'appelle Hassan al-Tourabi. Patron des Frères musulmans au

Soudan, il dirige le Front islamique national, parti unique. C'est un islamiste cultivé, il a suivi des études de droit en Grande-Bretagne, puis a vécu en France, et soutenu un doctorat en Sorbonne. Hassan al-Tourabi accueille Ben Laden avec une grande générosité. Il faut dire que l'arrivée du « patron » d'al-Qaida a été soigneusement préparée : en 1990, un ancien combattant « afghan-arabe », un Soudanais, a servi d'intermédiaire entre al-Tourabi et Ben Laden. Al-Tourabi a donné son accord pour accueillir l'émir d'al-Qaida, ses quatre épouses, leur dizaine d'enfants, une forte garde rapprochée… et beaucoup, beaucoup d'argent. Ben Laden installe sa famille et ses troupes entre Khartoum et la ville d'Ondurman, sur la rive ouest du Nil, face à la capitale.

Khartoum, capitale du Soudan, est à cette époque l'épicentre de mouvements et d'organisations islamistes du monde entier, qu'ils soient politiques ou armés. Chaque année s'y tient un rendez-vous annuel très important : le Congrès populaire arabe et islamique, qui diffuse sa doctrine en Afrique, dans le monde arabe et musulman. C'est l'occasion pour Ben Laden de tisser des liens d'amitié avec de nombreuses personnalités islamiques, venues du monde entier. Des amis qui sauront se montrer généreux le jour venu.

Khartoum est aussi devenu le refuge de toutes sortes de militants terroristes bannis ou traqués dans le monde entier. Parmi eux, Ilich Ramírez Sánchez, dit « Carlos » : d'origine vénézuélienne, c'est un marxiste pro-palestinien, proche du FPLP, le Front populaire de libération de la Palestine. Il est aussi lié à la Stasi est-allemande, à la police secrète du dictateur roumain Nicolae Cauecescu, et à plusieurs services secrets du Moyen-Orient, notamment syriens et jordaniens. Les services secrets français ont découvert son existence en 1971, après des attentats commis à l'aéroport d'Orly contre des avions israéliens. Jusqu'en 1975, plusieurs autres assassinats et attentats lui sont attribués : meurtres de policiers à Paris, attentats au Drugstore-Publicis à l'angle de la rue de Rennes (deux morts et trente-quatre blessés). On a associé son nom à une prise d'otages à l'ambassade de France à La Haye, aux Pays-Bas, et à une autre, à Vienne, en pleine réunion des ministres du pétrole de l'OPEP (trois morts). Puis Carlos a disparu quelques années, trouvant en fait refuge dans les pays arabes « socialistes », en Algérie, en Libye… Il réapparaît en 1982, pour se « venger » de l'arrestation en France de sa compagne Magdalena Kopp. On lui attribue quatre attentats à la bombe : contre le train Paris-Toulouse, puis

rue Marbeuf à Paris au printemps 1982, à la gare de Marseille, et dans un TGV Marseille-Paris à l'hiver 1983. En tout, Carlos a tué onze personnes et en a blessé cent quatre-vingt-onze. À nouveau, il a réussi à s'enfuir, trouvant refuge en Irak, au Liban, au Yémen, en Jordanie. Et enfin en Syrie. À Damas, il récupère un passeport syrien et un appartement chic dans le quartier super-protégé de Mazzé. Mais le régime soviétique s'effondre. Depuis la guerre du Golfe, le dirigeant syrien Hafez el-Assad craint les États-Unis, et connaît leur susceptibilité sur la question du terrorisme. Carlos est devenu trop encombrant. En 1991, la Syrie l'expulse. Signalé un moment en Jordanie, où il s'est d'ailleurs marié avec une jeune fille, Carlos se réfugie au Soudan… comme Oussama Ben Laden. Les deux hommes se rencontrent-ils dans leur exil soudanais ? Rien n'est sûr, car Abou Hafs ne répond pas à cette question. Plus tard, Carlos assurera d'ailleurs qu'il n'a jamais croisé l'émir d'al-Qaida, bien qu'il le respecte énormément. En apparence, en tout cas, tout oppose ces deux hommes : Ben Laden est guidé par la religion, il vit comme un ascète, et a combattu les Soviétiques. Carlos est un jouisseur invétéré, marxiste indécrottable, et a toujours été à la solde des Soviétiques. Mais les deux hommes auraient pu se retrouver, et se comprendre, autour d'une haine commune contre les juifs et les Américains.

Depuis son arrivée au Soudan, Ben Laden fait officiellement des affaires dans tout le pays. Il possède des entreprises de bâtiment et travaux publics ou des sociétés agricoles, et construit des routes, des ponts, développant également d'ambitieux projets agricoles. Mais il n'oublie jamais son objectif premier : le djihad. Sous le regard encore bienveillant des autorités soudanaises, et surtout celui d'Hassan al-Tourabi, il monte un camp d'entraînement qui accueille des djihadistes du monde entier. Il aide aussi financièrement le pouvoir en place au Soudan dans la guerre qui l'oppose aux chrétiens du Sud. Et il soutient la lutte des islamistes algériens, égyptiens et yéménites. Bref : Ben Laden participe à l'organisation du djihad mondial. À l'automne 1992, Abou Hafs et lui se rencontrent enfin, à Khartoum.

« Je suis allé à Khartoum, invité par des amis dont j'avais fait la connaissance en Afghanistan : des Afghans-Arabes, des combattants d'al-Qaida, se souvient Abou Hafs. Ben Laden me connaissait de nom. Son entourage lui avait beaucoup parlé de moi. Le soir même de mon arrivée, il m'a reçu avec des cadres du groupe dont al-Banshiri, alors chef militaire d'al-Qaida et principal bras droit de Ben Laden. Il nous a accueillis avec

beaucoup d'égards, dans une sorte de pavillon des invités, juste à côté de sa propre maison. Ben Laden habitait à l'époque rue el-Meshtal, au cœur du quartier résidentiel. Il ne se cachait pas du tout. Tous ceux qui s'intéressaient à lui savaient qu'il vivait à Khartoum. À l'époque, al-Qaida n'était pas encore considéré comme un groupe terroriste par les puissances occidentales.

» Le pavillon des invités était une spacieuse villa de deux étages au jardin décoré d'arbres fruitiers et de fleurs. Une vaste résidence, aussi jolie que la propre demeure de Ben Laden, et qui servait aussi de lieu de réunion.

» "Bienvenue cher frère", m'a-t-il dit en me serrant dans ses bras. "Je suis très honoré de faire ta connaissance. On m'a beaucoup parlé de toi et je suis vraiment ravi de te voir enfin ici." Je me souviens de m'être senti très flatté et heureux. Nous avons longuement parlé de l'état du monde arabe et musulman, du djihad, d'al-Qaida, mais aussi de points précis de religion. J'ai à nouveau été frappé par son charisme, et nous avons noué immédiatement une relation très forte.

» À sa demande, j'ai commencé à établir un programme de formation et d'éducation pour les frères. Ben Laden m'a alors prié de parfaire aussi sa culture personnelle dans certaines disciplines : grammaire arabe, charia, sciences religieuses et même poésie. Il a aussi tenu à faire profiter ses enfants de mon savoir religieux. Il y avait là Abdallah, son fils aîné (qui allait partir se marier et s'installer en Arabie saoudite en 1995), ses petits frères Abderrahmane Saad, Omar et Osmane, tous en âge d'apprendre. Il y en avait encore d'autres, mais trop jeunes pour les études. Ou bien c'étaient des filles. » Devant mon regard interrogateur, il ajoute : « Tu sais bien qu'elles ne font pas d'études ! Oussama avait alors une dizaine d'enfants, donc, et quatre épouses, comme le Coran l'y autorise : Najwa, Khadija (elle divorcera en 1993 et partira en Arabie saoudite elle aussi), Khairia, Siham. »

Abou Hafs décide donc de rester au Soudan aux côtés du chef d'al-Qaida, qui lui conseille ardemment de faire venir Nesrine, la jeune femme qu'il a épousée lors de son dernier séjour en Mauritanie. Abou Hafs retourne donc la chercher là-bas : là encore, il réussit à entrer et sortir du pays sans être arrêté. « Ben Laden nous a installés dans un appartement juste en face de sa propre maison : ainsi pouvait-il me faire appeler à tout moment. Je ne regrette pas d'avoir accepté. Voilà comment je suis devenu le mufti d'al-Qaida », s'enorgueillit le Mauritanien.

À partir de cette date débute l'ascension fulgurante d'Abou Hafs vers les sommets d'al-Qaida. Une trajectoire qui le conduira au cœur des secrets les plus intimes de Ben Laden et de ses amis djihadistes.

V
Ben Laden au quotidien

« L'émir m'avait prié de lui établir un programme quotidien d'une heure ou deux. Ben Laden connaissait très bien le Coran. Il aimait beaucoup les séances de lecture du texte sacré. Il avait toutefois quelques lacunes en matière d'exégèse, et je l'aidais à les combler. Parfois il était seul, parfois quelques autres dirigeants l'accompagnaient. Et, ajoute-t-il avec une certaine fierté, tous aimaient à m'écouter. Le cours commençait le matin après le lever du soleil et la prière de l'aube. Il durait une heure et demie ou deux. J'enseignais l'apprentissage du Coran, le droit islamique et la langue arabe ».

Lorsque je m'étonne auprès d'Abou Hafs que Ben Laden, dont chaque journée était guidée par la religion, ait eu besoin d'autant de cours, il m'explique : « La vérité est qu'il n'avait pas fait d'études poussées en sciences religieuses. Mais il était parmi les meilleurs élèves du cours, car il avait un très bon niveau en droit islamique, la charia. Il aimait la poésie arabe et essayait même parfois de composer des poèmes. De temps à autre, il me demandait mon avis sur ses poésies. Mais il n'était pas très doué ! Je le lui ai gentiment fait comprendre et l'ai convaincu d'arrêter : on ne peut pas être brillant en tout, et il n'y a aucune honte à avoir des lacunes dans certains domaines. Il m'a écouté et n'a plus essayé », sourit Abou Hafs.

Durant deux ans donc, à Khartoum, Abou Hafs côtoie Oussama Ben Laden chaque jour. Entre deux cours de sciences islamiques, de grammaire arabe ou de poésie, le Mauritanien joue également le rôle de conseiller spirituel et théologique, mais aussi de confident et d'ami de plus en plus intime du Saoudien.

Ben Laden accueille souvent des invités, pas dans le pavillon, mais dans un vaste salon au rez-de-chaussée de sa propre maison, ou dans son jardin joliment fleuri, à l'ombre de grands arbres. « Oussama aimait bien recevoir. Il y avait là toutes sortes de visiteurs, mais la plupart étaient des personnalités liées aux mouvements islamistes, djihadistes ou pas. La seule chose invariable était le menu servi pendant ces réceptions : un délicieux agneau rôti accompagné de riz, et des fruits juteux en dessert. Ben Laden aimait beaucoup le citron et le miel, à tel point que ces deux produits ne le quittaient jamais. Il les conseillait d'ailleurs à tout le monde, surtout pendant les voyages. Il aimait aussi le thé, mais n'en prenait jamais avant d'avoir digéré son repas, convaincu que cela était meilleur pour la santé. À sa table, une seule denrée exclue, les boissons gazeuses : Ben Laden faisait toujours siennes les vieilles fatwas imposant le boycott des compagnies occidentales qui les fabriquent. Mais parmi son entourage, tout le monde n'était pas forcément d'accord ! Certains de ses compagnons estimaient que chacun devait pouvoir choisir si, oui ou non, il était possible d'en boire. Les boissons gazeuses étaient donc un vrai sujet de discorde dans la vie quotidienne ! Et ce n'était pas le seul. Par exemple, Ben Laden était hostile à l'usage des réfrigérateurs, un luxe inutile selon lui. Il estimait que l'eau se rafraîchit dans une gourde ou un canari, un récipient en terre cuite destiné à la conserver. Il n'imposait pas cet interdit pour des raisons religieuses, n'empêche que, dans sa maison, ses hôtes en étaient parfois indisposés. Même chose pour les climatiseurs ou ventilateurs. En dépit des remarques insistantes de plusieurs membres de son entourage, il refusait d'installer ce genre d'appareils chez lui. Et il supprimait même certains des dons accordés à des membres du groupe quand ils avaient utilisé cet argent pour acheter du matériel électroménager de ce genre ! Le seul matériel moderne que Ben Laden acceptait d'acheter, c'étaient les téléphones, les postes de radio et les téléviseurs, car ces appareils étaient utiles pour s'informer et communiquer. On peut dire qu'Oussama Ben Laden avait compris avant tout le monde qu'une organisation comme al-Qaida ne pouvait courir le risque d'être distancée dans la course de la communication. Tout le reste, à ses yeux, était luxe futile. Même le cadre dans lequel il recevait ses invités était soumis à une stricte austérité. Il installait ses invités sur de simples nattes de raphia. Et des éventails de la même matière étaient les seuls recours autorisés pour lutter contre la chaleur, qui à Khartoum pouvait atteindre les 50 °C ! »

Selon Abou Hafs, ce mode de vie n'était pas sans surprendre ses hôtes : comment Oussama Ben Laden pouvait-il vivre dans de telles conditions ? Car nul au Soudan n'ignorait que l'émir était issu d'une famille très riche, et qu'il avait été élevé dans l'opulence et le confort. Certains invités V.I.P. avaient droit toutefois à une sorte de traitement de faveur. Ceux-là étaient reçus ailleurs, à 500 kilomètres au sud-est de Khartoum, à l'abri de tout regard, dans le domaine agricole que possédait Ben Laden à Damazin. C'était une vaste ferme, dont la superficie équivalait à celle d'un petit pays comme le Vatican et où Ben Laden, en grand propriétaire terrien, élevait du bétail et cultivait plusieurs types de céréales et de fruits. Ces invités y étaient conduits à bord de son avion personnel, car un aérodrome était aménagé sur place. Mais la vie n'y était pas pour autant plus confortable que dans la maison de Khartoum.

Dans son entourage, ceux qui n'étaient pas d'accord avec lui sur cette manière de vivre le faisaient savoir d'une façon très originale : car la manière de se vêtir symbolisait l'acceptation ou le refus de la vie ascétique prônée par le chef. Ainsi les opposants à la politique d'austérité de Ben Laden portaient des vêtements bien repassés au fer. Ses partisans, ceux qui adoptaient la même ligne austère que lui, arboraient des habits froissés. « Ben Laden, affirme Abou Hafs, les laissait exprimer ainsi leur désaccord. Ce n'était pas un dictateur ! Et son austérité affichée n'avait rien à voir avec l'avarice, loin de là, c'était un homme d'une immense générosité. Il distribuait beaucoup d'argent, à de nombreux invités, qu'ils soient de simples citoyens ou des personnalités en vue, religieuses ou politiques. Il y avait aussi des visiteurs qui venaient de l'étranger, de pays africains voisins, du Soudan, mais aussi d'Asie ou d'Europe, où il avait beaucoup d'amis et d'admirateurs. Il prenait également en charge les membres d'al-Qaida et leurs familles, mais aussi tous les autres groupes djihadistes présents au Soudan. Qu'ils soient égyptiens, libyens ou yéménites, tous dépendaient financièrement de Ben Laden. Ainsi chaque membre de l'organisation percevait un salaire mensuel. Ce n'était pas une fortune, mais largement suffisant pour se nourrir.

» Au début, m'explique le Mauritanien, tout le monde avait le même traitement : 200 dollars par mois. Mais certains compagnons lui ont fait comprendre qu'un homme marié avec des enfants n'a pas les mêmes besoins financiers qu'un célibataire : il a accepté de revoir sa politique salariale. Je l'y ai fortement poussé ! Moi, j'avais amené ma famille au

Soudan, et je me rendais compte que le revenu fourni par al-Qaida ne suffisait pas à couvrir tous nos besoins. Contrairement à Ben Laden, qui aimait vivre en ascète, je tenais à ce que ma famille ait un minimum de confort, une nourriture variée, des vêtements neufs… Mon épouse me réclamait des vêtements, des gâteaux, des jouets, comme dans toutes les familles, et je n'élevais pas mon enfant comme Ben Laden les siens. Eux devaient apprendre à se priver.

» Je lui ai donc expliqué que j'avais besoin de plus d'argent, et que je comptais chercher du travail ; avec mon diplôme universitaire, je pouvais enseigner l'arabe ou les sciences religieuses dans une école soudanaise. Mais c'était mal connaître Oussama : il ne voulait pas que je travaille pour un autre patron. Il a donc augmenté les salaires des familles, et il m'a même proposé, en plus, de travailler directement avec lui au sein de l'une de ses sociétés.

» Car Ben Laden, au Soudan, n'était pas un réfugié comme un autre : il avait réussi, je ne souhaite pas dévoiler de quelle manière, à amener une partie de sa fortune avec lui. Je peux juste dire que sa fortune s'élevait à plusieurs dizaines de millions de dollars[1]. Le gouvernement soudanais lui ayant proposé d'investir dans plusieurs secteurs d'activité, Ben Laden a créé des sociétés dans l'agriculture, comme celle qui gère le fameux de domaine de Damazin. Il a aussi fondé des sociétés de construction de bâtiments et de routes. Ses sociétés ont remporté de nombreux marchés publics, il travaillait donc essentiellement avec l'État.

» Je n'avais pas de poste fixe, mais j'avais des responsabilités, particulièrement en ce qui concernait la tenue de la comptabilité. Par exemple, je passais beaucoup de temps à faire du recouvrement auprès des administrations soudanaises. En m'associant ainsi à ses affaires, Ben Laden faisait donc de moi beaucoup plus qu'un compagnon de combat, qu'un mufti ou qu'un conseiller spirituel. Nos relations sont alors devenues tellement intimes qu'il ne me traitait plus comme un simple ami, mais comme un frère. Il me racontait tout, ou presque. Il me parlait de ses épouses, de ses enfants. De l'éducation qu'il voulait donner à ces derniers. Avec moi, continue Abou Hafs, il évoquait aussi sa mère, Alia : elle était née à Lattaquié, en Syrie, avait très tôt divorcé de son père, et s'était remariée avec un autre homme, avec lequel elle avait eu trois fils et une fille. Oussama avait une très grande affection et un immense respect pour sa mère. Cette relation très forte a d'ailleurs été exploitée par le régime

saoudien, qui, par crainte de ses actions ultérieures, voulait que l'émir d'al-Qaida abandonne le djihad et rentre en Arabie saoudite. Il ne faut pas oublier que de 1989 à 1991, Oussama avait eu interdiction de quitter son pays, à cause des menaces qu'il proférait contre la famille Saoud. Il n'a pu finalement sortir d'Arabie saoudite que grâce aux puissantes interventions de membres de sa famille. Il a prétexté devoir régler quelques affaires au Pakistan. Il n'est plus revenu. »

De son exil soudanais, Ben Laden défie effectivement l'autorité des Saoud et devient même le premier opposant politique de la famille royale. Il crée un mouvement politique farouchement opposé au régime saoudien, le Comité pour le conseil et la réforme, dont un bureau ouvre à Londres : il attire des Saoudiens, mais aussi d'autres musulmans ralliés à la cause et désireux de renverser les Saoud.

« Les avoirs de Ben Laden avaient été gelés et sa famille avait interdiction de lui envoyer le moindre sou. Pourtant un jour, à Khartoum, sa maman Alia, accompagnée d'une forte délégation familiale comprenant les frères les plus proches de Ben Laden, est venue tenter de le convaincre de rentrer. Elle était en fait porteuse d'un message direct du gouvernement saoudien, et plus particulièrement de la famille royale. Les Saoud et les Ben Laden étaient très liés, depuis de longues décennies, par des relations d'affaires, mais aussi par une grande amitié datant du vivant du père d'Oussama, Mohammed. La famille Ben Laden voulait préserver ses relations privilégiées avec la famille royale des Saoud, mais aussi retrouver Oussama, dont elle avait financé une grande partie du djihad en Afghanistan. Le gouvernement saoudien attendait de la famille qu'elle parvienne à le convaincre de rentrer en Arabie saoudite, mais aussi d'abandonner le djihad : en contrepartie, toutes les mesures contre lui seraient levées. Oussama était attaché à sa famille, mais il avait une très grande capacité à contrôler ses sentiments et ses émotions.

» Quand sa mère et ses frères ont débarqué, il m'a convoqué pour m'informer de leur proposition et me demander mon avis. Je lui ai répondu avec une grande franchise : il avait certes une obligation de respect et de déférence vis-à-vis de sa famille, surtout de sa mère, mais il devait éviter de prendre une décision qui entraverait sa liberté. Il m'a écouté, et c'est ainsi que la famille Ben Laden est repartie pour ne plus jamais revenir.

» Quelques semaines plus tard, en avril 1994, Oussama Ben Laden a été déchu de sa nationalité saoudienne. Je suis le premier à qui il l'ait annoncé.

Il venait de recevoir la notification adressée par l'ambassade d'Arabie saoudite au gouvernement soudanais. Oussama voulait avoir mon avis : fallait-il commenter officiellement cette décision ? Nous avons décidé de publier un communiqué : Ben Laden y considérait que cette décision était nulle et non avenue. Cela a été le point de départ de la rupture définitive entre al-Qaida et le régime saoudien, soupire Abou Hafs. Les rapports entre les deux parties étaient déjà tendus depuis que le roi Fahd avait autorisé les "infidèles" américains à s'installer en Arabie saoudite… Le ministère de l'Intérieur saoudien avait saisi son passeport, puis il le lui avait restitué après les interventions de ses proches et de certains membres de la famille royale. Oussama était censé revenir en Arabie saoudite, mais il ne l'a pas fait… Et il a organisé une campagne publique contre le régime saoudien, ce qui a poussé Riyad à le déchoir de sa nationalité. Grave erreur. Car sans cela, je suis convaincu que Ben Laden n'aurait pas évolué dans le même sens. D'ailleurs, quelque temps avant sa déchéance de nationalité, il m'avait chargé de rédiger une lettre au prince Abdallah, alors gouverneur de La Mecque (et futur roi) : après réflexion, il lui signifiait son souhait de rentrer et d'abandonner toute action politique au profit d'une prédication pacifique. Mais une frange du régime saoudien a bloqué cette démarche. Ben Laden a très mal réagi. Et c'est pour ça qu'il est entré dans un conflit frontal avec le régime saoudien », justifie aujourd'hui Abou Hafs.

Alors, le régime saoudien est-il pour quelque chose dans l'événement qui, un mois plus tôt, a manqué bouleverser définitivement la donne pour al-Qaida ?

En ce 20 février 1994, la journée a pourtant débuté tranquillement. Dans ce quartier chic de Khartoum où Ben Laden a installé sa famille et ses plus proches collaborateurs, tout le monde se réveille, comme d'habitude, aux aurores. Ablutions et *Salat Al Fajr*, la prière de l'aube. Ceux qui le peuvent retournent dormir un peu, une petite sieste en attendant le lever du soleil, les autres vaquent à leurs occupations.

Comme chaque jour, Abou Hafs, Ben Laden et la direction d'al-Qaida se retrouvent en début de matinée au « pavillon des invités », qui jouxte le domicile de chef d'al-Qaida et sert aussi de lieu de réunion. « Après la traditionnelle lecture de quelques versets du Coran, j'anime alors un cours de sciences islamiques. Puis nous passons en revue quelques questions liées aux affaires internes : la situation d'al-Qaida, de ses membres, ses moyens,

les positions à tenir sur certains sujets comme la situation en Palestine, en Irak, en Somalie, en Arabie saoudite… ou la guerre civile en Algérie : Ben Laden était très inquiet des dérives sanguinaires des djihadistes algériens. À ses yeux, les exactions contre les civils étaient inadmissibles d'un point de vue islamique et contre-productives d'un point de vue politique. Quant au sort de la Palestine, il était très pessimiste, et même hostile au processus de paix dans lequel les dirigeants palestiniens, menés par le leader Yasser Arafat, étaient entrés avec les Israéliens. Il estimait que c'était une capitulation dangereuse des Palestiniens.

» Après le déjeuner et les deux prières de l'après-midi, chacun se repose chez lui. Comme chaque jour, vers 17 heures, je dois donner un cours à Ben Laden ainsi qu'à d'autres dirigeants djihadistes. Je me prépare, et quitte mon appartement pour rejoindre le pavillon. J'ouvre la porte de l'entresol qui donne sur la rue, me retourne à demi pour la refermer derrière moi, quand, brutalement, tous mes sens en alerte, je sais que quelque chose ne va pas. Je le pressens. Une faculté développée sur le front : on entend la mort avant de la voir. Le vacarme d'un moteur poussé au maximum, des cris d'effroi. Je me retourne brusquement. Au coin de la rue, à 100 mètres, un pick-up japonais arrive à toute allure. Je devine des silhouettes qui s'écartent de son chemin en se jetant de côté au dernier moment. En un quart de seconde, je comprends : c'est un commando, venu pour tuer. Je rentre aussitôt à l'abri, claque la porte d'entrée derrière moi, et monte les escaliers aussi vite que possible. Je me rue dans l'appartement que je viens de quitter. J'habite juste en face du pavillon, et donc de la maison de mon ami Ben Laden. Il faut que je sache s'il est en danger immédiat. Le plus discrètement possible, je m'accroupis sur le balcon. D'un signe de tête, j'ordonne silencieusement à mon épouse Nesrine d'aller se cacher avec notre fils. Je tremble d'émotion et de peur : Ben Laden et une bonne partie des membres de la direction d'al-Qaida sont sûrement déjà sur place pour suivre mon cours. Peut-être certains d'entre eux sont-ils blessés, ou pire encore. Depuis mon balcon, je vois très nettement la scène : ils sont trois. Des hommes au teint clair, de type arabe, lourdement armés avec des fusils d'assaut de type Kalachnikov. Le véhicule pile juste devant le pavillon des invités : ces hommes connaissent donc les lieux, et nos habitudes. Tous trois sautent du 4 × 4 au moteur encore fumant. Ils se dirigent rapidement vers le pavillon. Ils sont déterminés, et savent visiblement où aller pour tuer. Ils tirent froidement en direction de toute personne à leur portée, et

disparaissent à l'intérieur du bâtiment. Des tirs en rafale. La scène ne dure sans doute que quelques minutes, cela me semble des heures. Les trois hommes ressortent calmement et remontent aussitôt dans leur véhicule. Mais un garde est en faction près de la maison de Ben Laden. Il se précipite courageusement derrière le 4 × 4. Cent mètres plus loin, les assaillants tombent sur des hommes des services de sécurité soudanais qui ont l'habitude de faire des rondes dans ce quartier résidentiel où habitent d'importantes personnalités du régime et des diplomates étrangers. Ils sont contraints de s'arrêter, et depuis l'appartement, j'entends des échanges de tirs nourris. J'apprendrai que deux membres du commando sont morts, et que le troisième, grièvement blessé, a été transporté à l'hôpital. Je me précipite vers le pavillon : Ben Laden, heureusement, s'apprêtait à quitter son domicile juste à côté quand la fusillade a éclaté. Aucun dirigeant du groupe n'était sur place. Les victimes sont donc quelques membres de second rang.

» Je vais participer à l'identification des assaillants. Et je reconnais le survivant : c'est un djihadiste libyen membre d'un autre groupe qu'al-Qaida, qui s'entraînait avec nous en Afghanistan. L'homme était déjà connu pour être un déséquilibré extrémiste. Hélas, l'enquête de la police soudanaise ne pourra déterminer avec précision s'il a agi de sa propre initiative, ou si l'attentat était commandité par une puissance étrangère. Mais Oussama Ben Laden a toujours été persuadé que ces djihadistes étaient manipulés par les services secrets saoudiens. Personnellement, m'explique-t-il, songeur, j'en doute : de nombreux gouvernements en voulaient déjà à Ben Laden et il est difficile d'en accuser un seul. »

Effectivement, plusieurs pays auraient pu en vouloir à Ben Laden au point de monter une embuscade sur le territoire soudanais pour s'en débarrasser : Ben Laden était détesté par l'Algérie, car il finançait les islamistes qui y menaient une guerre civile cruelle, mais aussi par l'Égypte, puisqu'il aidait également les fondamentalistes égyptiens, et par le pouvoir socialiste au Yémen du Sud, qui était à l'époque en pleine révolte contre le Yémen du Nord, activement soutenu par les djihadistes d'al-Qaida. Les Américains, eux aussi, avaient compris que Ben Laden n'était jamais très loin quand des attentats les visaient, que ce soit en Afrique ou sur leur propre sol : en février 1993, un camion piégé dans les sous-sols du World Trade Center de New York avait fait six morts et mille blessés. Six mois plus tard, le département d'État américain avait inscrit le Soudan sur la liste

des États parrainant le terrorisme, ouvrant la voie à des sanctions économiques.

Alors, qui est derrière ce guet-apens ? Pourquoi pas une faction rivale d'al-Qaida qui aurait tout simplement tenté de se débarrasser de son chef historique ? Mais cette hypothèse, Abou Hafs se refuse apparemment à l'envisager. « Qui ? Vraiment, je l'ignore. » Son regard se fait plus vague. Il semble revivre l'attaque, et je comprends qu'elle l'a beaucoup plus marqué que les combats sur le front afghan.

« Le djihadiste libyen, reprend-il, a été interrogé par la police, jugé, condamné à mort et exécuté. Je dois reconnaître que cet attentat contre Ben Laden a été un choc immense au sein d'al-Qaida et des autres groupes djihadistes alors présents à Khartoum, comme les Égyptiens du Jihad islamique et de la Gamaa islamiya ainsi que le Groupe islamique combattant libyen. Nous nous pensions à l'abri dans notre sanctuaire soudanais. Preuve était faite que nous avions tort. Du coup, l'organisation, déjà très rigide, a renforcé ses mesures de sécurité de manière draconienne. Toutes nos activités habituelles organisées au sein du pavillon des invités ont été supprimées. Désormais, nos réunions se tenaient dans la maison du chef elle-même, et non plus dans le pavillon qui servait en quelque sorte de siège à l'organisation. Pareil pour les cours d'enseignement religieux que je dispensais aux enfants de Ben Laden, et à Ben Laden lui-même. »

Cet attentat raté contre Ben Laden va avoir en tout cas des conséquences à long terme sur le séjour d'al-Qaida au Soudan.

VI
Crimes et châtiments

En février 1994, la nouvelle d'une tentative d'attentat contre al-Qaida s'est répandue bien au-delà de Khartoum. Jusque-là, la présence de Ben Laden au Soudan était certes connue, mais ce dernier savait se faire discret, tout en étant très actif pour la cause islamiste. Pour un État, accepter que des terroristes se réfugient sur son sol est une chose, assumer les graves problèmes qui peuvent en découdre en est une autre. Et six mois après la tentative d'attentat contre Ben Laden a lieu un événement qui pourrait mettre les membres d'al-Qaida en alerte : le Soudan décide de lâcher le terroriste vénézuélien Carlos, réfugié sur son sol depuis trois ans.

C'est un signal fort, car l'islam interdit qu'on livre son hôte à l'ennemi. Ce signal, les membres d'al-Qaida ne vont pas l'interpréter à sa juste valeur. Ce sera leur première erreur. En août 1994, Carlos est livré au ministre de l'Intérieur français Charles Pasqua. Un scénario rocambolesque a été mis au point entre le Soudan et la France. À la faveur d'une petite opération chirurgicale, Carlos est endormi, ligoté, remis par les services secrets soudanais à la DST, la Direction de la surveillance du territoire, et jeté dans un avion militaire français qui l'emporte aussitôt vers l'aéroport de Villacoublay, près de Paris. Carlos ne quittera plus les geôles françaises. Cette trahison soudanaise aurait pu mettre la puce à l'oreille de Ben Laden.

« On aurait dû se méfier à partir de ce moment-là », reconnaît Abou Hafs, qui se souvient avoir évoqué la remise de Carlos à la France avec plusieurs hauts dignitaires soudanais dont Hassan al-Tourabi, l'éminence grise du régime. « Mais al-Tourabi m'a assuré que le cas de Carlos était très différent du nôtre parce que, contrairement à nous, il avait débarqué au Soudan sans y être invité. Carlos était arrivé sous une fausse identité en

provenance de Jordanie, et muni d'un passeport officiel jordanien. Le président soudanais pensait l'utiliser comme monnaie d'échange : contre la remise de Carlos, il espérait obtenir un appui de la France pour redorer son blason auprès de la communauté internationale. C'était un très mauvais calcul, car non seulement la France n'allait rien faire en ce sens, mais au contraire, quand allait éclater quelques années plus tard le conflit au Darfour, elle soutiendrait les rebelles ainsi que ceux déjà actifs au Soudan du Sud, qui finiraient par obtenir leur indépendance. J'espère que cela a servi de leçon aux Soudanais. La trahison ne paie jamais ! » glisse Abou Hafs, plongé dans ses pensées. Puis il relève la tête : « Un autre événement a suivi de peu, qui aurait dû nous alerter. Je m'en suis rendu compte trop tard », regrette-t-il.

L'histoire qu'Abou Hafs me raconte alors est à la fois triste et sordide, un mélange explosif d'espionnage, de sexe et de charia ; j'en avais déjà entendu parler brièvement, mais n'y avais accordé aucun crédit, tant elle me semblait rocambolesque et cruelle. « D'abord, reprend Abou Hafs, il y a eu un incident sérieux entre le gouvernement soudanais et les Égyptiens du Jihad islamique que dirigeait alors l'actuel chef d'al-Qaida, Ayman al-Zawahiri [1], qui n'avait pas encore fait allégeance à Ben Laden mais qui était déjà très proche de lui. De nombreux groupes djihadistes nous avaient suivis au Soudan, mais ils n'avaient pas intégré notre organisation. Ils gardaient leur autonomie, mais collaboraient avec nous de manière très étroite et presque quotidienne. Les Égyptiens du Jihad islamique du docteur al-Zawahiri et de la Gamaa islamiya en faisaient partie. Un matin, à Khartoum, al-Zawahiri et ses partisans arrêtent deux jeunes adolescents égyptiens, et les accusent d'espionnage. L'un des garçons est le fils d'un haut dirigeant djihadiste égyptien proche d'al-Zawahiri. L'autre est le fils d'un comptable de l'une des sociétés de Ben Laden au Soudan. Je connaissais très bien leurs pères, raconte Abou Hafs, ainsi que l'un des garçons, qui était brillant : il savait réciter le Coran par cœur du début jusqu'à la fin. »

Les deux jeunes amis ont en fait été approchés par un autre Égyptien, un membre de l'ambassade d'Égypte à Khartoum. Ils sont devenus proches. Le trio se fréquente régulièrement et a pris l'habitude de se retrouver dans un appartement en ville. Mais le diplomate est un agent de renseignements, et il va manipuler les gamins : d'abord il les convainc de s'adonner avec lui à des jeux sexuels et filme de façon discrète leurs ébats, à l'aide d'une caméra

cachée dans son appartement. Très vite, le piège se referme sur les deux garçons. L'Égyptien va les soumettre à un chantage sordide : pour ne pas être dénoncés, les gamins doivent lui fournir toutes sortes d'informations sur les djihadistes. Sinon, leur promet l'Égyptien, il enverra la vidéo de leurs ébats à leurs chefs.

Al-Zawahiri est alerté par les services soudanais des liens d'amitié entre les gamins et le diplomate égyptien. Il ne connaît encore aucun détail sulfureux, mais que le fils d'un dirigeant djihadiste fréquente un diplomate égyptien lui déplaît fortement. Al-Zawahiri ordonne donc l'arrestation des deux garçons. Interrogés séparément, les deux jeunes ne gardent pas leur secret bien longtemps et avouent : ils ont fourni des informations à l'agent égyptien parce qu'il les menaçait de divulguer une vidéo de leurs pratiques homosexuelles. La suite est terrible : quelques jours plus tard, les chefs djihadistes égyptiens jugent les enfants pour haute trahison. Et, très vite, les exécutent sans autre forme de procès, et sans même en informer leurs familles. « Je me souviens très bien quand l'un des pères apprit la mort de son fils, frissonne Abou Hafs. Nous étions à la mosquée quand il est arrivé en courant, tremblant, hors de lui. Il s'est précipité sur le père du deuxième enfant : "Tu sais ce qu'ils ont fait de nos fils ! Ils les ont exécutés !" Le second père est devenu blême. D'abord tétanisé, il est sorti en courant de la mosquée, il hurlait : "Criminels ! criminels ! ils les ont assassinés, ils ont assassiné mon fils !"

» Cette affaire a vraiment été terrible, soupire Abou Hafs. Et elle a beaucoup choqué le gouvernement soudanais. Les familles des deux enfants ont décidé de porter plainte auprès d'al-Qaida, et Ben Laden m'a demandé d'enquêter sur cette histoire et sur ses conséquences du point de vue de la charia. Je me suis rendu auprès des chefs djihadistes égyptiens, notamment al-Zawahiri, pour avoir sa version. Il assumait parfaitement son acte. Il disait que les deux garçons avaient fait des aveux, que ces derniers étaient filmés. Selon lui, les informations qu'ils avaient livrées mettaient en danger tous les djihadistes et avaient même déjà causé l'arrestation de certains d'entre eux. Al-Zawahiri ajoutait que puisque les djihadistes combattent pour la charia, ils doivent d'abord se l'appliquer à eux-mêmes. Mais les familles des deux garçons soutenaient que les enfants étaient mineurs et que la peine de mort ne s'applique pas à ces derniers. Elles disaient aussi qu'al-Zawahiri et ses amis n'avaient pas le droit d'être juges et partie. Ça, pour moi, c'était un argument recevable : al-Zawahiri aurait dû porter l'affaire

devant un tribunal neutre, et le procès être public. Je n'ai pas voulu me prononcer sur la légalité islamique ou pas de ces deux exécutions, et j'ai proposé de remettre l'affaire entre les mains de juges soudanais. Mais les Égyptiens ont refusé de collaborer avec la justice soudanaise, et se sont contentés de lui transmettre le film des aveux des deux garçons.

» Dépassé par cette histoire, inquiet des remous qu'elle entraînait et de ses conséquences sur les relations avec (et entre) les deux groupes djihadistes, le gouvernement soudanais a demandé alors à toutes les personnes impliquées dans l'exécution des deux garçons de quitter le pays. »

Abou Hafs me fait comprendre que ce moment a marqué le début de la fin de la lune de miel entre le régime soudanais et les groupes djihadistes. Après les Égyptiens, les Libyens allaient effectivement à leur tour être exclus du Soudan. En 1995, sous la pression du colonel Mouammar Kadhafi, Khartoum demande également aux membres du Groupe islamique combattant libyen (GICL) de quitter le pays. Puis il déclare tous les Libyens *persona non grata*, y compris les collaborateurs proches de Ben Laden. Certains vont même être tout simplement remis à Kadhafi… « La trahison envers Carlos, les expulsions des Égyptiens, des Libyens… Autant de signes, reprend Abou Hafs, qui auraient dû nous pousser à nous préparer à notre tour. Mais pour nous, les relations entre Ben Laden et les dirigeants soudanais étaient si fortes, si étroites, que nous pensions n'avoir aucun souci à nous faire… », reconnaît-il.

Et pendant deux ans encore, effectivement, Ben Laden n'est pas inquiété par les Soudanais. Mais en 1996, à Riyad, en Arabie saoudite, dans un centre d'entraînement de la Garde nationale sous protection américaine, une voiture piégée explose. Deux Américains sont tués. Quatre Saoudiens liés à Ben Laden sont alors arrêtés, jugés et exécutés. Une nouvelle mauvaise publicité pour le Soudan dont le monde entier sait qu'il a accordé refuge à Ben Laden. Les Américains font maintenant pression sur les Soudanais pour que Ben Laden leur soit livré, comme Carlos à la France deux ans plus tôt. Le président soudanais Omar al-Bachir est ennuyé, car il est en train d'évoluer politiquement et il aimerait redorer son image internationale.

Un mois après l'attentat de Riyad, à la fin du mois de mai 1996, Abou Hafs, comme chaque matin, sort de chez lui et traverse la rue poussiéreuse pour entrer, en s'annonçant, dans la maison d'en face, chez Oussama Ben

Laden. Il s'installe dans le salon du rez-de-chaussée, avec un petit groupe : l'émir a convoqué ses plus proches collaborateurs. Le Mauritanien a l'habitude de ce genre de réunions, et ne se doute guère en cet instant de ce que ce conclave va avoir d'exceptionnel. Tout juste note-t-il que Ben Laden a le visage fermé, et qu'il les salue du bout des lèvres. Ce n'est pas son habitude : l'émir d'al-Qaida est très à cheval sur la courtoisie, et ses manières sont toujours pleines de révérence. Lorsqu'il prend la parole et explique pourquoi il les a convoqués, aucun d'entre eux n'en croit ses oreilles :

« L'officier de liaison des services de sécurité soudanais sort d'ici… », annonce-t-il d'une voix calme. Il marque un temps d'arrêt puis reprend. « Il est venu m'informer que je dois quitter le pays et chercher une nouvelle terre d'asile », enchaîne-t-il. Un silence total se fait dans la pièce. « J'ignore, continue Ben Laden, s'il a agi de sa propre initiative ou sur ordre du gouvernement. »

Puis l'émir se tait. Les sourcils froncés, durant quelques secondes il semble ailleurs, prêtant une oreille distraite aux bruits étouffés qui montent de la rue. Puis il se tourne à nouveau, lentement, vers ses amis sous le choc.

« Il faut vérifier cela avec le président al-Bachir ! » suggère l'un d'eux, le premier à s'être ressaisi.

Ben Laden acquiesce : « C'est mon intention. Ma venue au Soudan a été décidée en accord avec les plus hautes autorités du pays. Il n'est donc pas question que je discute de ce sujet avec un officier, un simple exécutant. »

L'émir est reçu sans tarder en audience par le président Omar al-Bachir, mais les nouvelles sont mauvaises. À ses amis, Ben Laden confirme la nouvelle : il est « invité » à quitter le Soudan dans les plus brefs délais.

« Nous avions tous quelques réserves à propos du gouvernement soudanais, m'explique alors Abou Hafs. Il était mou et frileux, il hésitait à appliquer réellement la charia depuis que son pays était dans le collimateur de l'opinion publique internationale… Mais aucun de nous n'avait imaginé qu'il oserait prendre une telle mesure à l'égard d'un homme comme Ben Laden ! Quelle ingratitude ! Non seulement Oussama avait aidé le régime soudanais en lui apportant le soutien de très nombreuses organisations islamistes, mais il avait aussi investi une partie de sa fortune, des dizaines de millions de dollars, dans des projets de développement ! Et cela à une époque où le Soudan faisait l'objet de sanctions internationales et où tout le monde boudait ce pays ! » s'indigne-t-il.

Mais même le Soudan capitule devant les menaces américaines et les sanctions économiques. Ben Laden est devenu un hôte trop encombrant. Soumis à une forte pression internationale, le pays doit donner des gages de respectabilité au reste du monde. Ben Laden doit donc tourner la page soudanaise. Mais pour aller où ? Les pays prêts à offrir l'asile à l'émir déchu de sa nationalité saoudienne et soupçonné d'activités terroristes par de nombreux gouvernements sont rares.

Ben Laden n'a pas beaucoup de choix : seuls le Yémen et l'Afghanistan acceptent de l'accueillir. À ses yeux, ces deux pays n'offrent pas les mêmes avantages. Le Yémen tient la corde : c'est la patrie d'origine de la famille Ben Laden, et al-Qaida y entretient des liens très forts avec certaines tribus. Et depuis 1994, le président yéménite Ali Abdallah Saleh a une dette envers lui : lorsque le Yémen du Sud a voulu faire sécession, les djihadistes de Ben Laden ont largement aidé le président à garder le contrôle. Ali Abdallah Saleh lui doit donc en grande partie son poste. Ben Laden avait d'ailleurs déjà envisagé de s'installer au Yémen. Cette fois, il envoie un message en ce sens au président Saleh. Mais la réponse le refroidit : Saleh est tout prêt à l'accueillir, lui assure-t-il, ainsi que les autres membres d'al-Qaida, mais à une condition : Ben Laden et ses acolytes ne doivent franchir aucun poste-frontière officiel. Autrement dit, le président du Yémen leur demande de pénétrer de façon extrêmement discrète – et illégale – sur son territoire. Étrange. Ben Laden est d'un naturel méfiant. Cette condition posée par le président Saleh le convainc instantanément que les dés yéménites sont pipés. Il ne se fait pas d'illusions : Saleh entretient aussi des relations très étroites avec les Américains, il est donc tout à fait capable « d'oublier » combien al-Qaida l'a aidé, et de profiter de l'arrivée discrète de Ben Laden et de ses hommes pour les faire prisonniers et les remettre aux Américains en échange d'une contrepartie financière ou politique.

« C'est d'abord pour cette raison que Ben Laden s'est retrouvé en Afghanistan », soutient aujourd'hui Abou Hafs. D'autant qu'al-Qaida n'a jamais vraiment quitté la région, et a toujours des bureaux à Kaboul. Kaboul que les talibans sont en passe de contrôler totalement.

Abou Hafs me raconte alors l'adieu de Ben Laden au Soudan. Vingt ans plus tard, je sens que l'épisode l'a durablement marqué. « En expulsant Ben Laden, et nous avec, le Soudan pensait se réconcilier avec la communauté internationale. Mais il n'en a rien été ! Le président soudanais n'a rien obtenu. Et ce qu'il voulait éviter a bien eu lieu : le soutien des grandes

puissances aux rebelles chrétiens et animistes du sud du pays n'a pas cessé, au contraire. Les rebelles ont eu leur indépendance et le Soudan a été amputé de sa partie la plus riche. Ce gouvernement musulman a expulsé d'autres musulmans, Ben Laden et al-Qaida, et cela ne lui a absolument rien apporté. C'était une trahison inutile », insiste Abou Hafs, qui ne dissimule pas sa colère quand il se souvient des « conditions honteuses » du départ de Ben Laden.

Ce dernier a lieu dans la nuit du 19 au 20 mai 1996, une date qui coïncide avec le nouvel an musulman 1417. Devant le salon d'honneur de l'aéroport de Khartoum, un convoi de plusieurs 4 × 4 aux vitres teintées s'arrête. Ben Laden et quelques collaborateurs en descendent. La délégation s'engouffre rapidement dans l'aérogare. Pas de formalités ni de contrôles de douane, seulement une poignée d'officiels soudanais. Les services de sécurité de la présidence sont là, pour vérifier que tout se passe sans incident… ou bien pour s'assurer que l'émir d'al-Qaida quitte le sol soudanais sans causer de problème ? Quand vient le moment d'embarquer, Ben Laden, qui les a ignorés jusque-là, jette un regard en direction des responsables soudanais. Ces derniers font mine de ne pas comprendre. L'émir se plante alors devant eux, et énonce d'une voix forte : « Je suis arrivé au Soudan avec des dizaines de millions de dollars, mais je m'apprête à quitter ce pays sans un sou. » Les Soudanais prennent un air gêné, et ne savent que répondre. Ce sont des fonctionnaires, ils ne font qu'obéir. Les décisions se prennent en haut lieu. Mais Ben Laden ne semble pas vouloir bouger, alors, en soupirant, ils se résignent à contacter la présidence.

Une demi-heure plus tard, un nouveau 4 × 4 à vitres teintées s'arrête en faisant crisser ses pneus juste devant le salon d'honneur. Deux hommes en descendent. L'un d'eux porte des lunettes de soleil opaques, et une mallette de cuir marron. Il entre, salue, pose l'attaché-case sur une table basse devant Ben Laden et s'éloigne de quelques pas. L'un des officiers de sécurité se penche vers l'émir et lui murmure quelques mots à l'oreille. Ben Laden ouvre la mallette, y jette un œil, et la referme. « Il y avait 100 000 dollars seulement ! Des miettes pour Ben Laden », conclut Abou Hafs.

Mais cette fois le Saoudien n'a pas le choix. Il prend le cartable de la main gauche, car de la main droite, il porte sa kalachnikov. Ben Laden ordonne à ses compagnons d'embarquer. La petite troupe grimpe dans l'avion. L'émir s'installe sur un siège à l'avant de l'appareil, sa kalachnikov

sur les genoux. Seif al-Adel, le responsable de sa sécurité personnelle, s'installe à côté de lui. Mohamed Ibrahim, un officiel soudanais qui fait office de chef de convoi, est à côté d'eux. Omar, un des fils de Ben Laden, se glisse sur le siège juste derrière son père, tandis que Mohamed Atef, alors lieutenant de l'émir d'al-Qaida et responsable du département militaire, s'installe sur un siège voisin. Les autres collaborateurs prennent place au fond de l'avion.

L'atmosphère est calme, mais lourde. Les esprits sont tendus et les cœurs serrés. Dans la tête de chacun, les questions se bousculent. Il faut abandonner le Soudan, sans l'avoir choisi. Mais l'avion arrivera-t-il à destination ? Tous ont parfaitement conscience que ce voyage est dangereux. Tout peut arriver : une interception de l'avion par une puissance ennemie, ou même une attaque en plein ciel par un appareil de chasse américain, égyptien ou saoudien… Au fur et à mesure que l'avion s'élève dans le ciel de Khartoum, la tension grandit, alourdie sans doute par la mine grave de Ben Laden, habituellement si serein. Tous prient, suppliant Allah de les préserver du malheur.

Il faut dire que le plan de vol choisi n'est pas fait pour apaiser les esprits : il implique un trajet très dangereux pour un homme de l'envergure de Ben Laden. L'avion doit d'abord piquer en direction de la mer Rouge, zone où pullulent les bâtiments de guerre et d'espionnage et les avions de chasse américains. Il doit ensuite pénétrer dans l'espace aérien de pays hostiles, telle l'Arabie saoudite. Et, pour finir, l'appareil ne pouvant assurer une si longue liaison sans escale, il doit atterrir en Iran : il s'y approvisionnera en carburant et déposera l'officiel soudanais qui a embarqué avec eux à Khartoum. Les cœurs tremblent donc à bord, même si chacun essaie de faire bonne figure. Officiellement, à cette époque, il n'y a pas de différend déclaré entre le régime chiite des mollahs iraniens et le chef djihadiste sunnite Ben Laden. Mais l'animosité légendaire entre les idéologies dont se réclament les deux camps fait de cette escale une étape dangereuse. Ben Laden lui-même a déjà fait savoir aux Iraniens qu'il ne les aimait pas beaucoup, il y a quelques années, au Soudan, lors de l'une de ces fameuses rencontres annuelles qui réunissent autour du régime soudanais tous les groupes et mouvements politiques arabes et musulmans hostiles à l'Occident. Sollicité par des émissaires iraniens pour lui rendre une visite de courtoisie, l'émir d'al-Qaida a catégoriquement refusé la rencontre : « Il n'était pas question pour lui de s'asseoir avec des responsables iraniens. De

manière diplomatique, il leur avait fait savoir qu'il ne pouvait les recevoir », se souvient Abou Hafs. Ben Laden sait aussi que l'Iran pourrait avoir des raisons d'ordonner son arrestation. Par exemple, tout simplement, pour l'utiliser comme monnaie d'échange avec d'autres pays.

Le climat est donc tendu quand l'avion se pose sur le tarmac de l'aéroport de Chiraz. Ben Laden et ses amis redoutent d'être reconnus par les agents des services de sécurité iraniens, si jamais les passagers de l'appareil devaient être contrôlés. Heureusement pour eux, les Soudanais ont tout de même pris la peine de leur affréter un avion présidentiel, et de s'assurer des conditions de leur transfert vers l'Afghanistan. L'officiel soudanais embarqué doit d'ailleurs servir de couverture : les autorités iraniennes ont été informées qu'il arrive en mission à bord de cet appareil, lequel reprendra sa route puis le récupérera à son retour. Et quand des agents iraniens un peu trop insistants tentent de monter à bord, c'est cet officiel soudanais qui les en empêche.

Sans doute les Soudanais ont-ils eu un problème de conscience en expulsant Ben Laden. Ils ont en quelque sorte tenté de se racheter en prenant soin d'organiser minutieusement le voyage. « Mais cela n'enlève rien à la gravité de leur geste ! Dans la tradition arabe et musulmane, on n'expulse pas les hôtes qui n'ont pas commis de faute », s'énerve Abou Hafs.

VII
Ben Laden défie l'Amérique, ou l'escalade meurtrière

Un peu plus de deux heures après l'escale technique de Chiraz, en Iran, le pilote slave amorce la descente : par les hublots, les passagers découvrent une longue chaîne de montagnes aux cimes enneigées, puis une immense plaine verdoyante. On aperçoit ici ou là quelques maisons isolées. Ben Laden, silencieux depuis que l'avion a décollé, se tourne soudainement vers ses compagnons.

« Vous avez compris maintenant quelle est notre destination finale ? » Silence. « L'Afghanistan. Nous atterrirons à Jalalabad », lance-t-il.

Jalalabad est la plus grande ville de la province de Nangahar, à 150 kilomètres de Kaboul, la capitale officielle. C'est un fief de la tribu pachtoune, une des plus importantes au monde : ils sont plus de quarante millions à vivre de part et d'autre de la frontière pakistano-afghane, dont treize millions en Afghanistan.

L'annonce d'Oussama Ben Laden ne suscite guère de commentaires chez ses proches. Ils ont appris à le suivre sans broncher. Tout au moins en sa présence. Quand ils sont sûrs que le chef ne peut entendre, certains se laissent parfois aller à ronchonner.

Le choix de cette région ne doit bien sûr rien au hasard : l'arrivée de Ben Laden coïncide avec la conquête par les talibans d'une bonne partie du territoire afghan. Apparus en 1994, les talibans ont réussi à mettre un terme à la guerre des chefs qui a suivi le départ de l'armée soviétique. Ce succès leur vaut une large popularité dans tout le pays, dont le peuple, après des années de conflit avec les Russes, n'aspire qu'à la tranquillité.

Le leader spirituel des talibans est le mollah Omar Akhunzadeh, surnommé « le borgne » depuis qu'il a perdu un œil au combat contre

Moscou. C'est un personnage fort respecté, à la fois très influent et très discret. Il quitte rarement son fief de Kandahar. Il est à la fois un seigneur de guerre et un chef religieux. Ses partisans l'ont nommé « Commandeur des croyants » de l'Émirat islamique d'Afghanistan. En islam, cela signifie qu'il est le chef politique de la communauté des croyants en Afghanistan. Il est le détenteur de l'autorité légitime sur toute la population qui vit sur son territoire. Ben Laden l'a connu à Karachi, au Pakistan, dans les années 1980.

Nouveaux maîtres du pays, les talibans acceptent la présence de quelques rares autres groupes, dont celui de l'ultraorthodoxe mollah Younes Khalis. Le monde du djihad est petit : le mollah Khalis est également un vieil ami et allié de Ben Laden, tous deux ont combattu ensemble contre les Soviétiques. Ils partagent la même vision du monde et s'apprécient beaucoup. Khalis s'est retiré à Jalalabad après la chute des communistes, et est de fait le chef incontesté de la province. C'est donc lui qui va accueillir et aider Ben Laden.

En guise de cadeau de bienvenue, Khalis choisit une des plus belles bâtisses de la ville de Jalalabad pour y installer les leaders d'al-Qaida : la résidence d'hiver de l'ancienne famille royale d'Afghanistan. Fraîchement repeint d'un blanc radieux, le palais, situé près de la rivière Kaboul, s'ouvre sur plusieurs jardins ravissants, plantés d'arbres centenaires imposants. Il compte une vingtaine de pièces habitables, en plus des dépendances réservées aux gardes et au personnel de service.

Les hommes du mollah Khalis cèdent aussi à Ben Laden de vastes terres à la lisière de la ville, et vont même jusqu'à lui offrir une colline entière à Tora Bora, immense massif montagneux qui culmine à plus de 4 000 mètres d'altitude au sud de Jalalabad. Ce dernier cadeau ravit particulièrement le Saoudien, en dépit, ou plutôt grâce à son isolement. Tora Bora n'est en effet accessible qu'après quatre heures de pistes d'accès difficile et dangereuses : l'idéal, pour Ben Laden, qui choisit de s'y installer. Après deux semaines passées dans le palais d'hiver à Jalalabad, il se rend à Tora Bora avec ses hommes pour entamer les premiers travaux d'aménagement qui en feront le nouveau siège d'al-Qaida.

Débarqué en Afghanistan quasi sans le sou – qu'est-ce que 100 000 dollars ? –, ses comptes bloqués en Arabie saoudite et au Soudan, Ben Laden est un milliardaire momentanément désargenté. Il doit donc faire avec les moyens du bord. À Tora Bora, quelques cabanes rudimentaires et

visiblement en ruine tiennent encore vaguement debout. Pas de portes ni de fenêtres, et les sols sont jonchés de vestiges de la guerre. Le chef d'al-Qaida ordonne à ses hommes de les nettoyer, d'en colmater les ouvertures à l'aide de peaux de chèvres et de moutons. Ils doivent ensuite faire la navette jusqu'à Jalalabad pour se procurer les matériaux nécessaires aux travaux et aux équipements destinés à accueillir les dizaines de familles qui les rejoindront bientôt. Le chef d'al-Qaida est toujours farouchement hostile à tout confort superflu : pas besoin, donc, d'eau courante ni d'électricité. Pour boire ou se laver, les futurs résidents iront puiser l'eau à la petite rivière voisine. Pour se chauffer ou cuisiner, ils couperont du bois à coups de machette dans les forêts alentour. Seul luxe autorisé, des salles d'eau dans les pièces prévues pour les épouses, à l'abri des regards.

Alors que les membres d'al-Qaida travaillent d'arrache-pied à leur installation, la région passe à son tour officiellement sous le règne des talibans. Ben Laden, qui connaît les liens entre ses amis et les nouveaux maîtres du pays, n'a pas à s'inquiéter. Le mollah Omar, leader spirituel des talibans, lui envoie d'ailleurs une délégation pour le rassurer, et l'informer que ses troupes et lui-même sont placés sous sa protection. Il l'invite à lui rendre visite dès qu'il le souhaitera. Un geste que le chef d'al-Qaida apprécie à sa juste valeur, mais il doit d'abord en finir avec plus urgent.

Seule une poignée de ses hommes, et un seul de ses fils, Omar, sont arrivés avec lui en avion. Ben Laden doit donc trouver une solution pour rapatrier du Soudan le reste des membres d'al-Qaida et leurs familles, dont la sienne. Il lui faut de l'argent. La situation est complexe, mais le Saoudien sait qui peut l'aider : son ami le mufti Abou Hafs. Ses relations, et surtout son ascendant moral auprès de certains responsables soudanais, devraient être déterminants. Depuis le départ précipité de Ben Laden du Soudan, Abou Hafs l'a en quelque sorte remplacé dans le rôle de chef d'al-Qaida à Khartoum. Il n'aura pas trop de mal à convaincre les Soudanais de mettre un autre avion à sa disposition : le gouvernement a hâte de voir tous les membres d'al-Qaida quitter le pays.

« Je n'étais pas du tout préparé à un tel rôle, confie aujourd'hui le Mauritanien. Certes, la charge n'était pas aussi lourde que celle qu'avait Ben Laden lui-même, mais elle était tout de même pesante. Oussama parti, il avait laissé derrière lui toute sa fortune investie depuis des années au Soudan, soit des dizaines de millions de dollars. Au moment de quitter le pays, il n'avait réussi qu'à se faire livrer un petit montant de

100 000 dollars par les Soudanais. Pour un homme comme lui, ce n'était pas grand-chose. Je devais donc essayer de faire rapatrier cet argent. Mais les Soudanais avaient déjà fait main basse sur cette fortune. Ben Laden n'en a donc jamais vu un sou, ce qui a eu un grand retentissement plus tard sur son parcours et celui d'al-Qaida. Ben Laden a été contraint de recourir à la générosité de bienfaiteurs musulmans, en général des Saoudiens ou des citoyens des pays du Golfe qui l'admiraient. Ce n'est pas un secret, d'ailleurs », poursuit Abou Hafs, qui cite alors les propos de celui que les États-Unis ont surnommé « le vingtième pirate de l'air », condamné à perpétuité pour sa responsabilité dans les attentats du 11 septembre : le Français Zacarias Moussaoui. « Lors de son procès aux États-Unis, en 2015, Zacarias Moussaoui a affirmé sous serment que le gouvernement saoudien a participé financièrement aux attentats du 11 septembre 2001. Parmi les donateurs, il a cité notamment plusieurs princes saoudiens », me déclare Abou Hafs. Certes… me dis-je alors, sans lui faire part de mon sentiment : ce ne sont-là que les paroles de Zacarias Moussaoui.

« Il faut distinguer deux étapes dans la vie d'al-Qaida, reprend Abou Hafs après un court instant de réflexion. Il y a d'abord eu la période durant laquelle le groupe n'était pas considéré comme une organisation terroriste, mais comme un acteur majeur dans la lutte contre le régime communiste en Afghanistan. À cette époque, l'argent et même les armes venaient de partout, aussi bien de l'Arabie saoudite que d'autres pays, même occidentaux. Puis il y a eu la période durant laquelle Ben Laden est entré en conflit avec le régime saoudien et les États-Unis. À partir de là, ces aides ont été coupées. Mais il avait conservé des liens avec des milieux très fortunés, en Arabie saoudite et dans certains pays arabes. Ceux-là ont continué à l'aider. Sans oublier sa propre famille, richissime. Jamais elle ne l'a laissé tomber. Ses frères et sœurs géraient une partie de sa fortune et lui faisaient parvenir de l'argent. Sans toutes ces aides, tous ces dons, il n'aurait pas pu continuer à financer al-Qaida et ses membres, puisque ses avoirs personnels en Arabie saoudite étaient officiellement gelés et que le Soudan avait confisqué ses biens…

» Après son départ du Soudan, je devais donc uniquement m'occuper de rapatrier les combattants qui étaient restés, leurs familles et celle de Ben Laden lui-même. Mais la décision avait vraiment été trop brutale », répète Abou Hafs, de nouveau agacé à ce souvenir. « J'avais peu de temps pour m'organiser, et le problème était alors de trouver un moyen sûr pour

envoyer tout ce monde en Afghanistan, plus précisément dans la région de Jalalabad, où Ben Laden avait décidé d'installer les bases d'al-Qaida. C'était très complexe, car la situation internationale faisait du Soudan un pays sous surveillance constante : Khartoum était accusé par l'ONU d'entretenir le chaos islamiste, pour avoir accueilli al-Qaida, les djihadistes égyptiens, libyens, le célèbre Carlos… Autant de groupes ou d'individus considérés comme terroristes par la communauté internationale.

» Le gouvernement soudanais m'a toutefois beaucoup aidé. Sans doute parce qu'il était pressé de se débarrasser de nous tous ! À l'époque, des avions-cargos russes pilotés par des ressortissants d'Europe de l'Est reliaient régulièrement le Soudan à l'Afghanistan. Les Soudanais exportaient des produits agricoles vers l'Afghanistan, et en retour se faisaient livrer clandestinement des armes. Évidemment, ces avions n'étaient pas destinés au transport de voyageurs, surtout des femmes et des enfants. Il n'y avait même pas de sièges pour les passagers. Mais les Soudanais les ont aménagés de façon rudimentaire pour les familles. Tout cela a pris du temps, près de quatre mois avant que tout le monde se retrouve enfin ensemble en Afghanistan », raconte Abou Hafs, qui cette fois non plus n'est pas du voyage.

Ce détail m'intrigue. Pourquoi les Soudanais ont-ils décidé de l'épargner, lui, le haut dignitaire d'al-Qaida, à l'époque premier mouvement islamiste radical et premier groupe djihadiste à être ainsi expulsé par Khartoum ? Y a-t-il eu négociation ? Une entente entre al-Qaida et le gouvernement soudanais afin qu'une partie des membres de l'organisation puisse rester discrètement dans le pays ? Ou bien Abou Hafs aurait-il été chargé par Ben Laden d'une mission secrète ? Pour quelle raison a-t-il obtenu un traitement de faveur ?

Abou Hafs n'a visiblement pas l'intention de m'en dire plus. Après réflexion, j'en conclus que les autorités soudanaises étaient de toute façon coincées : d'une part elles entretenaient des liens exécrables avec la communauté internationale, et d'autre part elles ne pouvaient pas se débarrasser d'al-Qaida, car l'organisation était un allié potentiel de poids, au cas où le Soudan serait entré en conflit armé avec certains de ses adversaires, notamment occidentaux… De plus, Ben Laden était très populaire auprès des milieux islamistes radicaux locaux.

En tout cas, Abou Hafs entretient le flou sur les raisons expliquant qu'il n'ait pas été, comme d'autres membres d'al-Qaida ont pu l'être, éloigné du

pays par les autorités soudanaises. Je décide de ne pas trop insister pour le moment sur ce sujet lors de mes entretiens avec lui : je n'ai pas intérêt à le braquer, car il risque de clore là l'échange. J'attendrai d'être rentré à Paris pour revenir à la charge. J'ai bien compris qu'Abou Hafs ne me livrera pas tous ses secrets, et je le comprends : peut-être protège-t-il ses anciens amis, aussi bien les Soudanais que ceux d'al-Qaida, mais sans doute aussi craint-il pour sa propre vie. L'histoire est pleine d'exemples d'anciens djihadistes victimes de la colère ou de la vengeance de leurs ex-compagnons. Ce fut le cas de l'Irakien Nazim al-Joubouri : ancien chef d'un groupe lié à al-Qaïda à Doulouïya, une ville sunnite à 90 kilomètres au nord de Bagdad, Nazim al-Joubouri a coupé tout lien avec la nébuleuse islamiste en mai 2008, et signé un accord d'immunité avec les forces américaines. Il est même devenu le chef d'une milice qui luttait contre les djihadistes et a échappé à plusieurs tentatives d'assassinat. Jusqu'à ce que des hommes liés à al-Qaida le tuent fin janvier 2012.

Quelques mois après cet échange, je rappelle Abou Hafs depuis Paris. Je lui explique que, décidément, je suis très intrigué par le fait qu'il soit resté au Soudan après l'expulsion de son ami Ben Laden. « Mais c'est tout simple ! Je n'étais pas recherché, et je devais terminer mes études à l'université de Khartoum. C'est la vérité, je n'ai rien à cacher sur cet épisode ! » me jure-t-il.

De son côté, au mois d'août 1996, à peine installé en Afghanistan depuis trois mois, Ben Laden publie une fatwa contre les Américains. C'est une véritable déclaration de guerre lancée aux États-Unis, par l'intermédiaire de médias arabes basés à Londres. Le texte est intitulé : « Déclaration de guerre contre les Américains occupant le pays des deux lieux saints » – c'est-à-dire l'Arabie saoudite, terre de La Mecque et de Médine. Il déclare donc ouvertement la guerre sainte contre les Américains, et pour Washington, désormais, Ben Laden entre dans la catégorie des terroristes islamistes extrêmement organisés et donc d'autant plus dangereux.

« Quand je l'ai rejoint sept mois après la publication de ce texte, Ben Laden m'a dit qu'il aurait voulu que je sois le rédacteur de cette déclaration. C'est pour cela qu'il insistait pour que je vienne en Afghanistan », affirme Abou Hafs avec une fierté non feinte. « Mais à cette époque, j'avais la chance que mon nom ne figure pas encore sur la liste des personnes recherchées à l'étranger, m'explique-t-il. Or je devais terminer ma thèse à la

faculté de théologie et je voulais aussi faire un tour en Mauritanie. En vérité, je n'étais pas pressé de partir en Afghanistan…, ajoute-t-il d'un air songeur. Mais Ben Laden n'arrêtait pas de m'envoyer des messages, me demandant de le rejoindre impérativement. C'est ce que j'ai fini par faire au début du printemps 1997. »

Et lorsque Abou Hafs arrive à son tour en Afghanistan, la situation a grandement évolué, pour les talibans comme pour al-Qaida.

Aidés par les services secrets pakistanais, les talibans sont à présent les maîtres de 90 % du pays. Ils ont pris le pouvoir à Kaboul, et se préparent à lancer l'assaut pour conquérir les 10 % du territoire encore aux mains d'une coalition de chefs de guerre, dirigée par Ahmad Shah Massoud, héros de la prise de Kaboul contre les communistes en 1992.

Au sein d'al-Qaida, des changements importants ont aussi eu lieu. Sur « invitation » des talibans, Oussama Ben Laden et ses hommes ont été contraints de quitter leur montagne de Tora Bora. Le mollah Omar, qui sans doute voulait surveiller le Saoudien de plus près, lui a demandé de venir s'installer auprès de lui à Kandahar, siège du gouvernement des talibans. Éparpillés entre cette ville et Kaboul, les hommes d'al-Qaida viennent aussi de perdre l'un des hommes les plus importants de l'organisation : Abou Oubaydah al-Banshiri, numéro deux et chef militaire depuis la création d'al-Qaida. Cet ancien membre des forces de sécurité égyptiennes a trouvé la mort au Kenya dans des circonstances tragiques : « Il s'est noyé, emporté dans le naufrage d'un ferry surchargé sur le lac Victoria, un mois après l'expulsion de Ben Laden du Soudan. La nouvelle a été pour nous un choc immense. C'était l'homme le plus important du groupe après Ben Laden. Il avait installé les réseaux d'al-Qaida en Afrique de l'Est, en Somalie, au Kenya, en Tanzanie, en Éthiopie et en Érythrée. Et avant de mourir, il a eu le temps de planifier des attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. Il a fait tous les repérages nécessaires, choisi les cibles, les moyens militaires, et même les hommes pour exécuter ces attaques. »

Des attaques qui auront bien lieu, mais deux ans plus tard, en 1998. Cette année-là, Ben Laden crée une sorte d'internationale islamique : le Front islamique mondial pour le djihad contre les juifs et les croisés. Un mouvement qui regroupe al-Qaida et des organisations islamistes égyptiennes, pakistanaises, bangladeshies et algériennes, ainsi que l'Armée islamique pour la libération des lieux saints. Il proclame une nouvelle

fatwa, qui déclare : « Il est du devoir personnel de chaque musulman qui se trouverait dans la position de le faire de tuer des Américains civils ou militaires » et de lutter jusqu'à « la libération de la mosquée d'al-Aqsa et de la sainte mosquée de La Mecque et jusqu'au départ de leurs armées de la terre d'islam ».

À cette période, Ben Laden s'est fixé dans la région de Kandahar, et les relations qu'al-Qaida entretient avec les talibans sont à la fois très proches et ambiguës. Ben Laden a besoin du mollah Omar, qui est son hôte, et le mollah Omar a besoin de Ben Laden, qui recrute, forme et finance les volontaires islamiques qui se battent aux côtés des talibans contre l'Alliance du Nord du commandant Massoud. Même après la confiscation de ses biens au Soudan et en Arabie saoudite, le chef d'al-Qaida se montre toujours aussi généreux. Quand il a peu, il partage ce qu'il peut. Et quand il a beaucoup, il partage de la même manière : « Oussama est arrivé quasi sans le sou après son expulsion du Soudan. Cent mille dollars, pour faire tout ce qu'il avait à faire, c'était une somme infime ! Il n'avait pas d'autre choix que de recourir à la générosité de ceux qui avaient de la sympathie pour la cause du djihad dans les pays du Golfe ou d'ailleurs, et de sa propre famille. D'ailleurs cette dernière arrivait toujours, tant bien que mal, à lui envoyer un peu d'argent qu'il partageait aussitôt. Lui-même est passé par des moments difficiles, au point qu'il était contraint de se contenter, comme nous tous, durant plusieurs semaines, d'un simple sac de blé ou de céréales, avec lequel les femmes préparaient ce qu'elles pouvaient… », explique Abou Hafs.

Le mollah Omar, donc, a besoin de Ben Laden. Mais, toujours soucieux de discrétion, il apprécie peu le goût de la médiatisation du leader d'al-Qaida, qui utilise ses relais et certains médias basés à Londres pour envoyer des messages aux États-Unis. Il s'inquiète aussi de l'intérêt de Ben Laden pour les actions terroristes de très grande envergure.

Pourtant, le mollah Omar ne lâchera pas le chef d'al-Qaida quand l'Arabie saoudite lui enverra le prince Turki al-Fayçal, le patron des services secrets saoudiens, afin qu'il lui livre Ben Laden. Car les Saoud n'ont pas renoncé à récupérer leur ressortissant, même s'ils l'ont déchu de sa nationalité. Ils savent que Ben Laden est prêt à mener des attaques contre eux. Et leur allié américain leur serait très reconnaissant s'ils arrivaient à mettre la main sur lui. Mais l'entretien entre le mollah Omar et le prince Turki al-Fayçal se passe mal : « Le mollah Omar a demandé au prince s'il était envoyé par son pays ou par les Américains. Une humiliation assumée.

Le prince, affirme Abou Hafs, est sorti de cette réunion tellement en colère qu'il en a renversé le plateau de thé sur la table devant lui. Il n'a pas compris que le mollah Omar puisse refuser de lui livrer Ben Laden, et que les talibans foulent ainsi aux pieds leur relation privilégiée avec l'Arabie saoudite. Cette dernière était en effet l'un des trois pays, avec les Émirats et le Pakistan, à reconnaître le régime des talibans ; de plus, Riyad accueillait de nombreux travailleurs afghans. En fait, le prince Turki a tout simplement sous-estimé le degré de piété du mollah Omar : la religion interdit de livrer un musulman qui n'a pas commis de faute au regard de la charia. Le mollah lui a donc clairement indiqué qu'il ne remettrait jamais un musulman à un "mécréant", explique Abou Hafs. Car le mollah ne pouvait pas comprendre que les Saoud soient disposés à livrer un musulman à des "mécréants" comme les Américains.

» Pourtant, le mollah n'était pas d'accord avec les choix de Ben Laden, et juste après le départ du prince saoudien, il a fait à ce dernier un compte rendu détaillé de cette réunion. Il espérait ainsi le convaincre de ne plus commettre d'actes qui puissent nuire aux intérêts des talibans. Il lui a expliqué que certains de ses agissements pouvaient lui créer de graves problèmes, y compris ses déclarations aux médias. Il a rappelé poliment à Ben Laden que, lors de son arrivée en Afghanistan, il avait promis de se faire discret, le temps que les talibans se sentent suffisamment solides pour s'engager à ses côtés dans le djihad, notamment en libérant les lieux saints de l'islam profanés par la présence américaine en Arabie saoudite. Ben Laden, lors de son arrivée deux ans plus tôt, avait bien sûr donné son accord, et les talibans s'étaient engagés à le protéger. Le mollah, affirme Abou Hafs, s'est exprimé de façon très courtoise, comme s'il s'agissait d'une simple requête. À aucun moment, il n'a ordonné quoi que ce soit. Il aurait pourtant pu ! Il était chef des talibans, mais aussi Commandeur des croyants : tout musulman se trouvant sous son autorité lui devait obéissance. Ben Laden et al-Qaida le savaient très bien, d'ailleurs nous avions tous à l'époque fait allégeance au mollah. Son autorité s'exerçait donc sur nous. Mais Ben Laden a clairement fait comprendre au mollah que, selon lui, le djihad contre les Américains était un devoir absolu pour tout musulman et qu'il ne renierait jamais ce devoir-là. »

Abou Hafs secoue alors la tête, et soupire. « Le mollah Omar a été profondément blessé par cette remarque. Ben Laden a essayé de se rattraper en demandant l'arbitrage d'un collège de savants religieux, mais c'était trop

tard : ses propos avaient profondément affecté ses relations avec les talibans. Au fond, Ben Laden avait décidé de défier l'Amérique en l'attirant dans une guerre, et en réalité peu lui importait que les talibans ne soient pas d'accord. Il était persuadé qu'il pouvait faire de l'Afghanistan un nouveau bourbier pour les Américains, un bourbier semblable à celui du Vietnam. C'est pour ça qu'il a mis à exécution les plans d'al-Banshiri concernant les attaques des intérêts américains en Afrique. C'était le début de l'escalade voulue par Ben Laden afin de provoquer une invasion américaine de l'Afghanistan, dont selon lui al-Qaida et les djihadistes devaient sortir vainqueurs… », analyse Abou Hafs.

L'escalade prend de l'ampleur au matin du 7 août 1998 : devant les ambassades des États-Unis à Nairobi au Kenya et à Dar es Salam en Tanzanie, deux véhicules piégés explosent. À Nairobi, l'attentat fait deux cent treize morts, dont douze Américains, et blesse plus de quatre mille personnes. Plusieurs immeubles sont détruits. Les images des télévisions du monde entier tournent en boucle, et elles sont effrayantes. À Dar es Salam, onze morts et quatre-vingt-cinq blessés. Ces deux attentats sont revendiqués par l'Armée islamique de libération des lieux saints, filiale d'al-Qaida. C'est la première attaque d'envergure menée par al-Qaida contre des intérêts américains et occidentaux ; elle va apporter une véritable renommée à Oussama Ben Laden, et focaliser sur lui l'attention des États-Unis qui le placent sur la liste des dix fugitifs les plus recherchés du FBI – ce n'était pas le cas jusque-là, malgré les liens supposés ou avérés de Ben Laden avec les auteurs d'opérations précédentes, comme un attentat raté contre des militaires américains à Aden, au Yémen, en décembre 1992, un premier attentat au World Trade Center en 1993, ou une attaque meurtrière contre des soldats américains dans les tours de Khobar en Arabie saoudite en juin 1996.

« Ces attaques avaient été étudiées avec la plus grande rigueur, assume Abou Hafs. Tout a été pensé dans le moindre détail. » Et il ponctue en se laissant aller vers des propos à tendance antisémite : « Al-Qaida savait que Bill Clinton était englué dans un scandale de mœurs avec sa stagiaire, la juive Monica Lewinsky ! » détaille-t-il d'un air dégoûté. « La date avait été minutieusement arrêtée. C'était un vendredi, jour de grande prière pour les musulmans. Al-Qaida voulait ainsi éviter de faire des morts parmi les vrais musulmans, les croyants : à l'heure prévue des attaques, un peu avant

l'heure de la grande prière, ils devaient logiquement se trouver dans les mosquées, ou en chemin, alors que les diplomates américains, eux, seraient sur leurs lieux de travail.

» Oussama Ben Laden m'a expliqué les raisons du choix de ces deux pays comme cibles. C'était un fin stratège : selon lui, les Américains s'attendaient à des attaques d'al-Qaida dans les pays du Golfe, notamment en Arabie saoudite, mais absolument pas dans cette région d'Afrique. De plus, a-t-il ajouté, les États africains étaient mal préparés à ce genre d'opérations. Il était donc très facile d'y mener une action. Et il y avait aussi une question de coûts. » Il fallait choisir une opération « économique », car les biens de Ben Laden étaient encore confisqués au Soudan, ou gelés en Arabie saoudite. Au Kenya et en Tanzanie, le repérage avait déjà été fait par al-Banshiri, et al-Qaida avait des volontaires sur place. Il suffisait de les envoyer à l'attaque.

« Les trois hommes choisis sont arrivés au dernier moment, pour ne pas être repérés. Comme pour chaque action d'al-Qaida, le secret était total : jusqu'au dernier moment, eux-mêmes ne connaissaient pas leurs cibles. Ils devaient juste se tenir prêts. En Tanzanie, c'est un Égyptien qui a été chargé de mener l'attaque. Il s'appelait Ahmed Abdallah, on le surnommait "l'Allemand". Il est mort dans l'explosion de son véhicule. Au Kenya, deux Saoudiens avaient été désignés, Ali Azzam et Mohamed Rachid al-Awhali. Ce dernier était chargé d'éloigner les civils des lieux de l'attaque, d'ouvrir la voie à son ami, et de finir en martyr. Mais il a miraculeusement échappé à la mort ! Hélas, comme il était sûr de mourir, il n'avait évidemment pas d'argent sur lui, et donc aucun moyen de rejoindre al-Qaida pour fuir le Kenya ! Il a été arrêté et torturé. C'est ainsi que les Américains ont su avec certitude qu'al-Qaida avait commandité les attaques.

» Au départ, m'explique-t-il, al-Qaida n'avait pas prévu de revendiquer l'opération et Ben Laden est resté quelques jours sans écrire le moindre communiqué. Mais finalement, il y a été contraint : après l'arrestation, et évidemment après les tortures infligées au combattant survivant, tout le monde savait que les attentats étaient signés de Ben Laden et ses amis. Il fallait donc l'admettre, et en assumer les conséquences… »

Des conséquences sanglantes : treize jours plus tard, le 20 août 1998, les Américains répliquent aux attentats par l'opération Infinite Reach : un missile de croisière de la United States Navy frappe plusieurs camps d'entraînement d'al-Qaida en Afghanistan et détruit une usine

pharmaceutique au Soudan (les Américains soupçonnaient l'usine d'al-Shifa de produire des armes chimiques et d'être contrôlée par Ben Laden. Les Soudanais ont toujours démenti ces allégations, et l'ONU leur a plus tard donné raison).

« Aucun dirigeant d'al-Qaida n'a été touché lors de ces frappes. Certains missiles n'ont même pas explosé, ils se sont échoués dans le sable en ratant leurs cibles ! s'enorgueillit Abou Hafs. Il y a eu seulement trente morts, la plupart de simples aspirants au djihad qui étaient en formation militaire et qui ont été surpris avant de quitter leurs camps d'entraînement. En revanche, partout dans le monde musulman, ces frappes ont provoqué un large mouvement de sympathie pour al-Qaida et pour son leader Ben Laden. La riposte américaine a donc constitué une vraie publicité à notre profit. Dès le lendemain d'Infinite Reach, des centaines de volontaires, venus du monde entier, se sont rués vers l'Afghanistan pour rejoindre al-Qaida. Pour les accueillir, Ben Laden a dû ouvrir de nouveaux camps, cette fois près de Kaboul. J'ai rendu visite à ces recrues à ses côtés. Il m'a demandé de parler aux nouveaux pensionnaires. Je me souviens très bien de mon discours, affirme fièrement le Mauritanien. J'ai insisté sur l'importance pour les djihadistes de cultiver des qualités essentielles : la patience, la loyauté, la fidélité et la modestie. Car beaucoup arrivaient sans avoir aucune notion de ce qu'est le djihad. Ils venaient chercher la célébrité. Or, le djihad exige de la gravité et de l'humilité : il s'agit de défendre la cause d'une religion opprimée par des dictatures sans foi ni loi, et de venir au secours de peuples spoliés et humiliés depuis de longues années par l'étranger, Amérique en tête.

» Même les talibans, qui avaient interdit à Ben Laden toute action militaire sans leur aval, se sont montrés solidaires : et les pressions des Américains et de l'Arabie saoudite, qui avaient dépêché de nouveaux émissaires auprès des talibans pour se faire livrer Ben Laden, sont restées vaines. »

VIII
Le fait accompli

Ils sont deux : deux géants de pierre de 55 et 38 mètres de hauteur, deux bouddhas creusés dans la falaise, à 2 500 mètres d'altitude. Sculptés par l'homme entre le IIIe et le Ve siècle, ils dominent la vallée verdoyante de Bâmiyân à 230 kilomètres au nord-ouest de Kaboul, entre les hautes montagnes de l'Hindu Kuch, sur le plateau central d'Afghanistan. Au pied des collines qui entourent la vallée, plus de sept cents grottes ornées de fresques splendides, symboles exceptionnels des influences anté-islamique, indienne, hellénistique, romaine, sassanide. Des chapelles, des monastères et des sanctuaires bouddhistes témoignent de l'importance du centre de pèlerinage qui fut bâti au cœur de cette vallée d'Asie centrale, sur la route de la Soie. Depuis plus de mille cinq cents ans, les bouddhas colossaux de Bâmiyân font le bonheur des archéologues et des grands voyageurs, des émissaires officiels comme des aventuriers, des explorateurs et des scientifiques. Mais dans les années 1980, touristes et chercheurs ne s'aventurent plus beaucoup dans cet Afghanistan dévasté par la guerre avec l'URSS : les bouddhas si fameux tombent dans un quasi-oubli.

Arrivent 1996 et la prise de Kaboul par les talibans, défenseurs d'un islamisme très radical. Ils contrôlent la majeure partie du territoire afghan. À leur tête, Mohammad Omar, le fameux mollah Omar. Ce dernier ordonne d'abord la protection du patrimoine historique national. Il interdit les fouilles sur le site de Bâmiyân, et, en 1999, décrète que le ministère de la Culture et les responsables religieux locaux devront expliquer aux populations l'importance de cet héritage culturel complexe. Le mollah Omar anticipe même un afflux possible de touristes sur le site de Bâmiyân, et la source de devises non négligeable qui en découlerait. Il va même

jusqu'à demander l'inscription des bouddhas de Bâmiyân sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco ! Pourtant, en 2001, tout change : le mollah Omar ordonne leur destruction. Pourquoi ce revirement, qui va avoir un énorme impact sur l'image des talibans à l'international ?

En août 2000, déjà, alors que Kaboul fête la réouverture de son musée, plusieurs mollahs se précipitent sur des statues de bouddhas pour les briser, se référant à plusieurs fatwas. La destruction de ces statues est donc licite (« légale » selon la loi islamique). L'affaire en reste là, jusqu'à ce que ce soit au tour des gigantesques bouddhas de Bâmiyân de devenir gênants, en 2001.

À l'époque, Abou Hafs a commencé à s'éloigner tout doucement de Ben Laden. D'aucuns pourraient dire qu'il a senti le vent tourner… Depuis quelque temps, le mollah Omar et Ben Laden se battent froid : les talibans veulent qu'al-Qaida suspende ses activités militaires contre les États-Unis, et Ben Laden refuse. Du coup, Abou Hafs, le mufti d'al-Qaida, s'est rapproché du mollah Omar, et a monté un Institut d'études islamiques et arabes à Kandahar, la capitale des talibans. Il y enseigne la langue arabe et les sciences islamiques, et y développe une activité de conseil en matière de charia au profit de la direction des talibans. Peu à peu, il devient ainsi un conseiller très écouté du mollah Omar.

Lorsque je le questionne sur le sujet des bouddhas, Abou Hafs hausse les épaules : « J'ai été l'un des religieux consultés par les talibans sur l'opportunité de détruire les bouddhas. J'étais encore dirigeant d'al-Qaida, mais je travaillais aussi avec le mollah, reconnaît-il, et il lui arrivait, comme à tous les autres chefs djihadistes, de me consulter concernant certaines questions du point de vue de la charia. Quand le problème des bouddhas s'est posé, avec toute la pression venue du monde entier, j'ai rédigé une étude détaillée pour expliquer aux talibans ce que dit l'islam à ce sujet. Pour moi et pour de nombreux combattants, les bouddhas de Bâmiyân ne sont que des statues, des représentations d'êtres vivants : cela est inacceptable du point de vue de la charia. Le Prophète lui-même a détruit des idoles, en l'an 630, lorsqu'il a conquis La Mecque. Son exemple est donc à suivre pour tout musulman », affirme-t-il.

Et, visiblement satisfait du rôle qu'il lui a été donné de jouer, il continue : « J'ai démontré aux talibans toutes les raisons pour lesquelles l'islam interdit ce type de représentations. Mais je suis allé beaucoup plus loin. J'ai expliqué au mollah Omar l'enjeu et la dimension géopolitiques de l'affaire :

s'il acceptait de ne pas détruire les bouddhas, s'il cédait aux pressions internationales cette fois-ci, il serait vraisemblablement contraint de céder à nouveau plus tard, et sur des choses ô combien plus importantes. Par exemple, au nom des prétendus droits de l'homme et des valeurs universelles défendues par les puissances occidentales, il serait sûrement contraint d'accepter de scolariser les petites filles. Puis, toujours au nom des mêmes principes, de lever l'obligation de la burqa pour la femme. Toute cette histoire de bouddhas était à mon avis très symbolique et dangereuse pour l'avenir des talibans. Les bouddhas n'étaient en vérité qu'un prétexte pour débuter une vaste offensive internationale qui forcerait les talibans à abandonner leur projet islamique. De mon point de vue, c'était inacceptable.

» Dieu merci, mes arguments ont reçu le soutien de la majorité des chefs talibans, ainsi que de tous les autres leaders djihadistes présents à l'époque en Afghanistan. Ben Laden partageait bien entendu mon avis sans réserve. Qu'il ait, de son côté, joué aussi un rôle pour dissuader le mollah de sauver les bouddhas, sans doute… », ajoute-t-il, évasif et visiblement désireux de me faire comprendre que, dans l'histoire des bouddhas, son avis a été beaucoup plus déterminant que celui de Ben Laden.

Le délai entre la signature de l'ordre de destruction des bouddhas par le mollah Omar et l'exécution de cet ordre est de quinze jours. Partout dans le monde, on s'agite, pour tenter de sauver les sculptures millénaires. À Kandahar, à Kaboul ou au Pakistan, les délégations se succèdent, les négociations s'enchaînent. Dans le sillage de la communauté internationale, des dignitaires musulmans pressent les talibans d'épargner les bouddhas. Mandatée par l'Organisation de la conférence islamique (OCI) qui regroupe tous les pays musulmans du monde, une forte délégation qatarie débarque, menée par le ministre des Affaires étrangères et le célèbre théologien d'origine égyptienne, le cheikh Youssef al-Qaradawi. Al-Qaradawi s'est réfugié au Qatar, car le président égyptien Moubarak le considère comme un ennemi à combattre. C'est un islamiste dur, prédicateur vedette des Frères musulmans, qui a justifié théologiquement de nombreux attentats kamikazes. Il fait la chasse aux « apostats » (ceux qui se détournent de « l'islam véridique »), et à ses yeux, les femmes, les homosexuels, les non-musulmans n'ont que peu de droits. La délégation qatarie se déplace jusqu'au fief du mollah Omar, à Kandahar. Arguments religieux et

politiques à l'appui, ces émissaires sont persuadés de pouvoir convaincre le chef des talibans.

« Je faisais partie de la délégation qui a accueilli al-Qaradawi et le ministre des Affaires étrangères qatari à l'aéroport de Kandahar, m'explique Abou Hafs. Le pays était sous embargo aérien et ils avaient une autorisation spéciale et exceptionnelle du Conseil de sécurité des Nations unies : nous étions le point de mire du monde entier ! Je dois dire que cela était assez réjouissant… La délégation devait repartir avant la tombée de la nuit parce que l'aéroport n'était pas éclairé. Nous savions donc que le temps de la discussion serait compté. Nous connaissions à peu près les arguments qu'ils allaient avancer. Les nôtres étaient très solides. Personnellement, ce qui m'importait, c'était surtout qu'ils repartent avec la vraie image des talibans. On n'a donc pas parlé immédiatement de l'affaire des bouddhas. Nous étions sûrs de nous. Nous savions de toute façon que le mollah Omar ne reviendrait jamais sur sa décision. La délégation a tenté de nous expliquer les conséquences éventuelles de la destruction des bouddhas sur l'Afghanistan, mais aussi sur les relations entre les musulmans et le reste du monde. Le climat était très amical. Il n'y avait ni tension, ni animosité. Mes amis et moi avons expliqué notre point de vue, qui était, bien entendu, celui du mollah Omar : comment le monde entier se mobilisait-il pour sauver deux morceaux de roche, alors qu'il n'avait jamais bougé pour sauver les milliers d'enfants afghans, palestiniens ou somaliens de la maladie, la famine et la misère ? Nous leur avons aussi bien sûr rappelé l'interdiction des icônes et des idoles par l'islam.

» La délégation est finalement repartie sans avoir rien obtenu. Ils n'ont même pas vu le mollah Omar, qui n'a pas pu arriver à temps à Kandahar pour s'entretenir avec eux. Mais l'un des membres de la délégation, dont je tairai le nom, a pu rencontrer Ben Laden. Al-Qaida a réussi à l'éloigner discrètement de ses compagnons et l'a conduit là où se trouvait Ben Laden. J'ai assisté à toute la discussion : Ben Laden lui a tenu le même discours que mes amis et moi. Très vite, la délégation a compris qu'il n'y avait aucun espoir et elle a repris l'avion », explique Abou Hafs.

Certaines négociations avec d'autres pays sont toutefois allées un peu plus loin. Abou Hafs me révèle que de l'argent a même été proposé au mollah Omar pour ne pas détruire les bouddhas. « Les Nations unies et beaucoup de pays, surtout asiatiques, comme l'Inde, le Japon, le Sri Lanka et d'autres, ont proposé de fortes sommes. Ils voulaient juste récupérer les

statues et les amener hors d'Afghanistan. Les talibans avaient besoin d'argent, la situation économique était très difficile, la famine menaçait dans de nombreuses régions. Le mollah aurait pu prendre cet argent pour pallier les besoins de la population. Certains membres de son entourage ont d'ailleurs défendu cette position. Mais personnellement, j'étais contre et je leur ai rappelé ce que dit l'islam sur le sujet : "Il est interdit de tirer profit de ce qu'Allah proscrit." Après ça, je n'ai pas eu de mal à convaincre les talibans de suivre mon avis. Bien sûr, si au contraire l'islam avait admis ce type de commerce, si j'avais trouvé une base licite dans les textes sacrés, j'aurais autorisé cette solution. Mais il n'y en avait pas. C'est comme ça que s'est terminée l'histoire des bouddhas de Bâmiyân », finit Abou Hafs, décrivant l'armada de moyens utilisés pour réduire en poussière les célèbres statues : roquettes, obus et dynamite.

À ce stade de son récit, je me dis que, décidément, Abou Hafs se garde bien d'attribuer un rôle décisif dans cette histoire à son ami Ben Laden. Minore-t-il son intervention ? Je n'oublie pas que les deux hommes se sont un peu brouillés quelque temps avant l'histoire des bouddhas de Bâmiyân : le mufti d'al-Qaida a pris fait et cause pour le mollah Omar, qui s'agaçait du refus de Ben Laden de respecter ses ordres, ce dernier continuant ses activités militaires et ses déclarations provocatrices à la presse contre ses ennemis, États-Unis en tête. Et quand je lui fais remarquer qu'il ne semble pas avoir consulté Ben Laden à propos des bouddhas, Abou Hafs esquive : « Que ce soit Ben Laden ou les autres dirigeants islamistes présents en Afghanistan, tout le monde s'est réjoui de leur destruction, répond-il simplement. Mais je reconnais qu'à l'époque, je remettais en question mes relations avec Ben Laden et ma place au sein d'al-Qaida. C'est pourquoi j'ai organisé une réunion de tous les dirigeants d'al-Qaida pour évoquer un certain nombre de problèmes qui me semblaient urgents. Ce que je reprochais à Ben Laden, ce n'était pas seulement de ne pas obéir aux ordres du mollah, ou de prendre le risque, en commettant des attentats, de provoquer une guerre que nous n'aurions pas les moyens de mener. Je lui reprochais aussi sa manière de gérer l'organisation. Certes, il avait fondé al-Qaida, et il était le principal financier du djihad dans le monde. Certes, il avait mis toute sa vie et toute sa fortune au service de la cause. Sa légitimité en tant qu'émir était donc bien fondée. Cependant al-Qaida n'était pas sa propriété. Si al-Qaida avait été une entreprise commerciale, je n'aurais rien eu à dire. Mais al-Qaida est une organisation avec ses textes et ses lois.

Nous sommes tous soumis au respect de ces textes. En tant qu'émir, il était le premier à devoir respecter les règles du groupe. Or, depuis quelques années, j'avais remarqué que Ben Laden n'en faisait qu'à sa tête. Il décidait seul et ne consultait les autres organes d'al-Qaida que pour la forme. D'autres que moi, au sein même de la direction d'al-Qaida, commençaient à se plaindre de cette manière de diriger. La seule différence, c'est que moi j'avais pris le parti de lui signifier mes désaccords de manière franche et honnête. Les autres n'osaient pas. Ils attendaient que Ben Laden soit absent pour exprimer leur incompréhension sur sa gestion solitaire des affaires, voire leur opposition. En tant que mufti, j'étais l'autorité qui décide de ce qui est licite ou pas selon la charia. Je recevais régulièrement des compagnons qui me questionnaient : que devaient-ils faire face à cette situation ? Continuer à obéir de manière aveugle à Ben Laden ? Refuser certains de ses ordres qui semblaient violer les règles de l'organisation basées sur la charia, comme les attaques non autorisées par les instances de direction du groupe ? Je leur donnais mon avis : tout acte conduit au nom d'al-Qaida qui n'est pas approuvé par les organes dirigeants, surtout le comité de la charia, est illégal. Certains de ces hommes, pourtant au fond opposés à la politique de Ben Laden, finissaient par appliquer ses ordres sans les approuver. Ainsi en était-il avec Abou Hafs al-Masri (Mohamed Atef), le chef militaire de l'organisation : comme moi, il était opposé aux opérations du 11 septembre qui allaient avoir lieu plus tard. Pourtant, il les a supervisées… Sans doute à la fois par respect et affection pour un homme dont les qualités et les sacrifices pour l'islam étaient exceptionnels. Mais cette situation devenait insupportable. Alors, oui, j'ai décidé de me rapprocher encore plus des talibans : c'était ma manière de signifier clairement à Ben Laden mes désaccords. Cela ne veut pas dire que j'ai coupé avec lui. Jamais. Ben Laden et moi avions une relation qui dépassait largement le cadre du travail au sein d'al-Qaida. Nous étions comme des frères. Je continuais à le fréquenter et à assister aux réunions des différents organes d'al-Qaida. Je continuais même à lui rendre visite dans sa maison. Il venait aussi chez moi. Mais je consacrais plus de temps à mes activités auprès des talibans. Certains compagnons ont remarqué que je m'impliquais moins dans les activités d'al-Qaida, ils ont tenté des médiations. Notre vieil ami et compagnon commun, l'Égyptien Ayman al-Zawahiri, s'est démené de toutes ses forces. La dernière fois, c'était en 2000. Al-Zawahiri venait tout juste d'officialiser l'intégration de son groupe, le Jihad islamique

égyptien, au sein d'al-Qaida. Al-Zawahiri et moi étions tous deux, je peux le dire, les meilleurs amis de Ben Laden, et il s'attristait de voir que je commençais à prendre mes distances avec Oussama au moment même où son organisation intégrait al-Qaida. Mais al-Zawahiri n'a pas réussi à résoudre le problème. Le différend entre Ben Laden et moi n'était pas d'ordre personnel, mais politique et théologique. Ma conception du djihad est que les musulmans ne doivent combattre que pour se libérer des envahisseurs et des agresseurs. Ils ne doivent pas tuer d'innocents qui ne les ont pas combattus, d'une façon ou d'une autre. Et un djihad ne doit être déclenché que si l'on est sûr que les résultats escomptés seront bénéfiques pour l'islam et les musulmans. Provoquer une puissance comme les États-Unis, afin qu'ils envahissent un pays musulman, car c'était bien là le but de Ben Laden, était donc pour moi contraire à la charia. De plus Ben Laden et al-Qaida, nous tous, donc, avions fait allégeance au mollah Omar. Tous nos actes devaient donc être autorisés par le mollah, Commandeur des croyants en Afghanistan. Nous lui devions obéissance. Or Ben Laden ne suivait pas cette ligne. Il restait mon ami, mais je ne pouvais plus supporter sa gestion solitaire d'al-Qaida. J'ai décidé que si al-Zawahiri réussissait là où j'avais échoué, c'est-à-dire convaincre Ben Laden de changer de politique, je reprendrais mes activités auprès d'Oussama. À l'époque, j'avais cessé d'être actif au sein d'al-Qaida, je me faisais plus rare aux réunions et je ne remplissais ma mission de mufti que de manière épisodique. Je préférais me consacrer davantage à mon travail de conseiller auprès du mollah Omar et à la direction de l'institut que j'avais fondé à Kandahar.

» Franchement, insiste-t-il, comme s'il cherchait à me convaincre, j'espérais vraiment que la médiation entre Ben Laden et moi aboutirait. Mais il a campé sur une position très ferme : il avait décidé de provoquer le conflit avec les Américains en les attirant en Afghanistan, persuadé qu'ils subiraient le même sort que les Soviétiques dans les années 1990. Au fond de moi, je savais bien qu'il y avait fort peu de chances qu'Oussama modifie sa ligne de conduite, mais je ne voulais pas abandonner tout espoir. Cependant à partir de juin 2001, j'ai progressivement compris que mon ami était arrivé à un point de non-retour : c'était lors d'une réunion des instances dirigeantes d'al-Qaida. La tentative de médiation d'al-Zawahiri avait donc échoué. Quels que soient l'amitié profonde, le respect et l'affection que j'avais pour Oussama, je savais que je ne pouvais plus rien faire pour le ramener sur le terrain de la raison, afin d'éviter une guerre

qu'al-Qaida et les talibans ne pouvaient que perdre. Au mois de juin, à l'issue d'une séance extraordinaire des différentes instances d'al-Qaida, décidée par Ben Laden lui-même, j'ai vraiment pris conscience de la gravité de la situation. Ben Laden était déterminé à entrer dans une confrontation "physique" avec les Américains. Il avait d'ailleurs fixé un ordre du jour unique à cette réunion : un projet d'attaques inédites et massives contre les États-Unis, qui seraient exécutées par des volontaires.

» Ben Laden s'est bien gardé d'entrer dans les détails. En revanche, il s'est longtemps appesanti sur les bénéfices qu'al-Qaida, les talibans et les musulmans du monde entier allaient tirer d'une telle attaque. Selon lui, cette opération allait être une véritable déflagration, elle secouerait la planète entière, et démontrerait que l'Amérique n'était pas la puissance que l'on imaginait. Il ne donna ni nom, ni date, ni lieu.

» Comme d'habitude, pour justifier son projet, il se lança dans un long réquisitoire contre les Américains et leurs alliés. Quand vint le tour de chacun de donner son avis, comme l'exige le règlement d'al-Qaida, l'écrasante majorité des personnes présentes émit non seulement des réserves sur l'utilité d'une telle action, mais s'y déclara opposée : par exemple, deux personnes, les Égyptiens Cheikh Abou al-Khayr al-Masri et Cheikh Abou Mohamed al-Masri, dirent leur méfiance. Mon avis, à titre de mufti et président du comité de la charia, donc de la plus haute autorité religieuse de l'organisation, était très attendu. Je voyais bien que Ben Laden espérait mon soutien. Mais comme pour les attentats en Afrique de l'Est quelques années plus tôt, je ne cautionnais pas du tout son projet. Il s'est tourné vers moi, me donnant la parole. Je me suis levé, j'ai regardé chaque membre de l'assemblée et j'ai exposé mon sentiment avec gravité : "Je n'ai pas le même point de vue que toi, mon cher Oussama, ai-je commencé tranquillement. D'abord nous n'avons pas l'autorisation du mollah Omar d'agir de la sorte sur son territoire. Son autorité s'exerce sur nous tous puisque nous n'avons pas rompu le serment d'allégeance à son égard."

» Ben Laden, impassible, me regardait. "Ensuite, ai-je repris, selon moi, ce projet aura obligatoirement des conséquences graves qui causeront plus de tort que de bien à toute la nation islamique, al-Qaida et les talibans en premier." J'ai utilisé tous les arguments religieux et politiques possibles pour le dissuader d'abandonner son idée. Je me suis d'abord basé sur le Coran, qui dit par exemple : "Allah ne vous défend pas d'être bienfaisants et équitables envers ceux qui ne vous ont pas combattus pour la religion et

ne vous ont pas chassés de vos demeures. Car Allah aime les équitables. Allah vous défend seulement de prendre pour alliés ceux qui vous ont combattus pour la religion, chassés de vos demeures et ont aidé à votre expulsion" (le Coran, sourate al-Mumtahana, versets 8-9).

» J'ai aussi rappelé qu'Allah a dit : "Ô les croyants ! Soyez stricts (dans vos devoirs) envers Allah et (soyez) des témoins équitables. Et que la haine pour un peuple ne vous incite pas à être injustes" (le Coran, sourate al-Ma'ida, verset 8).

» J'ai aussi rappelé les paroles du Prophète qui affirme qu'il est interdit de tuer les non-combattants, surtout les femmes, les enfants et les vieillards.

» Ma démonstration était claire et nette. Ben Laden n'avait pas d'argument à m'opposer sur le plan religieux, mais il tenait à me convaincre tout de même de lui apporter mon soutien.

» À la fin de la réunion, il m'a attiré à ses côtés, et m'a demandé de voir s'il n'y avait vraiment pas moyen de trouver de quoi justifier ce projet, d'un point de vue religieux. Il insistait pour que je procède à de nouvelles recherches sur le sujet d'un point de vue de la charia.

» "Oussama, c'est fait depuis fort longtemps. Si tu le souhaites, je peux chercher à nouveau dans les textes, mais il y a très peu de chances que je puisse trouver une justification à ton projet dans la charia."

» Je suis parti en lui promettant que j'allais essayer, mais j'étais persuadé qu'il n'y avait aucun moyen de satisfaire la volonté de mon ami. Ne serait-ce que pour les liens qui nous unissaient, j'aurais tout fait pour lui faire plaisir, mais je ne pouvais pas inventer. Rien dans les livres de la charia ne pouvait lui donner raison. Je savais que cela allait beaucoup l'attrister, tout comme moi. Mais je n'avais pas le choix. C'était douloureux pour moi, c'était douloureux pour lui. Mais il ne m'en a pas voulu pour cela. Nous continuions à nous voir à certaines occasions et jamais je n'ai noté un manque de respect ou d'affection à mon égard. Il était toujours gentil et courtois. Je crois que nous regrettions tous les deux de ne pas être d'accord sur certains points. Cette situation m'a beaucoup affecté, mais je n'y pouvais rien. Que devais-je faire ? L'éviter, m'éloigner de lui, suspendre mes activités au sein d'al-Qaida, présenter ma démission ? Après cette fameuse réunion de juin 2001, j'étais confronté à un réel dilemme : je ne voulais pas abandonner le compagnon avec lequel j'avais partagé tant de choses, ni al-Qaida à qui j'avais consacré tant d'années. Mais Ben Laden avait décidé de provoquer la guerre avec l'Amérique. Quel que soit mon

avis, ou celui d'al-Qaida ou des talibans, il était décidé. C'était selon lui la seule manière d'attirer l'Amérique dans le piège d'une guerre en Afghanistan, et cette guerre apporterait, toujours selon lui, beaucoup de bienfaits et de grâce divine aux musulmans du monde entier. Hélas, les faits ne lui ont pas donné raison », regrette Abou Hafs, ému, comme à chaque fois que je l'entraîne à parler longuement de son ami défunt.

IX
Et survient le 11 Septembre

Les relations entre le mollah Omar, chef des talibans, et Ben Laden, sont devenues ambiguës, mêlant respect mutuel et défiance. Chacun a besoin de l'autre, mais leurs liens d'amitié se dégradent peu à peu, le mollah craignant de plus en plus que des opérations terroristes d'une trop grande ampleur n'entraînent la chute des talibans. Et il supporte mal l'indépendance d'esprit du leader d'al-Qaida.

Abou Hafs semble coincé. Il ne veut pas renier ses liens étroits avec Ben Laden, mais il ne veut pas froisser les talibans, surtout qu'ils sont les seuls chez lesquels il peut donner suite à sa carrière. Comme à chaque fois que cela lui est possible, il ménage la chèvre et le chou. Il choisit donc, sans bruits ni vague, de s'éloigner un peu du leader d'al-Qaida, et de privilégier ses relations avec les talibans. Depuis quelque temps, Ben Laden et lui ne se croisent plus que rarement, lors d'occasions sociales ou de fêtes religieuses.

Aussi, un matin ensoleillé, quand le chef d'al-Qaida voit son vieil ami mauritanien entrer dans la cour de sa maison, près de l'aéroport de Kandahar, il se précipite tout heureux dans ses bras :

« Quel bonheur de te recevoir ! Tu ne sais pas combien ton absence a pesé sur moi et sur l'ensemble des membres de l'organisation ! » déclare-t-il à son mufti, un large sourire aux lèvres – ce qui est rare.

« Le plaisir est partagé », répond timidement le Mauritanien, serrant à son tour Ben Laden contre lui.

Les deux hommes se dirigent vers une pièce assez sombre, un peu à l'écart du reste de la maison de Ben Laden, à l'abri des cris des enfants et du regard des femmes. Ils s'assoient face à face, de part et d'autre d'une petite table basse en bois d'olivier.

« Tu sais sans doute quel est l'objet de ma visite, mon cher frère Oussama ? demande alors sans détour Abou Hafs.

— Pas vraiment… Une bonne nouvelle sans doute ? réplique Ben Laden avec un léger sourire.

— Eh bien… Je vais te parler franchement, continue Abou Hafs, avec le plus grand calme. Quand je suis entré à al-Qaida, comme tu le sais, ma mission était de fournir à l'organisation des avis et des conseils juridiques du point de vue de la charia. Et s'il y avait un doute, mon rôle était de vérifier très scrupuleusement la conformité de nos activités avec les textes religieux. Hélas, après de longues années de travail au sein de l'organisation, et après notre collaboration si étroite, en particulier avec toi, je fais aujourd'hui un constat : je ne suis plus en mesure d'assumer mes fonctions sereinement. Tu ne suis pas mes conseils et tu ne te soumets pas à mes avis, qui sont pourtant ceux d'un mufti. La situation est devenue très délicate pour moi. Je ne remplis plus ma mission, puisqu'elle n'a pas d'impact sur tes décisions. Sur la base de ce constat, je te prie donc d'accepter ma démission. Et j'espère que cela ne te dérangera pas que j'aille travailler avec les talibans, car depuis quelques années, ma collaboration avec eux est plus fructueuse. »

Au fur et à mesure que Ben Laden comprend où Abou Hafs veut en venir, la surprise se lit sur son visage. Et peut-être même plus que la surprise : oui, durant quelques furtives secondes, le chef d'al-Qaida semble même sous le choc. Mais il se reprend quasi instantanément : pas question pour lui de laisser paraître une quelconque émotion. Il sourit à nouveau, et prend la parole :

« Mon ami, pour ce genre de décision, il faut prendre le temps de la réflexion.

— Cela fait des mois que j'y réfléchis, cher Oussama. »

À nouveau, une ombre passe sur le visage buriné de l'émir. Il comprend qu'Abou Hafs est déterminé. Son ton change. Il essaie maintenant de justifier certains de ses actes qu'Abou Hafs a pourtant officiellement jugés non conformes à la charia. Par exemple, lorsqu'il a refusé de se soumettre aux talibans qui lui ont ordonné de cesser ses déclarations aux médias, ou bien de reporter ses projets d'attentats contre les Américains.

La discussion se poursuit, mais le Mauritanien campe tranquillement sur ses positions. Ben Laden finit par lui demander avec insistance, et presque

humilité, de réfléchir encore, de ne pas considérer que son avis est irrévocable.

« Si l'on suppose que ma décision n'est pas définitive, qui va diriger l'Institut d'études que j'ai monté à Kandahar pour al-Qaida ? » demande alors Abou Hafs, après un temps d'arrêt.

Cette fois, Ben Laden comprend qu'Abou Hafs ne cédera pas : il sait pertinemment que son ami est particulièrement fier de cet institut qu'il a formé. À nouveau, il semble vraiment affecté. Il reste d'abord silencieux quelques minutes, puis cède : « D'accord, alors tu dois faire une passation de pouvoirs avec Ayman al-Zawahiri [1]. Mais, tout de même, je t'en conjure, ne te précipite pas. Donne-toi encore quelques jours de réflexion. »

Et, la voix emplie d'émotion, il ajoute : « Quel que soit le différend qui nous sépare aujourd'hui, n'oublie jamais notre amitié et nos liens de fraternité. Ils sont précieux. Nous devons tous deux veiller à les protéger. »

« Cette réflexion-là m'a profondément bouleversé, m'explique Abou Hafs. L'idée de me séparer de mon ami m'était déjà très douloureuse. Quand j'ai entendu la tristesse dans sa voix, quand j'ai compris combien il se sentait meurtri par ma décision, j'ai été pris d'une grande émotion, et j'ai eu bien du mal à la dissimuler. J'étais au bord des larmes. Je suis allé me passer de l'eau sur le visage. J'étais trop ému, j'ai préféré partir. Je me suis excusé, et Ben Laden a bien compris quels sentiments m'agitaient. Il m'a accompagné jusqu'à la porte, et nous nous sommes salués, sans rien ajouter… Cet échange-là, reprend-il, je ne l'ai raconté qu'à de rares personnes, et je leur ai demandé de le garder pour elles. Ben Laden ce jour-là s'est montré comme moi sensible, et donc psychologiquement vulnérable : je ne voulais pas que cette "faiblesse" soit un sujet de discussion au sein des milieux djihadistes, en Afghanistan ou ailleurs. Je ne voulais pas que cela lui cause du tort, ni à lui, ni à al-Qaida, surtout à cette période… Alors que je savais que l'organisation était sur le point de provoquer des événements militaires d'une importance inédite », confesse Abou Hafs.

À ce moment-là de son récit, j'ai un mouvement de recul involontaire : je regarde Abou Hafs fixement. Je comprends que les actes « militaires d'une importance inédite » qu'il vient d'évoquer ne sont rien moins que les attaques du 11 septembre 2001 lancées par al-Qaida sur le sol américain. Elles vont avoir lieu quelques jours seulement après ce dialogue de rupture entre Abou Hafs et Ben Laden.

Abou Hafs m'observe avec attention. Il semble comprendre mon effroi soudain. Il poursuit : « Crois-moi, je ne savais pas exactement ce qui allait se passer. J'avais juste le pressentiment que ce serait très grave. Je n'avais aucune idée de quand, où et comment Ben Laden allait frapper. En fait ce qui m'a convaincu de l'imminence d'une attaque importante, c'est l'assassinat du commandant Massoud le 9 septembre 2001. » Soit quarante heures seulement avant les attaques d'al-Qaida aux États-Unis.

La mort du lion du Panchir : une victoire d'al-Qaida

À 900 kilomètres plus au nord, dans la brume des collines, le commandant Massoud, le lion du Panchir, héros de la résistance aux troupes soviétiques (et éphémère homme fort de Kaboul, dont il a été chassé en 1996 par les talibans), met au point les derniers réglages d'une offensive sur Taloquan, une ville voisine de son fief de Khodja Bahauddin, non loin de la frontière tadjike. Il est pressé de lancer ses hommes à la conquête de cette position stratégique occupée par ses ennemis talibans. Il doit s'envoler pour le Tadjikistan voisin, son emploi du temps est chargé. Il n'a pas de temps à perdre, et il refuse tout entretien avec des visiteurs qui ont fait le déplacement spécialement pour le voir. Parmi eux, deux hommes se présentant comme des Belges d'origine marocaine travaillant pour une télévision arabe. Ils se font très insistants : ils sont venus de loin, et patientent depuis longtemps. Finalement, Massoud leur accorde le privilège d'une courte entrevue.

« Pas plus de dix minutes », confie-t-il à ses gardes du corps.

Le commandant Massoud et son staff demandent à lire les questions des journalistes avant le début de l'interview. Ils sont étonnés : sur quinze questions, sept ont trait à Ben Laden ou aux talibans.

« Commandant, que ferez-vous d'Oussama Ben Laden lorsque vous aurez reconquis tout l'Afghanistan ? » demande alors un des deux journalistes, tendant vers Massoud un micro siglé Arabic News International (ANI-TV).

Massoud l'observe, il s'apprête à répondre. Le journaliste remue sur sa chaise. Brutalement, un des proches du commandant se jette sur le cameraman : il vient de soulever sa chemise. Trop tard : le journaliste appuie sur le détonateur de sa ceinture explosive. Massoud est projeté au

sol, touché à la poitrine et à la tête, le visage complètement défiguré. L'explosion tue le kamikaze, l'attaché de presse de Massoud et son traducteur. Deux autres Afghans, un diplomate et un journaliste, sont grièvement blessés. Massoud meurt quelques minutes plus tard. Le deuxième journaliste, quasi indemne, arrive à sortir. Dehors, il essaie de s'emparer du fusil d'un garde, mais il est abattu par un autre soldat. Incroyable négligence des services de sécurité d'un homme qui se savait dans la ligne de mire de plusieurs groupes ennemis. Comment sa garde rapprochée a-t-elle pu laisser deux voyageurs inconnus s'approcher du lion du Panchir sans aucune vérification ? Les deux journalistes ont séjourné à Kandahar, le fief des talibans, et ont traversé la vallée de Kaboul et celle du Panchir sans que personne n'y trouve rien à redire. Présents depuis plusieurs semaines dans le fief de Massoud, ils se sont donc présentés sur la ligne de front, venant de la zone talibane. Leurs passeports belges, qui les présentaient comme nés au Maroc, étaient porteurs d'étranges visas : l'un délivré par l'ambassade du Pakistan – l'allié des talibans – à Londres, un visa à entrées multiples valable un an ; l'autre, également à entrées multiples et valable trois mois, délivré par la représentation des talibans dans la capitale pakistanaise, Islamabad.

Mieux, les deux faux journalistes portaient sur eux une lettre de recommandation signée du directeur d'une association fondamentaliste britannique dont les liens avec Ben Laden sont notoires, et qui les présentait comme reporters de la chaîne ANI-TV. Une simple vérification aurait démontré rapidement que cette chaîne n'existe pas.

Abou Hafs m'explique comment la sécurité du commandant Massoud a pu être déjouée : « Les deux journalistes ont eu l'intelligence de passer d'abord par le fief d'un autre chef de guerre allié du commandant Massoud afin qu'il intervienne pour leur obtenir le rendez-vous souhaité. Voilà pourquoi ils n'ont pas été démasqués. Comme le monde entier l'a supputé ensuite, c'est bien al-Qaida qui a tout organisé. C'était presque l'hiver, continue Abou Hafs. Je me trouvais à Kandahar, où je travaillais comme conseiller auprès du mollah Omar. Il faisait nuit. J'écoutais le service arabe de la chaîne britannique BBC. Elle a annoncé que le commandant Massoud avait été grièvement blessé dans un attentat. J'ai aussitôt décidé de diffuser l'information sur notre réseau interne. Je suis le premier à avoir informé les talibans de la nouvelle. Vous ne pouvez pas imaginer la joie qui a animé leurs rangs, quand ils l'ont appris, le lendemain au réveil ! J'ai retrouvé les

dirigeants dans le bureau du mollah Omar. Ils se congratulaient tous les uns les autres. Ben Laden à ce moment-là était à Kaboul, nous n'étions donc pas ensemble, mais on m'a raconté à quel point il était heureux. Il n'était pas du genre à tirer des coups de fusil en l'air pour montrer sa joie, bien sûr, mais je sais qu'en plus de sa fierté d'avoir réussi à éliminer le lion du Panchir, il se réjouissait, en fin stratège qu'il était, car il savait pertinemment que l'assassinat de Massoud allait faire plaisir aux talibans. Et il comptait sur leur gratitude pour que leurs relations s'améliorent, raconte Abou Hafs.

» Pour eux, Massoud constituait le dernier obstacle à la réunification du pays. Il était même perçu comme un danger qu'il fallait neutraliser au plus vite. Il était soutenu par plusieurs autres mouvements armés, dont d'anciens islamistes mais aussi des groupes communistes, et surtout, par de nombreuses forces étrangères, dont des gouvernements occidentaux qui voulaient l'utiliser pour chasser les talibans et leurs alliés comme al-Qaida de l'Afghanistan.

» À plusieurs reprises, Massoud avait tenté de convaincre la communauté internationale qu'Oussama Ben Laden était le plus grand danger à combattre. Il se murmurait même qu'il préparait une attaque contre les talibans et al-Qaida avec l'appui des États-Unis. Son élimination était donc d'une extrême urgence pour les talibans et Ben Laden l'avait bien compris », analyse Abou Hafs.

Selon lui, le chef d'al-Qaida avait méthodiquement planifié l'assassinat avec deux objectifs : d'abord, aider ses alliés talibans à se débarrasser de leur principal adversaire interne. Ensuite, préparer leurs esprits à accepter les attaques que lui-même était en train de préparer sur le sol américain.

Mais même après l'assassinat de Massoud, comment Abou Hafs peut-il soupçonner qu'al-Qaida s'apprête à commettre à présent l'attentat le plus marquant de toute son histoire depuis sa création ? Dans une ultime tentative de convaincre le mufti de ne pas démissionner, le chef d'al-Qaida l'aurait-il mis dans le secret ce jour-là, afin de lui prouver la place singulière qu'il lui a toujours accordée ?

Abou Hafs vient de m'expliquer les raisons qui l'ont poussé à ne pas rendre publique sa propre démission d'al-Qaida : son silence avait selon lui pour but de « protéger » l'aura de Ben Laden, qui n'est pas censé laisser des émotions l'envahir. Mais la réalité n'est-elle pas plus complexe ?

Je lui pose donc franchement la question : Ben Laden lui a-t-il parlé de son plan pour le 11 septembre ?

Abou Hafs secoue la tête : « Al-Qaida est très cloisonnée. Chaque personne désignée pour une mission a ordre de n'en parler qu'avec son supérieur direct. Chez al-Qaida, le secret est absolu. Et Ben Laden était le premier à s'imposer cette règle. Les opérations militaires étaient inévitablement entourées de la plus grande confidentialité. Seul Oussama, le responsable du comité militaire et les quelques personnes impliquées concrètement dans la réalisation d'une opération étaient informés. D'autres responsables étaient consultés, parfois, mais de façon assez générale, sans entrer dans les détails, juste pour avis. On leur demandait par exemple ce qu'ils penseraient d'une attaque sur le sol européen, américain… Ça n'allait pas plus loin. Ben Laden ne m'a donc jamais dévoilé les détails de l'opération », insiste-t-il. Et il me raconte alors une anecdote qui, selon lui, révèle bien le goût prononcé du secret qu'avait Ben Laden : « Un jour, un des combattants d'al-Qaida vint raconter à Ben Laden qu'il a fait un songe étrange : il a rêvé qu'un match de football opposait une équipe d'al-Qaida à une équipe américaine. L'équipe d'al-Qaida était composée de dix-neuf joueurs et arrivait en avion. Dans son rêve, al-Qaida battait l'équipe américaine. Ben Laden fut aussitôt persuadé que l'un des membres du commando recruté pour percuter les tours jumelles du World Trade Center avait trop parlé… Sans perdre son sang-froid, d'un ton égal pour ne pas lui mettre la puce à l'oreille, il commença à interroger le combattant qui lui racontait son rêve. Au bout de quelques minutes, Ben Laden admit finalement qu'il s'agissait bien d'un songe – un rêve incroyable, mais un rêve tout de même. Depuis ce moment, il a interdit à ses combattants de raconter leurs rêves à qui que ce soit d'autre que lui, de peur qu'un secret soit ainsi divulgué ! » Superstitieux, Ben Laden…

« Quand Massoud a été assassiné, reprend Abou Hafs, j'ai aussitôt compris que les attaques de très grande envergure dont m'avait parlé Ben Laden quelque temps auparavant étaient imminentes. D'autant que Ben Laden avait ordonné d'évacuer immédiatement tous les camps tenus par al-Qaida en Afghanistan – le camp al-Farouk près de Kaboul, et toutes les autres bases disséminées un peu partout, à Kandahar, dans les montagnes de Tora Bora, etc. Ça faisait du monde… À ce moment-là, al-Qaida comptait environ deux cents combattants en Afghanistan. Je m'attendais donc à ce qu'il se passe à nouveau quelque chose. Quand, deux jours après la mort de Massoud, Ben Laden a fait circuler dès le matin une invitation à écouter la radio, j'ai compris que ce jour-là serait un jour historique. Mais

franchement, je n'imaginais pas l'ampleur des opérations. » Le regard d'Abou Hafs, à cet instant, se perd jusqu'en Afghanistan.

« Le 11 septembre 2001, se souvient-il, Ben Laden était à Kaboul, moi, à Kandahar, où je travaillais auprès du mollah Omar. J'étais en train de mettre en place un plan média sur le Web pour vulgariser les activités des talibans, aussi bien sur le plan local qu'à l'étranger. Instinctivement, j'ai allumé la radio. Et je ne l'ai plus éteinte. J'ai entendu qu'un avion avait explosé contre une tour à New York. J'en suis resté sidéré. Puis, comme le monde entier, j'ai suivi attentivement l'évolution de l'actualité. Ce n'est que bien plus tard que les souvenirs m'ont envahi. Des détails, une foule de détails. Ils m'ont permis de comprendre peu à peu comment mon ami avait pu commettre le plus grand attentat de l'histoire du monde. En recoupant certaines informations avec d'autres amis, j'ai fini par établir la chronologie détaillée des opérations. Depuis le moment où l'idée des attentats a germé, en passant par leur préparation, jusqu'à leur exécution. Attaquer le symbole du capitalisme américain, les tours jumelles du World Trade Center, n'est même pas une idée d'Oussama Ben Laden. Mais c'est bien lui qui l'a mise en œuvre et organisée, après l'avoir longuement ruminée et étudiée dans ses moindres détails. »

Comment a mûri l'idée du 11 Septembre

« En février 1993, Ben Laden et moi étions au Soudan lorsque nous avons appris qu'un attentat à la voiture piégée avait visé la tour nord du World Trade Center de New York, faisant six morts et plus d'un millier de blessés. Un an plus tard, une tentative de détournement de plusieurs avions de ligne américains en Asie du Sud-Est avortait. Ni Ben Laden, ni moi-même ne soupçonnions alors que le cerveau de ces deux opérations était Khalid Cheikh Mohammed [2].

» Khalid Cheikh Mohammed était d'origine pakistanaise, il avait suivi des études d'ingénieur en mécanique aux États-Unis, puis avait rejoint l'Afghanistan pour s'y battre contre les Soviétiques jusqu'en 1992. Il a monté sa propre organisation djihadiste, et c'est lui, avec son neveu, qui a organisé l'attentat dans les sous-sols du World Trade Center. Oncle et neveu ont aussi réfléchi à une série d'attaques pour faire sauter en même temps une douzaine d'avions de ligne, au-dessus de l'océan Pacifique. Ben Laden

et Khalid Cheikh Mohammed se sont rencontrés en 1996, et le second est devenu le chef des opérations spéciales d'al-Qaida. Son idée était de lancer des avions de ligne contre des objectifs américains, mais surtout, sur le sol américain.

» Au début, Ben Laden n'était pas enthousiaste. L'opération lui semblait complexe et très coûteuse. Mais Khalid Cheikh Mohammed a réussi à convaincre le chef de la branche militaire d'al-Qaida, Abou Hafs al-Masri (Mohamed Atef), de la faisabilité de l'opération. Avec son appui, il ne cessait de revenir à la charge auprès de Ben Laden pour qu'il accepte son plan. Ce dernier hésitait. Mais la chute d'un avion reliant les États-Unis au Caire l'a poussé à examiner de plus près le projet. L'appareil en question transportait des officiers égyptiens qui rentraient de formation en Amérique. Dans les enregistrements de l'une des boîtes noires retrouvées par les enquêteurs, une phrase a marqué Ben Laden : le pilote y disait qu'il se confiait à Dieu. Ben Laden en a déduit que c'était un attentat suicide : il tenait la preuve qu'un avion pouvait donc bien être utilisé comme une arme. À partir de ce moment-là, il a tranquillement identifié et sélectionné les attaquants. Il a pris soin d'obliger tous les volontaires à apprendre l'anglais et à maîtriser le mode de vie occidental, afin de passer inaperçus. Puis ils devaient se débrouiller pour obtenir un visa pour les États-Unis. De cette façon, il éliminait les moins débrouillards. Bien sûr, chaque membre devait lui prêter allégeance personnellement », précise Abou Hafs, égrenant la liste des membres du commando.

« Ils étaient dix-neuf. Il y avait un Égyptien, Mohammed Atta, deux Émiratis, Fayez Banihammad et Marwan al-Shehhi, et un Libanais, Ziad Jarrah. Tous les autres, Abdulaziz al-Omari, Wail al-Shehri, Waleed al-Shehri, Satam al-Suqami, Mohand al-Shehri, Ahmed al-Ghamdi, Hamza al-Ghamdi, Hani Hanjour, Khalid al-Mihdhar, Nawaf al-Hazmi, Salem al-Hazmi, Majed Moqed, Saeed al-Ghamdi, Ahmed al-Haznawi et Ahmed al-Nami, étaient saoudiens. »

Abou Hafs insiste : « Certes, pour Ben Laden, le critère de sélection le plus important était le degré de détermination et les qualités personnelles, physiques et morales des volontaires. Mais le fait que quinze de ces hommes soient saoudiens, comme lui, n'est pas un hasard. C'était une question de confiance. Une sorte d'assurance contre la trahison. Oussama a personnellement supervisé la sélection de ces hommes, et il a pris tout son temps pour jauger chacun d'entre eux. Son premier contact avec le chef du

commando, Mohammed Atta, date de 1998. À l'époque, Atta et certains de ses amis étaient étudiants à Hambourg, en Allemagne, et ils ont décidé d'aller faire le djihad en Tchétchénie. Mais il était très compliqué pour eux de s'y rendre, alors ils se sont rabattus sur l'Afghanistan. Ils ne connaissaient ni Ben Laden ni al-Qaida, mais une fois dans la ville de Kandahar, ils ont fait la connaissance de Khalid Cheikh Mohammed, qui songeait déjà à des opérations impliquant des avions, et d'Abou Hafs al-Masri (Mohamed Atef), le chef de la branche militaire d'al-Qaida. Ils ont fini par être reçus par Ben Laden en personne. Très vite, Oussama a testé la détermination de ces hommes à se sacrifier pour une opération de djihad. À partir de ce moment-là, il a lui-même procédé à la supervision et à la préparation des attaques du 11 septembre », analyse l'ancien mufti d'al-Qaida.

Abou Hafs parle peu d'un personnage supposé être lié à cette liste, et qui m'intéresse tout particulièrement : Zacarias Moussaoui, le Français arrêté aux États-Unis peu avant le 11 septembre, condamné pour avoir projeté de participer aux attaques. J'insiste auprès d'Abou Hafs pour qu'il m'en dise un peu plus. « Je connais Zacarias. Il a vécu en Afghanistan. Il fréquentait l'Institut d'études islamiques fondé par Ben Laden et moi à Kandahar. Il se faisait appeler Saharaoui, en référence à ses origines tribales. Il me disait que ses parents, qui étaient marocains, étaient en fait originaires d'une tribu installée dans l'actuel Sahara occidental. Cette origine nous rapprochait : nous étions presque cousins, puisque les habitants du Sahara occidental et de la Mauritanie ont souvent des liens de parenté. Mais je peux affirmer qu'il n'a jamais été membre d'al-Qaida », assure Abou Hafs.

Selon l'ancien mufti d'al-Qaida, les terroristes ont été séparés en deux équipes : la première était exclusivement formée des Saoudiens. Elle était chargée de neutraliser les équipages et éventuellement les passagers. La deuxième, formée de l'Égyptien Mohammed Atta et des jeunes étudiants du Moyen-Orient installés à Hambourg, avait pour mission d'apprendre à piloter, de prendre le contrôle des avions et de les lancer sur les cibles choisies.

« Le principe était d'installer une véritable étanchéité entre ces deux équipes. Elles ne se connaissaient même pas, et ont été entraînées séparément. Le groupe des pilotes a d'abord suivi un premier stage de pilotage dans un camp d'al-Qaida installé dans la région de Kaboul. Puis l'équipe a été transférée dans la région de Kandahar, pour une formation

plus poussée, avant d'aller au Pakistan terminer ce premier niveau de formation, destiné à acquérir toutes les connaissances de base des techniques de pilotage des avions. Mais pour brouiller les pistes, au cas où un des volontaires serait arrêté, et sans doute torturé, pas question de leur apprendre uniquement à piloter : n'importe qui aurait pu en déduire quel était le mode d'action prévu. Les formateurs changeaient donc régulièrement leurs programmes. Parfois, ils devaient apprendre les arts martiaux, parfois, c'était la fabrication d'engins explosifs et les techniques de guérillas urbaines, ou l'usage de différentes armes. Une ruse de Ben Laden, qui savait pertinemment qu'ils n'auraient aucun besoin de savoir tout ça. À l'issue de cette formation, ils ont été envoyés aux États-Unis pour prendre des cours de pilotage au sein de vraies écoles.

» La deuxième équipe, saoudienne, ignorait tout de la mission exacte qu'elle devait exécuter. Comme pour la première équipe, ses membres savaient uniquement qu'il n'était pas exclu qu'il s'agisse d'opérations suicides. Et comme pour la première équipe, l'entraînement changeait régulièrement. La crainte d'une arrestation possible d'un ou de plusieurs membres des deux équipes a toujours été présente à l'esprit de Ben Laden, et la meilleure façon d'en minimiser l'impact était de cloisonner les informations. Ben Laden tenait beaucoup à la réussite de cette opération. Il espérait attirer les Américains dans une guerre terrestre en Afghanistan, mais il voulait aussi, et peut-être d'abord, porter un coup dur à la puissance américaine. Pour le premier point, les faits prouvent qu'il n'a pas réussi. Mais il a très largement atteint son second objectif : le 11 Septembre a été un énorme traumatisme mondial, et un quasi-tremblement de terre pour les Américains ! Les trois quarts des citoyens américains se sont déclarés traumatisés par les attaques. Économiquement, la situation du pays s'est brusquement dégradée. Beaucoup d'entreprises ont fermé leurs portes, entraînant une montée vertigineuse de la courbe du chômage. Politiquement, les Américains ont vu leur gouvernement prendre des mesures restreignant et dénaturant ce qui faisait alors les valeurs sacrées du pays, comme la liberté et les droits de l'homme. À l'étranger, l'administration américaine s'est montrée sous un visage détestable, et la majorité des opinions publiques l'a haïe à un moment ou à un autre.

» En lançant sa guerre contre ce qu'il appelle le terrorisme, le gouvernement américain a montré sa vraie nature à la face du monde, celle d'une superpuissance tyrannique prête à violer ses propres lois. La

superpuissance ne peut plus faire illusion depuis. Et je ne parle même pas des musulmans ! La réaction américaine au 11 Septembre leur a dévoilé que le gouvernement américain les déteste, et déteste l'islam. C'est ce qu'a démontré le président George Bush junior, alors au pouvoir. Souviens-toi, m'interpelle- t-il : il a qualifié sa riposte contre al-Qaida et ses alliés de "croisade". Croisade ! Le mot n'est pas innocent. Les musulmans n'ont pas encore oublié la barbarie des guerres chrétiennes contre l'islam au Moyen Âge. Bush a ensuite envahi l'Irak, alors que tout le monde sait qu'al-Qaida n'a jamais eu de lien avec le régime laïc de Saddam Hussein. Au contraire. Saddam était considéré par al-Qaida comme un ennemi à cause de son attachement à la laïcité et son refus de la charia », explique Abou Hafs.

L'argent du Golfe ?

Abou Hafs m'assure à présent que les opérations auraient pu être encore beaucoup plus dévastatrices, car al-Qaida avait au départ envisagé plus de cibles. En plus des tours jumelles de New York et du Pentagone, qui ont été touchés le 11 septembre, ainsi que du Congrès américain finalement épargné en raison de l'explosion en Pennsylvanie de l'avion qui le visait, le groupe djihadiste projetait d'attaquer la Maison Blanche, les sièges de la CIA, du FBI, une centrale nucléaire, mais aussi des ambassades et consulats israéliens ou des symboles juifs. « C'est Ben Laden qui a demandé de réduire les objectifs pour une question de moyens humains, mais aussi financiers : les caisses d'al-Qaida étaient complètement vides. Et Ben Laden, qui en a toujours été le principal financier, n'avait plus assez d'argent depuis le gel de ses avoirs en Arabie saoudite et au Soudan. Les ressources dont il disposait dépendaient de la générosité de sympathisants pour la plupart installés dans les monarchies du Golfe. C'est donc le manque d'argent qui a poussé Ben Laden à choisir, et à exclure certaines cibles initiales des attaques », assure Abou Hafs, ce qui me donne l'occasion d'aborder à nouveau avec lui un des points sombres de l'histoire d'al-Qaida : qui a vraiment financé le 11 Septembre ?

Dès le lendemain de l'attentat, plusieurs médias américains ont affirmé que les auteurs des attaques avaient bénéficié de financements de pays du Golfe. Certains journalistes ont même évoqué des participations financières d'entités gouvernementales. Tout en restant courtois et en masquant l'intérêt

tout particulier que je porte à ce sujet, j'engage la conversation : « J'ai entendu dire que les auteurs des attentats avaient reçu de l'argent de pays comme l'Arabie saoudite, et même de certains princes saoudiens », lui dis-je.

Je rappelle précisément à Abou Hafs les déclarations de Zacarias Moussaoui en ce sens. En 2014, incarcéré à l'isolement total, à Florence, dans le Colorado, ce dernier a été auditionné dans le cadre de l'instruction d'une plainte contre le gouvernement saoudien déposée à New York par des victimes du 11 Septembre. Il a alors affirmé sous serment que des princes saoudiens ont financé al-Qaida et participé à la préparation du 11 Septembre. « Sans l'argent des Saoudiens, on n'aurait rien eu », a notamment déclaré Moussaoui, affirmant qu'al-Qaida n'avait plus aucune ressource financière depuis la fin des années 1990. Selon lui, cet argent a servi à acheter des armes, de la nourriture ou encore à payer les salaires des membres d'al-Qaida. Mieux : Moussaoui assure que Ben Laden lui a personnellement demandé d'établir une base de données de tous les financiers de l'organisation. « Cheikh Oussama voulait garder une trace de qui donnait de l'argent… de qui on devait écouter ou qui avait contribué au djihad », a-t-il affirmé. Il nomme d'éminentes personnalités saoudiennes, dont un ancien chef du renseignement et un ex-ambassadeur à Washington. Moussaoui évoque des sommes allant de 2 à 3 millions de dollars, et revendique dans cette audition le titre d'envoyé personnel de Ben Laden. Il affirme également avoir rencontré à Kandahar, en Afghanistan, un diplomate en poste à l'ambassade saoudienne à Washington, avec lequel il devait se rendre dans la capitale américaine pour identifier le lieu idéal d'où tirer un missile Stinger sur Air Force One, l'avion présidentiel américain. « Mais j'ai été arrêté avant d'aller à Washington », conclut-il.

Naturellement, ces propos ont été démentis dans un communiqué de l'ambassade saoudienne à Washington, qui déclare que Moussaoui est « un criminel dérangé » dont « les paroles n'ont aucune crédibilité », et qui rappelle qu'en 2004, la Commission américaine d'enquête sur le 11 Septembre a blanchi le royaume de toute responsabilité.

« Moi aussi, j'ai entendu cela », répond tranquillement Abou Hafs. Je comprends aussitôt qu'il ne s'aventurera pas très loin sur ce terrain… miné ?

« Du temps où j'étais dirigeant d'al-Qaida, ajoute-t-il, je ne m'occupais pas des finances. C'était un domaine réservé à Ben Laden. C'était lui le

financier du groupe. Mais, comme je te l'ai déjà dit, il est vrai que même quand ses avoirs ont été gelés par l'Arabie saoudite ou confisqués au Soudan, il se débrouillait pour trouver l'argent nécessaire pour faire vivre ses compagnons et leurs familles. Parfois il restait très longtemps sans rien recevoir, puis il parvenait à se faire transférer de quoi assurer l'essentiel, de la part de riches sympathisants d'al-Qaida installés dans les pays du Golfe, l'Arabie saoudite en premier, c'est exact. Ben Laden avait un vaste réseau de relations dans cette région. Il ne faut pas oublier qu'il était un héros de la guerre d'Afghanistan. Il était admiré. Et sa famille, richissime, était très respectée. Les mesures prises contre lui par le gouvernement saoudien ont certes réduit ses capacités financières, mais ne l'ont jamais empêché de conserver des amitiés solides dans son pays d'origine. À la veille du 11 Septembre, il était sans le sou. Or des opérations comme celles de New York exigeaient une grosse somme, que j'estime personnellement à plusieurs centaines de milliers de dollars. Mais de là à affirmer que des dirigeants saoudiens aient pu prendre le risque de lui donner de l'argent pour réaliser cet attentat-là, non. Ben Laden était aussi une menace pour les intérêts et le pouvoir saoudiens », affirme Abou Hafs, énigmatique. Une fois de plus, il refuse de s'aventurer trop loin.

Un arsenal nucléaire et chimique ?

Je cherche à savoir, maintenant, ce que lui-même pense de ces attentats. Sachant, bien sûr, qu'il ne peut de toute façon pas les cautionner officiellement.

« Je n'en pense pas de bien, me répond-il aussitôt, et je ne le dis pas pour faire plaisir aux Américains ou aux autres infidèles. Mais l'islam nous interdit de tuer des innocents, c'est-à-dire des personnes qui ne sont pas armées ou qui ne combattent ni les musulmans, ni l'islam. Bref des civils qui n'ont pas commis d'actes de violence contre les musulmans ou leur religion. Ben Laden connaissait très bien mon avis sur la question, je le lui ai dit clairement, à plusieurs reprises, même si nous n'avons évidemment pas parlé directement de ce qu'il projetait. J'ai même été plus loin, j'ai tout fait pour le convaincre de ne pas passer à l'action. C'est d'ailleurs son refus qui m'a poussé à lui présenter ma démission et à quitter al-Qaida peu avant les opérations », affirme-t-il, sans pouvoir bien sûr m'apporter la preuve de

ce qu'il avance. Ni lettres ou courriel échangés à ce sujet, ni témoignage écrit ou filmé d'une tierce personne, etc. « Quand il m'a annoncé qu'il préparait une opération destinée à faire des milliers de victimes, sans entrer dans les détails, je lui ai répondu qu'il se trompait gravement. Ces personnes étaient innocentes et, surtout, les conséquences d'une riposte américaine allaient être très lourdes pour les musulmans du monde entier. Mais, franchement, Oussama était déjà… irrécupérable. Il avait même envisagé des opérations plus dangereuses. Quelque temps auparavant, il avait lancé un programme d'obtention d'armes de destruction massive. Il voulait se doter d'un arsenal nucléaire et chimique, et il avait désigné des hommes pour travailler sur ces projets, dont Abou Hafs al-Masri (Mohamed Atef), le chef du département militaire d'al-Qaida. Sa priorité était une bombe nucléaire, à cause de sa capacité destructrice, mais aussi parce qu'elle peut être transportée de manière discrète. Et son usage est facile. Il suffisait de la faire exploser dans une ville comme Paris, Londres ou Berlin, et les dégâts auraient été immenses. Al-Qaida a travaillé sur cette arme dès la chute de l'Union soviétique. Des stocks étaient entreposés par Moscou dans des pays d'Asie centrale. Pour les trouver, Ben Laden avait envoyé une équipe, munie de beaucoup d'argent, là encore cadeau de donateurs et sympathisants d'al-Qaida, faire le tour de ces anciennes républiques soviétiques. Des bombes peuvent être fabriquées à partir de déchets radioactifs peu coûteux comme du césium ou des déchets de médecine nucléaire. C'était une obsession chez Ben Laden. Mais ses hommes revenaient à chaque fois bredouilles et certains ont même été arrêtés. Al-Qaida parvenait à les libérer, en usant de corruption. Ensuite Ben Laden a changé d'option, il a décidé de se doter d'armes chimiques. Elles étaient plus faciles à se procurer, puisqu'il suffisait de les fabriquer ! Sous la direction d'Abou Hafs al-Masri (Mohamed Atef), al-Qaida avait installé un laboratoire de recherches pour la fabrication d'armes chimiques, à Kandahar. Le programme était très avancé. Mais lui aussi s'est dissous après les attaques du 11 septembre », conclut Abou Hafs.

Je n'ai pas la certitude que ce qu'avance Abou Hafs est la vérité, car aucun laboratoire en tant que tel n'a été découvert officiellement à Kandahar. Mais je sais que selon le M16, les services secrets britanniques, à cette époque des scientifiques pakistanais auraient bien procuré des informations techniques permettant théoriquement la réalisation d'armes chimiques ou nucléaires. Un ancien directeur du Commissariat à l'énergie

atomique pakistanais a d'ailleurs été arrêté peu après le 11 septembre 2001, parce que son organisation entretenait des relations avec un mouvement terroriste lui-même lié à al-Qaida. Et un rapport de l'OTAN a révélé que des vidéos découvertes en Afghanistan en août 2002 ont apporté la preuve qu'al-Qaida s'employait à mettre au point des agents chimiques. L'une des vidéos montrait l'agonie de trois chiens soumis à l'action d'un agent chimique, du gaz sarin ou du cyanure gazeux.

X
La débâcle

Au lendemain du 11 Septembre, pour les États-Unis, la responsabilité d'Oussama Ben Laden ne fait aucun doute : l'émir d'al-Qaida se garde pourtant de toute revendication officielle, mais il va tout de même s'en féliciter à plusieurs reprises dans des messages vidéo. Le président américain George Bush le réclame « mort ou vif ».

Ben Laden ordonne aux membres d'al-Qaida d'évacuer les camps et tous les bâtiments appartenant à l'organisation, en prenant soin d'effacer toute trace importante de leur séjour : documents, fichiers informatiques, etc. L'urgence est d'éloigner les familles de toutes les zones sensibles, y compris des villes et des villages susceptibles d'être les cibles de frappes militaires américaines.

Par l'intermédiaire du correspondant d'al-Jazira au Pakistan, le patron d'al-Qaida fait ensuite parvenir un message préenregistré au siège de la chaîne qatarie, à Doha. Al-Jazira est la chaîne la plus suivie dans le monde arabe, son influence est inégalable. Cette vidéo est destinée à marquer l'esprit des musulmans, et le Saoudien va soigner sa mise en scène : elle sera très symbolique. Il existe dans l'histoire de l'islam un épisode majeur : le prophète Mohamed, accompagné de son fidèle lieutenant Abou Bakr, fuit ses ennemis mecquois de la puissante tribu des Quraysh. Sur la route de Médine, il trouve refuge dans la grotte de Thawr au sud de La Mecque.

L'émir d'al-Qaida va donc, lui aussi, s'adresser à « son peuple » depuis une grotte, dans son fief de Tora Bora. Il est flanqué de son adjoint égyptien Ayman al-Zawahiri, et du responsable médias et porte-parole d'al-Qaida, le Koweïtien Souleyman Abou Ghaith (ce dernier est également l'époux de

Fatima, la fille aînée de Ben Laden). Dans cette vidéo, le Saoudien alterne menaces contre ses ennemis et promesses de victoire pour ses partisans.

Un mois et demi plus tard, début novembre, les rodomontades semblent bien fantaisistes lorsque la campagne militaire américaine, soutenue par une vaste coalition de plusieurs pays, et appuyée par les combattants de l'Alliance du Nord de feu le commandant Massoud, entreprend de pourchasser les talibans et leurs alliés djihadistes jusque dans leurs fiefs. Dans sa fuite, le chef d'al-Qaida n'a cette fois pas d'autre choix que de se terrer au fond des grottes de Tora Bora. Seule une petite poignée de fidèles l'entoure. Ils doivent affronter le froid, le dénuement et la peur. Ben Laden, qui connaît bien l'âme humaine, craint la corruption, dans un pays où cette pratique est monnaie courante. Mais il espère malgré tout que ce mal qui gangrène effectivement toutes les couches de la société afghane ne sera jamais aussi puissant que la sunna, la tradition et les enseignements du Prophète. Car la sunna veut que « le musulman soit le frère du musulman et, de ce fait, il ne doit ni être injuste envers lui, ni le trahir ». Pour Ben Laden, comme pour tout musulman pieux, cela signifie qu'un musulman ne doit pas trahir un autre musulman, encore moins au bénéfice d'un non-musulman, autant dire d'un mécréant. Il a raison d'avoir confiance : c'est bien le pouvoir de la religion qui va lui permettre d'échapper aux Américains.

Et voilà qu'Abou Hafs me donne un véritable scoop : le chef d'al-Qaida aurait pu être remis aux Américains juste après le 11 Septembre, grâce à l'intervention du Pakistan. L'allié américain a finalement été trahi. C'est une histoire étonnante que me conte l'ancien mufti d'al-Qaida.

Au lendemain du 11 Septembre, les Américains et le reste du monde savent que Ben Laden se cache en Afghanistan, chez les talibans. Si le mollah Omar lui retirait sa protection, il serait à la merci des États-Unis. Il s'agit donc pour Washington de convaincre le mollah de l'intérêt qu'il pourrait avoir à rendre cet énorme service aux Américains. Pas question bien entendu de pourparlers directs. Les États-Unis font appel à leur allié majeur dans la région : le Pakistan. Le chef des services de sécurité pakistanais lui-même va venir plaider la cause américaine auprès du mollah Omar. « J'ai moi-même assisté à cet entretien », assure Abou Hafs. Et voici selon lui comment la rencontre s'est déroulée.

Le Pakistanais est reçu avec égard par le mollah Omar, qui l'écoute attentivement. Le chef des services secrets expose tranquillement la requête

américaine : le mollah Omar est instamment prié de « lâcher » Ben Laden, afin qu'il puisse être capturé et extradé vers Washington. Sans doute le Pakistanais évoque-t-il aussi la contrepartie offerte aux talibans par les Américains, mais de cela Abou Hafs ne dit mot… C'est alors qu'a lieu un incroyable retournement de situation : immédiatement après avoir délivré son message, le Pakistanais termine son discours avec cette conclusion : « Mollah Omar, voilà ce que les Américains te demandent. Maintenant, si tu le permets, je vais te donner mon avis personnel sur cette requête : je te conseille de ne pas l'accepter ! »

Ainsi donc, l'émissaire pakistanais des Américains a rempli sa mission… avant d'aussitôt après la saboter ! « Comme convenu avec l'allié américain, il a servi d'intermédiaire pour demander aux talibans l'exfiltration de Ben Laden, puis il a totalement changé de discours, et ce, en toute tranquillité », affirme Abou Hafs.

J'observe attentivement l'ancien mufti d'al-Qaida. Ce qu'il vient de me raconter, je ne l'ai jamais lu ni entendu ailleurs. Il ne semble pas se rendre compte de l'importance de cette information. Pour lui, c'est très simple : il n'était tout naturellement pas envisageable que deux musulmans, deux sunnites, un Afghan et un Pakistanais, trahissent un autre musulman, en l'occurrence Ben Laden, au profit de mécréants américains ! Et ce, quand bien même le mollah Omar craignait la riposte américaine… Voilà qui prouverait en tout cas magistralement l'implication du Pakistan dans la protection du leader d'al-Qaida après le 11 Septembre.

Quelque temps après cette entrevue, l'une des têtes d'al-Qaida tombe : l'Égyptien Abou Hafs al-Masri (Mohamed Atef), chef militaire de l'organisation, est resté à Kandahar pour coordonner la défense de la ville avec ce qui reste des troupes d'al-Qaida et des talibans. Un missile américain s'abat sur le bâtiment où il se trouve en compagnie de ses hommes : il meurt sur le coup.

Abou Hafs, l'ancien mufti d'al-Qaida, est dans les parages. Le bruit de l'explosion parvient jusqu'à lui. Il se précipite : il n'y a aucune chance pour que l'Égyptien ait survécu. Son corps doit être extrait des décombres au plus vite, car il pourrait servir de « trophée » aux Américains. Abou Hafs prend la direction des fouilles.

« C'était terrible, se souvient-il, l'air grave. Ce jour-là, al-Qaida a perdu l'un de ses responsables les plus valeureux. J'en ai été très affecté. Nous

avons réussi à retrouver sa dépouille. Pour les morts ordinaires, la tradition veut que le corps soit lavé, placé dans un linceul, et que la prière des morts soit déclamée à leurs côtés. Mais il n'était pas un mort ordinaire : c'était un martyr. Les martyrs doivent être enterrés avec les vêtements qu'ils portent au moment de leur décès, et ils n'ont pas besoin de prières. Ce sont les règles de l'islam. Abou Hafs al-Masri (Mohamed Atef) est mort en combattant pour Allah et l'islam, il a donc été enterré en combattant. »

Après la mort du responsable militaire, étant le « plus gradé » parmi ceux qui restent, le Mauritanien est à nouveau contraint d'endosser le rôle du chef, comme lors de l'expulsion de Ben Laden et des principaux leaders djihadistes du Soudan cinq ans plus tôt. Il va donc prendre soin de ses compagnons. Mais le contexte est bien différent : exposés à toutes sortes de dangers, ses amis et lui doivent trouver d'urgence un abri sûr.

Or, sans protecteur, pas de sécurité, Abou Hafs le sait bien. Sa mission est très délicate, car il n'existe qu'une solution : se réfugier en Iran, pays frontalier de l'Afghanistan et du Pakistan. Or c'est un pays chiite, courant religieux historiquement rival du courant sunnite dont se réclament les compagnons d'Abou Hafs liés à Ben Laden. Et les sunnites considèrent les chiites comme plus méprisables que des apostats. Al-Qaida n'est donc pas un allié naturel pour l'Iran, et pourtant, le régime iranien a établi des relations informelles avec l'organisation de Ben Laden, en vertu du fameux : « L'ennemi de mon ennemi est mon ami. » L'ennemi étant, bien sûr, les États-Unis et Israël. C'est un mariage de raison, donc. Une union tactique s'est créée à Khartoum, au début des années 1990, à l'époque où Ben Laden y était accueilli à bras ouverts, tout comme le Hezbollah chiite libanais, protégé de l'Iran. Des entraînements communs au maniement d'explosifs ont eu lieu. Mais Abou Hafs se souvient avec inquiétude d'un épisode qui pourrait rendre le refuge en Iran sinon impossible, tout au moins dangereux : à Khartoum, en dépit des rapprochements plus ou moins poussés entre chiites iraniens et sunnites islamistes, Oussama Ben Laden avait refusé de recevoir officiellement un émissaire du président iranien Ali Akbar Rafsandjani. Il y a peu de chances que le gouvernement iranien ait oublié cet affront !

« Les Américains et leurs alliés avançaient vite, et dans toutes les directions. Les talibans, al-Qaida et les autres groupes djihadistes abandonnaient leurs positions. J'étais à Kandahar avec les derniers combattants arabes quand nous avons été obligés de quitter la ville. Nous

avons franchi la frontière pakistanaise, et nous sommes arrêtés dans la ville de Quetta, à 1 800 mètres d'altitude. De là, certains sont allés rejoindre leurs familles déjà réfugiées dans d'autres villes pakistanaises. Moi, je ne voulais pas abandonner les jeunes qui ne pouvaient pas quitter Quetta, je suis resté à leurs côtés, pour leur trouver une solution : ils appartenaient à différents groupes de djihadistes, et ils m'avaient choisi comme responsable. Ils attendaient de moi une protection, je leur devais assistance.

» Nous ne pouvions pas demeurer au Pakistan, reprend-il. Je savais que les services de sécurité, à un moment ou à un autre, nous arrêteraient pour nous livrer aux Américains. Même si nous leur échappions, les trafiquants qui pullulaient dans la région de Quetta nous vendraient aux Américains ! George Bush avait déjà annoncé des récompenses pour toute arrestation de membres d'al-Qaida. Nous n'avions vraiment pas d'autre choix que de tenter l'Iran. Pourtant, malgré leur haine de l'Amérique, il n'était pas exclu que les chiites iraniens eux aussi nous arrêtent et nous livrent aux États-Unis, ou tout au moins nous utilisent comme un atout dans leurs relations avec l'Occident. Pour moi, ce pari était un peu trop audacieux. Mais mes jeunes compagnons m'ont convaincu de tenter le coup : je décidai donc prudemment de me renseigner auprès des Iraniens par l'intermédiaire d'un compagnon déjà réfugié dans le pays, et j'eus la surprise d'apprendre en retour que les autorités iraniennes se montraient très heureuses de nous recevoir.

» Un responsable iranien m'a même téléphoné pour me dire que son gouvernement nous invitait. J'ai donc fait taire mes craintes, et coordonné l'exfiltration de mes amis. Nous quittions le territoire pakistanais clandestinement. Mes compagnons et moi nous étions séparés en petits groupes pour ne pas attirer l'attention des gardes-frontières. Nous nous sommes cachés dans des maisons isolées dans la petite ville de Taftan, le seul passage frontalier officiel du Pakistan à l'Iran. Surnommée par ses habitants "la route de Londres" parce que voie de trafic célèbre, Taftan est à environ 600 kilomètres de la grande ville de Quetta. À Taftan, il y a plusieurs points de passage. Certains sont contrôlés par la police pakistanaise, d'autres par les milices tribales. La majorité d'entre nous étant recherchée ou n'ayant pas de documents de voyage, nous avions opté pour le passage par les postes tenus par les milices tribales, car celles-ci sont plus intéressées par l'argent que par l'application de la loi. Personnellement, je n'avais pas de passeport valable, ni de visa de sortie du Pakistan, un

document obligatoire. Alors je me suis dirigé vers un poste tenu par des miliciens très occupés à négocier un bakchich avec d'autres voyageurs… J'en ai profité ! Je suis passé rapidement vers le poste iranien qui se trouvait à moins de 40 mètres de l'autre côté. Je ne sais pas comment ont fait les autres, toujours est-il que nous nous sommes tous retrouvés au passage de la frontière du côté iranien-est à Mirjaveh. De là, nous avons été conduits par des Iraniens à Zahedan, la ville la plus proche. Mes amis m'ont désigné comme porte-parole auprès des autorités iraniennes. Nous étions attendus. »

Après quelques heures seulement d'entretien avec les responsables iraniens au niveau local, ces derniers font monter l'ancien mufti d'al-Qaida dans un avion pour Téhéran. « Je n'avais aucun papier sur moi, mais cela ne semblait pas déranger mes hôtes. Je voulais leur cacher ma véritable identité. J'étais convenu avec mes amis d'un nouveau pseudonyme : Docteur Abdallah. À Téhéran, on m'a installé dans un appartement confortable, très bien équipé, dans un quartier très calme. Un employé était mis à ma disposition », se souvient Abou Hafs.

La « visite » en Iran va durer près de onze ans. Dès le lendemain de son arrivée, Abou Hafs reçoit « chez lui » un haut responsable des services de sécurité iraniens. Ce dernier lui confirme qu'il est le bienvenu, ainsi que ses amis, et lui affirme que le gouvernement est d'accord pour recevoir tous les djihadistes désireux de se réfugier sur le territoire iranien. Le Mauritanien transmet l'information à ses camarades restés à Zahedan, mais aussi aux dizaines de combattants qui sont encore en Afghanistan ou au Pakistan, ainsi qu'à leurs familles. Rassurés, la plupart se décident à le rejoindre.

Abou Hafs se rend alors lui-même à la frontière pakistanaise pour superviser les premières vagues d'arrivées. Il fait également venir sa propre famille qui était réfugiée dans la ville pakistanaise de Karachi. « C'était une demande des Iraniens, affirme-t-il. Nous nous sommes donc tous installés à Téhéran. Les Iraniens nous traitaient à ce moment-là avec une grande générosité et beaucoup de considération », affirme-t-il.

Mais les craintes initiales de l'ancien mufti d'al-Qaida vont très vite s'avérer fondées. À peine est-il établi avec sa famille dans la capitale que les autorités iraniennes lancent une vague d'arrestations à Zahedan, et dans d'autres villes du pays, partout où se sont installés les djihadistes. Il proteste officiellement auprès des Iraniens. « Nous avons signé un accord ! leur rappelle-t-il, furieux. Vous nous avez autorisés à venir chez vous et nous nous sommes engagés à ne rien commettre qui puisse troubler la quiétude

de votre pays. Nous avons respecté notre part du contrat, vous devez respecter la vôtre ! Nous sommes tous entrés avec votre consentement. En ma qualité de signataire de ces accords au nom de tous les groupes et mouvements étrangers, je demande la libération de tous mes amis. »

Dans un premier temps, les autorités iraniennes se justifient : les personnes arrêtées sont entrées clandestinement sur le sol iranien. Puis elles changent d'avis et proposent leur expulsion vers leurs pays d'origine. « Les Iraniens ont même suggéré que ces expulsions se fassent en collaboration avec les ambassades concernées. Pour certains c'était envisageable, et ils sont rentrés dans leur pays. Mais pour la majorité d'entre eux, c'était trop dangereux, ils risquaient la prison et la torture dans leurs pays d'origine, alors ils ont refusé : la prison en Iran leur paraissait moins dangereuse qu'un retour. Finalement, ils ont été relâchés, et une grande partie d'entre eux est repartie vers le Pakistan et l'Afghanistan », explique Abou Hafs.

Pour le Mauritanien et sa famille, la situation semble se calmer, le quotidien s'égrène tranquillement. Jusqu'à un coup de théâtre brutal : en décembre 2002, Abou Hafs, à son tour, est arrêté.

« Un mois plus tôt, j'avais trouvé un accord avec les Iraniens pour quitter le pays. Ils devaient me donner des documents de voyage qui me permettent de prendre un avion et de partir. Ma destination finale devait être mon pays, la Mauritanie. Je pensais que dorénavant les risques y seraient moins importants. Je n'avais rien à me reprocher, affirme-t-il, je n'ai jamais commis un quelconque acte en dehors de la loi dans mon pays d'origine. Mais les Iraniens ont refusé cette option : ils voulaient me faire sortir du pays de manière clandestine, et se débarrasser de moi en m'envoyant vers la Turquie ou le Pakistan, comme ils l'ont fait pour d'autres. De là, j'aurais pris un avion avec les faux documents qu'ils étaient censés me remettre…

» Je n'ai pas cru à leur sincérité, et surtout, je savais bien quels risques j'encourrais en acceptant cette option : les Turcs comme les Pakistanais m'auraient arrêté et emprisonné en attendant de me remettre aux Américains. Mais je ne pouvais pas opposer aux Iraniens une fin de non-recevoir : je devais leur faire croire que j'acceptais leur offre. C'est ce que j'ai fait.

» J'ai quitté Téhéran fin novembre 2002, neuf mois après mon entrée en Iran, en compagnie de ma famille, en faisant mine de partir en voiture pour la Turquie. Mais je me suis en réalité dirigé vers la ville d'Arak, au centre de l'Iran, puis à Karaj, une ville située à 30 kilomètres à l'ouest de Téhéran,

où résidaient des compagnons de différentes nationalités arabes. J'y ai loué un appartement pour ma famille et moi. J'étais toujours sur le qui-vive. Un mois plus tard, le soir du 25 décembre 2002, six hommes armés ont fracassé notre porte d'entrée, semant la panique parmi les miens. Ils ont fouillé la maison, mais n'ont rien trouvé de ce qu'ils semblaient chercher, sans doute des armes ou des documents compromettants. Ils ont fini par m'emmener, seul. J'ai été conduit à Téhéran, à la prison d'Evin. J'étais très inquiet. J'étais entré en Iran, ainsi que tous les autres djihadistes en provenance d'Afghanistan, sur invitation des autorités iraniennes, et là je me retrouvais en prison. Les Iraniens avaient-ils décidé de nous remettre aux Américains ? Allaient-ils nous garder pour nous utiliser à d'autres fins ? Étions-nous une carte dans leur jeu diplomatique avec les Occidentaux, dans leur bras de fer au sujet des sanctions internationales dont ils étaient victimes ? Je me posais beaucoup de questions, je n'avais aucune réponse », se souvient l'ancien mufti d'al-Qaida.

Les jours passent… Abou Hafs se rend compte qu'il n'est pas le seul djihadiste dans cette prison. « Mon voisin de cellule, un Égyptien, Abou Oubaida al-Mouhajir, me parlait à travers le mur. Il ne me voyait pas, je ne lui ai pas donné mon identité, mais il a reconnu ma voix ! Il m'a dit que d'autres compagnons d'al-Qaida étaient emprisonnés avec nous. Il m'a aussi appris l'invasion de l'Irak par les Américains et la chute du régime de Saddam Hussein. »

Au bout de quatre mois, Abou Hafs apprend qu'il doit être libéré, tout comme l'ensemble de ses amis. Puis, au dernier moment… « J'avais ramassé toutes mes affaires et j'étais déjà sorti de cellule. J'arrivais dans la cour de la prison où une voiture m'attendait. Soudain, un garde iranien m'a interpellé : "Docteur Abdallah !" Il m'a dit que je devais rester avec lui. Il m'a reconduit vers ma cellule. »

À ce moment-là seulement, l'ancien mufti d'al-Qaida comprend que les Iraniens connaissent son identité depuis le début. Mais savent-ils qu'il n'est pas la seule grande figure islamiste étrangère entre leurs mains ? « Dès mon arrivée en Iran, les responsables m'avaient demandé de leur dire qui étaient les chefs importants d'al-Qaida ou des autres groupes djihadistes arabes entrés en Iran. J'avais refusé ! » affirme-t-il.

À ce moment-là de son discours, j'avoue avoir du mal à croire qu'Abou Hafs n'ait donné aucun nom aux Iraniens. Certes, l'Iran depuis les années 1990 s'était montré confraternel avec al-Qaida, mais cela

n'empêchait pas les services secrets d'être toujours à l'affût de la moindre information susceptible d'être utile un jour. Et mieux valait pour l'Iran savoir exactement quels membres d'al-Qaida il hébergeait ! Devinant mes doutes, Abou Hafs insiste : « De toute façon, comme nous avions décidé, mes amis et moi, de donner de fausses identités, je n'avais aucun nom à leur procurer. Mais les Iraniens avaient leurs propres moyens pour nous identifier », ajoute-t-il, désireux de me faire bien comprendre que si les Iraniens avaient obtenu les informations qu'ils recherchaient, ce n'était pas grâce à lui. Mais j'ai encore du mal à le croire. Je le lui dis, en y mettant les formes. « Il est quand même étonnant qu'un gouvernement comme l'Iran ait accueilli "gratuitement" tous ces hommes dont une grande partie était recherchée par plusieurs puissances… pour leur implication dans des événements aussi graves que le 11 Septembre, non ? »

Abou Hafs me regarde pour la première fois avec un regard perçant : « Les Iraniens avaient leurs propres motivations pour nous accueillir. La plus importante était sans doute de pouvoir nous utiliser comme éléments d'échange avec les Occidentaux, surtout les Américains avec lesquels ils espéraient probablement améliorer les relations, très tendues depuis si longtemps, depuis la révolution de l'ayatollah Khomeini, le fondateur de la République islamique d'Iran après la chute du Shah en 1979. Mais tout au long de notre séjour chez eux, ils se sont montrés courtois et très diplomates. Leurs demandes ont toujours été faites de manière très respectueuse. Jamais de pression directe. Évidemment, je n'étais pas naïf », me répond-il, refusant sèchement de me donner plus de détails.

Les demandes des Iraniens étaient faites de manière respectueuse : c'est ce qu'il vient de me dire. A-t-il répondu à certaines d'entre elles ? S'il refuse de m'en dire plus, n'est-ce pas parce qu'il craint des représailles ? Ou bien couvre-t-il d'anciens compagnons ? Certains auraient-ils joué des rôles prépondérants dans des actions violentes ? Seraient-ils encore en fuite ?

Je continue à lui expliquer que je sais un certain nombre de choses : par exemple, que durant cette période, plusieurs dirigeants importants d'al-Qaida et d'autres groupes djihadistes étaient à ses côtés en Iran. Et que certains d'entre eux étaient à cette époque recherchés par un très grand nombre de pays, États-Unis en tête. Par exemple Seif al-Adel, l'ancien responsable de la sécurité personnelle de Ben Laden, qui était à ses côtés au Soudan puis en Afghanistan. Cet ancien parachutiste des forces spéciales

égyptiennes était à la tête de la sécurité d'al-Qaida, au moins jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Il était également en charge des archives d'al-Qaida, dont les troupes américaines ont réussi à s'emparer à Kandahar à l'automne 2001. Membre du Majlis al-Shoura, l'organe de direction d'al-Qaida, al-Adel a été inculpé pour sa participation aux attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es Salam en août 1998. Une récompense de 5 millions de dollars a été offerte par le gouvernement américain pour son arrestation. C'est également lui qui a enregistré les dernières volontés de Mohammed Atta, le chef du commando des pirates du 11 Septembre, et de son comparse, le Libanais Zyad Jarrah. Selon des témoignages obtenus par les Américains auprès de plusieurs prisonniers liés à al-Qaida, al-Adel est bien entré avec Abou Hafs en Iran où il a été placé en résidence surveillée. À plusieurs reprises, on l'a dit libre, échangé contre des otages iraniens aux mains d'al-Qaida. Mais il serait, aux dernières nouvelles, selon un compte de Twitter affilié à al-Qaida, entré en Syrie pour aider la branche locale d'al-Qaida contre l'intervention russe dans la guerre civile syrienne. À l'heure où j'écris ces lignes, il est toujours officiellement en fuite et recherché.

« Je ne peux confirmer ces informations. Je ne parle pas des gens sans leur accord, surtout si cela peut leur créer des problèmes de sécurité », insiste Abou Hafs, bottant en touche quand je prononce le nom de Seif al-Adel.

Seconde grande figure du djihad arabe passée par l'Iran au lendemain de la débâcle des talibans et d'al-Qaida en Afghanistan, Abou Moussab al-Zarkaoui (né Ahmad Fadil Nazzal al-Khalayleh) : cet homme n'est autre que le créateur de ce qu'on appelle l'État islamique (EI), qui a proclamé le califat en Irak et en Syrie et qui est aujourd'hui l'organisation djihadiste la plus puissante et la plus violente. Abou Hafs, cette fois, admet sans hésiter qu'il était bien avec lui en Iran. Mais il dresse un portrait plutôt décalé de cet islamiste réputé pour sa cruauté et son extrémisme.

« Zarkaoui était bien avec nous dans la prison d'Evin à Téhéran, en février 2003, reconnaît Abou Hafs. Je le connaissais, et j'en garde le souvenir d'un homme agréable. Oussama et moi l'avions fréquenté en Afghanistan, c'était un jeune bien élevé, poli. J'avais de très bonnes relations avec lui et il lui arrivait comme tout le monde de venir me consulter sur des questions liées à la charia. On dit qu'il était un ancien délinquant, cela ne se voyait pas du tout. C'était plutôt un jeune musulman

engagé et très pieux. Mais il n'était pas membre d'al-Qaida à cette époque, même s'il fréquentait le groupe, précise-t-il.

» En tout cas, reprend-il, même en Iran, il avait sans doute des appuis sérieux, car il est parvenu à se faire libérer. Je ne sais pas si les Iraniens l'ont reconnu ou non. À cette époque, beaucoup de djihadistes avaient de faux papiers. Al-Qaida et ses alliés avaient de formidables faussaires. Ils pouvaient établir de vrais faux passeports et des visas occidentaux indécelables. Beaucoup de gens ont voyagé sans aucun problème avec ce genre de documents un peu partout dans le monde, y compris avec des passeports français. Ces derniers servaient en général dans les pays francophones. Ceux qui les détenaient présentaient tous de parfaits profils de citoyens français, et ils étaient très entraînés : ils parlaient très bien la langue et avaient une bonne culture française. La même technique était utilisée par tout le monde. Mais ce qui est sûr, c'est que si les Iraniens avaient su ce que ferait Zarkaoui plus tard en Irak, ils ne l'auraient jamais laissé partir », confie Abou Hafs, se référant aux atroces massacres commandités par Zarkaoui contre les chiites irakiens, frères en religion des chiites iraniens.

Le portrait qu'Abou Hafs fait de Zarkaoui m'oblige ici à consacrer un peu de temps à l'évocation du parcours sanglant de cet homme que rien ne prédestinait à un destin exceptionnellement cruel.

Né dans une famille modeste de la ville de Zarka, non loin d'Amman, la capitale de Jordanie, Ahmad Fadil al-Khalayleh, connu désormais sous le nom de Zarkaoui, a vécu une enfance banale dans cette ville de 80 000 habitants où se côtoient ouvriers et réfugiés palestiniens, irakiens mais aussi des familles bédouines sédentarisées, comme la sienne.

Zarkaoui est né peu avant l'épisode sanglant de Septembre noir. Et il en est un pur produit. Le 6 septembre 1970, dans un contexte de tension aiguë entre le roi Hussein de Jordanie et la direction politique du mouvement national palestinien, le vol TWA 741 au départ de l'aéroport de Francfort-sur-le-Main et le vol Swissair 100 au départ de l'aéroport international de Zurich sont détournés par des commandos du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Ils atterrissent sur Dawson's Field, une ancienne base désaffectée de l'armée britannique en Jordanie, près de Zarka. Un autre détournement, celui du vol El Al 219 au départ de l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol, est déjoué : le pirate Patrick Argüello est tué et sa

partenaire Leïla Khaled est arrêtée et remise aux autorités britanniques à Londres. Deux autres pirates de l'air, qui ne peuvent monter à bord du vol El Al, détournent à la place un appareil de la Pan Am vers Beyrouth puis Le Caire, plutôt qu'à Dawson's Field. Un cinquième avion, le vol BOAC 775 venant de Bahreïn, est détourné le 9 septembre 1970 par un sympathisant du FPLP et forcé d'atterrir à Dawson's Field pour faire pression sur les Britanniques afin de libérer Leïla Khaled.

La majorité des trois cent dix otages est transférée vers Amman et libérée le 11 septembre. Mais les membres d'équipage et cinquante-six passagers de confession juive sont maintenus en détention. Six otages sont eux aussi gardés par le FPLP, car ils sont citoyens américains. Le 12 septembre, le FPLP fait exploser les avions vides, devant la presse internationale. C'est l'événement qui met le feu aux poudres : le roi Hussein de Jordanie décrète la loi martiale le 16 septembre. Le lendemain, l'armée jordanienne intervient massivement, et l'artillerie commence à bombarder les camps de réfugiés et les bâtiments qui abritent les organisations palestiniennes. Au bout de dix jours de pilonnages, les camps sont rasés et les organisations palestiniennes doivent trouver refuge au Liban et même en Israël, car certains des combattants de Yasser Arafat traversent la frontière israélienne pour ne pas se faire massacrer par les soldats jordaniens.

La Syrie place alors des blindés à la frontière afin de venir en aide aux Palestiniens, mais Hussein sollicite l'aide des États-Unis et de leurs alliés pour empêcher la Syrie d'intervenir. Israël répond à la demande d'aide des Jordaniens en envoyant des avions simuler des attaques contre les chars syriens. L'armée syrienne fait demi-tour, abandonnant les troupes d'Arafat à leur sort. Le 27 septembre 1970, le président égyptien Nasser parvient à faire cesser les hostilités entre la Jordanie et les Palestiniens. Bilan de ce qui restera dans l'histoire sous le nom de « Septembre noir » : trois mille morts et dix mille blessés, presque tous Palestiniens.

C'est l'époque où la petite ville de Zarka abrite parmi ses habitants palestiniens un petit noyau d'activistes islamistes, dont Abdallah Azzam, qui plus tard sera considéré comme le père du djihad moderne, et fondateur avec Ben Laden de ce qui deviendra al-Qaida. Sous l'influence de ce genre de personnages, la ville devient très vite un bastion de l'islamisme radical.

Au fil des années, élève moyen, peu porté sur les études, glissant vers la délinquance, Zarkaoui a alors tout de la cible idéale pour les recruteurs islamistes. Petit caïd de quartier, craint et redouté par les autres jeunes,

grand consommateur d'alcool et de drogue, il commet plusieurs agressions qui vont faire de lui un habitué des postes de police et de la prison. Dans son quartier, on le surnomme « l'homme vert » en raison de tatouages aux bras, une pratique bien peu religieuse. Sa famille s'inquiète de sa dérive délinquante, et décide de l'envoyer dans une école coranique du quartier pour le remettre dans le droit chemin. Zarkaoui a alors 18 ans. L'établissement est fréquenté par des activistes islamistes. Très vite, le jeune homme se métamorphose en un pieux musulman. Cinq ans plus tard, à la fin des années 1980, à l'âge de 23 ans, l'ancien voyou est totalement acquis aux thèses islamistes, et décide de partir pour l'Afghanistan. Il choisit son nom de combattant : Abou Moussab al-Zarkaoui, en référence à sa ville natale, Zarka.

Zarkaoui atterrit dans les camps d'entraînement d'Oussama Ben Laden et se bat contre les troupes soviétiques en Afghanistan. Après le retrait de ces dernières du territoire afghan, en février 1989, le Jordanien décide de rester sur place et voyage un peu partout en Afghanistan et au Pakistan. Zarkaoui n'est encore qu'un fantassin ordinaire, pour le moment « en permission ». Au cours de cette période, il rencontre Abou Mohammed al-Maqdisi, un théologien charismatique qui a une grande influence dans les milieux djihadistes. Al-Maqdisi prêche contre les gouvernements arabes. Il appelle à leur renversement, condition *sine qua non* selon lui pour changer la situation du monde arabe. Et il n'est qu'un moyen d'après lui pour y parvenir : la violence. Sous son influence, Zarkaoui retourne en Jordanie et crée une cellule djihadiste locale destinée à renverser le régime. Al-Maqdisi l'y rejoint.

Un an après leur retour, les deux hommes sont arrêtés et jugés pour détention d'armes : ils refusent de prendre des avocats, et se défendent eux-mêmes en portant des accusations contre le roi Hussein de Jordanie et contre le procureur : le souverain et le magistrat, selon eux, ne suivent pas le bon chemin puisqu'ils n'appliquent pas les préceptes divins et ne respectent donc pas l'islam. Ils sont condamnés à quinze ans de prison pour détention d'armes.

En prison, Zarkaoui et al-Maqdisi sont placés à l'isolement. Zarkaoui met ce laps de temps à profit pour étudier et faire siennes les théories salafistes d'al-Maqdisi. Après huit mois et demi, l'isolement du jeune homme prend fin. Zarkaoui fédère alors un groupe de prisonniers autour de lui et commence à jouer les émirs. Il profite d'ailleurs de ce passage en prison

pour tenter d'effacer ses tatouages avec de l'acide, ce dont il gardera des cicatrices définitives.

En 1999, après la mort du roi Hussein, son fils aîné monte sur le trône. Pour inaugurer son investiture, Abdallah II offre une grâce royale aux détenus : ils peuvent sortir de prison à condition de quitter la Jordanie pour ne jamais y revenir. Al-Maqdisi refuse le marché contrairement à Zarkaoui, qui accepte l'exil et reprend la route de l'Afghanistan. Après sept ans d'emprisonnement, la personnalité de Zarkaoui a changé : il est devenu un leader.

En Afghanistan, il se lie d'amitié avec Ben Laden, mais n'intègre pas al-Qaida. Le Jordanien fait venir d'autres jeunes de son pays, et finit par ouvrir son propre camp d'entraînement, créant son propre groupe, Tawhid Wal Djihad. Ben Laden l'aide, même si Zarkaoui ne lui a pas fait allégeance comme il l'aurait souhaité.

« Son groupe était proche d'al-Qaida, mais ses positions n'étaient pas toujours alignées sur notre ligne officielle. Il se laissait aller à des interprétations un peu trop radicales du djihad », précise à ce sujet Abou Hafs.

Expulsé, ou échappé d'Iran après s'y être réfugié en même temps qu'Abou Hafs, Zarkaoui part avec ses fidèles pour le Kurdistan irakien, une zone au nord de l'Irak qui échappe au contrôle de Saddam Hussein depuis 1991. Nous sommes au printemps 2002, le régime irakien s'apprête à vivre ses dernières heures, les Américains se préparent à envahir le pays.

Zarkaoui s'allie avec le groupe salafiste local Ansar al-Islam, qui deviendra Ansar al-Sunna, un groupe essentiellement composé de djihadistes kurdes. C'est depuis cette région que le Jordanien commandite l'atroce assassinat du diplomate américain Lawrence Foley, en Jordanie, ce qui lui vaudra de se faire condamner à mort par contumace dans son pays d'origine.

Les Américains n'ignorent pas la présence de Zarkaoui en Irak. Colin Powell, le secrétaire d'État américain de l'époque, l'utilisera d'ailleurs comme un argument pour justifier l'invasion alors imminente de l'Irak, arguant que Zarkaoui est le trait d'union entre Saddam Hussein et al-Qaida. Un argument qui ne convainc pas grand monde, en raison des différences politiques notoires opposant le régime laïc de Saddam Hussein et l'orientation islamiste d'al-Qaida et de ses alliés. Et lorsque je pose la question à Abou Hafs, il est péremptoire : « En vérité, affirme-t-il, Saddam

n’a jamais voulu avoir le moindre contact avec nous. Ni avec al-Qaida, ni avec un autre groupe djihadiste. Il était tellement laïc qu’il n’imaginait même pas rencontrer des gens comme Ben Laden ou Zarkaoui. Il était même carrément antireligieux ! insiste-t-il avec force. Pourtant Saddam était sunnite lui aussi, mais il était allergique à toute présence de la religion dans le champ politique. Même les chiites et les chrétiens étaient tenus à distance de la politique par son régime. Donc je suis absolument formel : les liens supposés entre Saddam et Zarkaoui ou tout autre djihadiste relèvent de l’imaginaire », soutient-il.

Après un court instant, il reprend : « Ou plutôt, cela relève d’une politique américaine manipulatrice. L’administration Bush a voulu faire peur en affirmant que le leader irakien et Ben Laden étaient proches. Pour Bush, c’était un argument de poids pour lancer la deuxième guerre du Golfe. Pourtant à l’époque, même les services secrets américains ont exprimé leurs doutes sur cette liaison entre Saddam et al-Qaida. »

Concernant Zarkaoui, les Américains vont jusqu’à l’accuser de détenir des armes chimiques, et affirment avoir déjoué un attentat qu’il aurait planifié en Jordanie. Selon eux, l’opération aurait dû provoquer un nuage chimique qui aurait pu faire entre soixante mille et quatre-vingt mille victimes… Érigé au rang d’ennemi public numéro un, Zarkaoui voit alors sa tête mise à prix à hauteur de 25 millions de dollars, une somme équivalente à celle promise pour Ben Laden. Dès lors, il devient une sorte de mythe. Quand la guerre américaine est finalement lancée contre Saddam Hussein en Irak, peu nombreux sont ceux qui croient vraiment à son existence. En Irak, la population pense que les Américains l’ont inventé de toutes pièces pour légitimer leur intervention.

Mais après la chute du régime de Saddam en avril 2003, Zarkaoui lance plusieurs opérations particulièrement violentes en Irak. Parmi les nombreux attentats dont il est responsable, celui contre l’ambassade de l’ONU à Bagdad : vingt-deux morts, dont le représentant du secrétaire général de l’ONU, Sergio Vieira de Mello. Le Jordanien frappe aussi dans son propre pays, où il commandite trois attentats simultanés contre trois hôtels d’Amman. Il organise des prises d’otages et des assassinats d’étrangers, commis avec la plus grande cruauté, comme celui du jeune entrepreneur américain Nicholas Berg égorgé face à la caméra. L’exécution est scénarisée et mise en ligne sur le Net. « Pour sauver cet âne impie, des émissaires nous ont proposé tout l’argent que nous voulions (dont nous

avons un besoin pressant pour faire tourner la roue du djihad). […] Afin de susciter les volontés et réjouir les musulmans d'Orient et d'Occident, nous avons décidé que cet impie ne serait pas racheté, même si on nous proposait son poids en or. Il faut que les ennemis de Dieu sachent qu'il n'y a dans notre cœur aucune trêve ni pitié pour eux », écrit Zarkaoui sur son site internet.

Le Jordanien tient promesse. Les exécutions d'otages se succèdent et sont elles aussi mises en scène de manière terrifiante, au point de provoquer le départ de la majorité des étrangers d'Irak, salariés des entreprises de reconstruction, d'organisations non gouvernementales, mais aussi employés de l'ONU et journalistes.

Zarkaoui veut organiser le chaos. Dans une longue correspondance adressée à Ben Laden, le Jordanien explique qu'il veut avant tout empêcher la création d'un gouvernement national et pro-occidental en Irak : « L'idéal serait que nous puissions, comme nous le souhaitons, ruer dans les brancards et faire échouer leur plan. Sinon, ce qu'à Dieu ne plaise, le gouvernement étendra sa domination sur le pays. Alors il ne nous restera qu'à refaire nos bagages et partir pour un autre pays en reprenant l'étendard, à moins que Dieu ne préfère que nous mourions en martyr. »

Pour lui, la guerre doit être totale. Elle vise tous « les impies », ce qui inclut la majorité des musulmans, les chiites en premier : « Des hérétiques, des serpents à l'affût, des scorpions rusés et fourbes, des ennemis aux aguets, un poison mortel », insulte-t-il.

Les Kurdes ne sont pas épargnés. Ils « ont applaudi les Américains et leur ont donné leurs cœurs, puis ouvert leur terre aux juifs. Ils en sont devenus une arrière-garde, leur cheval de Troie […]. Parmi les Kurdes, la voix de l'islam s'est tue. Dans leur région l'éclair de la religion s'est éteint », accuse-t-il. Même les sunnites, branche de l'islam dont il se revendique, ne trouvent aucune grâce à ses yeux. « Ils sont plus égarés que des brebis parmi les loups. Sans guide, ils errent dans le désert de la naïveté et de la négligence, divisés et éparpillés, sans chef qui pourrait les réunir et préserver le meilleur d'eux. »

Le Jordanien ne semble accorder de respect qu'aux seuls hommes qui lui ressemblent, les djihadistes, qu'il dépeint comme « les meilleurs des sunnites et la fine fleur de ce pays ».

La vision est élémentaire, mais les résultats sont criants. Sous les ordres de Zarkaoui, des centaines d'Irakiens, toutes communautés confondues,

sont massacrés. C'est le début d'une guerre civile entre Irakiens sunnites et chiites. Zarkaoui ne fait pourtant pas l'unanimité, y compris au sein de ses alliés islamistes. Il est critiqué par de nombreux leaders djihadistes, et parmi eux, son ancien codétenu et mentor al-Maqdisi. Ce dernier n'hésite d'ailleurs pas à le désavouer clairement en publiant la condamnation de ses actes sur son propre site internet : « L'erreur qui consiste à épargner le sang de mille impies est moins grave que celle qui consiste à faire couler celui d'un seul musulman », écrit al-Maqdisi.

La propre tribu de Zarkaoui en Jordanie, les Bani Hassan, va condamner publiquement les atrocités attribuées au Jordanien. Mais il se moque bien des critiques, d'autant qu'il parvient à garder de bonnes relations avec certains de ses amis, notamment Ben Laden. Les échanges entre eux se poursuivent, et en 2004 le Saoudien désigne l'ancien voyou de Zarka comme « le chef d'al-Qaida en Mésopotamie ». Une alliance qui va durer. « Ils avaient besoin l'un de l'autre, m'explique Abou Hafs. Zarkaoui dirigeait un groupe inconnu dans le monde musulman, alors que Ben Laden était à la tête d'une organisation historiquement crédible, et très populaire chez les musulmans. Zarkaoui a gagné en visibilité en adoptant le nom d'al-Qaida. Ben Laden, lui, se trouvait dans une situation compliquée puisque ses mouvements et champs d'action devenaient très limités. Il a découvert en Zarkaoui le moyen de continuer à donner à al-Qaida une existence sur le terrain. Et l'Irak à cette époque était le meilleur endroit pour cela », analyse l'ancien mufti d'al-Qaida.

Les prémices de ce qui deviendra plus tard l'État islamique sont jetées. Après une fusion en 2006 avec d'autres organisations djihadistes, l'émirat d'al-Qaida en Mésopotamie va se transformer en un État islamique en Irak et au Levant, avant de devenir ce qu'on appelle aujourd'hui l'État islamique. L'organisation djihadiste la plus importante et la plus sanguinaire qu'on ait jamais connue.

XI
Dans les geôles iraniennes

Dès le premier jour de son arrivée, les Iraniens ont donc identifié Abou Hafs. Le Mauritanien s'inquiète. Que vont-ils faire de lui ? Le remettre aux Américains ? Ou bien, comme tant d'autres compagnons de Ben Laden, sera-t-il à son tour envoyé dans un de ces *black sites*, ces prisons aussi secrètes que sinistres que la CIA a établi un peu partout dans le monde avec la complicité de certains pays ? À moins qu'il ne soit directement expulsé vers le tristement célèbre bagne de Guantánamo, dans les Caraïbes, où croupissent déjà dans des conditions atroces certains de ses amis ? Ou encore remis à son pays, la Mauritanie, alors gouvernée d'une poigne de fer par un régime allié des Américains dans la lutte contre le terrorisme ? En digne Saharien, Abou Hafs ne montre rien de ses craintes. Il s'emploie à rester calme et paraître serein. « En bon croyant, j'ai remis mon sort entre les mains d'Allah », précise-t-il.

Transféré dans une prison secrète gérée par les services de renseignements, Abou Hafs est mis à l'isolement. Une grande cellule, deux pièces sommairement équipées, un banc pour dormir, et un point d'eau. Et quelques bonnes surprises pour Abou Hafs : « J'ai trouvé des petits bouts de papier cachés dans les interstices des murs, des mots griffonnés sur les murs et les tapis. J'ai ainsi découvert qu'une grande partie des combattants d'al-Qaida était passée par là », explique-t-il, ravi de ce souvenir. Parmi ces hommes dont le Mauritanien trouve la trace, de nombreux Yéménites, dont Abou Bassir al-Yamani, alias Nassir al-Wahishi. Il a rejoint al-Qaida en 1998 et a été le secrétaire personnel de Ben Laden. Expulsé par les Iraniens vers son pays d'origine, il est devenu le chef de la branche locale d'al-Qaida en 2002. Après la fusion de son groupe avec la branche saoudienne

d'al-Qaida, il a été désigné émir d'al-Qaida dans la péninsule Arabique (AQPA)[1].

« Dans ma prison iranienne, beaucoup de prisonniers, comme Abou Bassir, avaient laissé des messages codés à destination d'autres djihadistes qui passeraient par là. C'est comme cela que de nombreuses informations ont circulé entre les détenus et le monde extérieur. Plus tard, je m'y suis mis moi aussi. »

L'isolement de l'ancien mufti d'al-Qaida ne dure pas longtemps. « Après quelques semaines, tous les détenus djihadistes ont été transférés dans une autre prison, à Karaj, près de Téhéran. Là-bas, nous avions le droit d'écouter la radio. Nous suivions donc les actions de la résistance irakienne contre l'occupation américaine. Ses succès nous donnaient beaucoup de courage. Nous nous réjouissions des pertes que les combattants irakiens infligeaient aux Américains », confie-t-il.

Toujours chargé par les autres djihadistes de jouer les porte-parole, Abou Hafs se plaint auprès des Iraniens et réclame sa libération ainsi que celle de ses compagnons. À force d'insister, il finit par obtenir une invitation à Téhéran pour évoquer le sujet avec les autorités concernées. « J'ai été amené à Téhéran chez le conseiller du ministre de la Sécurité chargé des affaires liées aux groupes djihadistes. L'accueil a été très courtois. Le conseiller parlait très bien arabe. Je lui ai rappelé que nous étions entrés en Iran avec l'accord du gouvernement. Le conseiller était disposé à évoquer tous les problèmes liés à notre situation. Mais je lui ai dit qu'en préambule à cette discussion je devais avoir la certitude que son gouvernement ne nous livrerait jamais aux Américains. Pour faire pression, je lui ai rappelé que j'avais moi-même conclu un accord avec son gouvernement, au nom de tous mes amis, ceux qui étaient entrés avec moi et ceux qui sont arrivés plus tard. Mais que dorénavant, puisqu'ils étaient tous sur le sol iranien, il n'y avait plus aucune raison pour que je parle en leur nom. J'ai insisté pour qu'il discute avec tout le monde. Le conseiller m'a demandé de lui suggérer des noms, et je lui en ai donné. » Abou Hafs a-t-il pris soin de dissimuler les véritables identités de ses amis ou a-t-il oublié de le faire, participant ainsi de manière indirecte à l'identification de certains de ses amis auprès des Iraniens ? Il ne répondra jamais à la question.

« Mais il n'y a pas eu de suite… Chacun est retourné dans sa cellule. La majorité des groupes djihadistes a alors tenu une réunion et m'a désigné émir général des détenus en Iran », explique Abou Hafs.

Depuis leur incarcération, Abou Hafs et les autres prisonniers n'ont aucune nouvelle de leurs familles. Aussi sont-ils très heureusement surpris, trois jours après la fameuse invitation du conseiller du ministre, d'apprendre que leurs proches viendront leur rendre visite.

La joie va être de courte durée. Quelques jours après ces visites, les détenus apprennent que l'Iran a entamé des discussions avec les États-Unis au sujet des djihadistes présents sur son territoire, dont certains noms ont peut-être été indirectement ou par inadvertance donnés par Abou Hafs. « Tout le monde était très inquiet. Être remis aux Américains et jetés à Guantánamo ? Vu toutes les atrocités subies par les prisonniers déjà entre les mains des Américains… Vous pouvez aisément imaginer l'ambiance qui régnait alors parmi nous », se remémore Abou Hafs.

Le Mauritanien et ses compagnons vont passer six mois dans cette prison à méditer sur leur sort et à prier de ne jamais être livrés aux Américains. « Les Iraniens nous ont alors jugés. Un drôle de procès, au cours duquel aucune peine n'a été prononcée. C'était juste pour justifier de nous avoir mis en prison ! » s'indigne Abou Hafs. Le temps passe lentement, Abou Hafs et ses amis envisagent toutes les hypothèses, y compris la pire : être remis aux Américains. Pour protester contre leur sort, ils décrètent une grève de la faim, et réclament un transfert dans une prison plus confortable.

« Quelques semaines plus tard, l'état de santé d'une grande partie des grévistes de la faim s'est gravement dégradé, et certains détenus risquaient de mourir. Les Iraniens ont compris : ils nous ont alors transférés dans un complexe résidentiel situé dans une zone militaire. Nos familles ont eu le droit de nous y rejoindre. Chaque foyer avait son propre appartement, avec télévision, frigo et l'essentiel des équipements nécessaires au quotidien, reconnaît le Mauritanien. Mais même si nous étions heureux d'être avec nos familles, nous n'étions toujours pas libres de nos mouvements. Les groupes de prisonniers étaient séparés dans des blocs isolés. Mais nous parvenions à communiquer, grâce à des ruses diverses… », assure-t-il.

Assigné ainsi à résidence, surveillé, l'ancien mufti d'al-Qaida mène durant trois ans une vie monotone. Les détenus djihadistes emprisonnés à ses côtés sont pour la plupart plus jeunes que lui, célibataires et peu instruits. Il leur enseigne le Coran, dirige la prière, et de temps en temps joue le porte-parole auprès des autorités pénitentiaires.

Selon lui, l'un des rares épisodes intéressants de cette période est la rencontre du ministre de la Sécurité envoyé par le Guide suprême de la

république chiite. « J'étais le porte-parole, c'est donc moi qui ai été choisi pour rencontrer le ministre. Il était accompagné d'une importante délégation, dont deux conseillers chargés du dossier des groupes djihadistes, Abdallah et Jawad X. J'ai profité de notre entrevue pour leur rappeler que nous étions entrés en Iran sur invitation du gouvernement, et que notre détention était donc choquante. Le ministre s'est montré courtois et m'a rassuré : l'Iran ne nous remettrait jamais aux Américains, notre détention était destinée à nous protéger… Avant de partir, il a donné des instructions afin que toutes nos demandes et réclamations soient satisfaites », se souvient Abou Hafs.

À l'issue de cette visite, Abou Hafs constate un net changement dans le comportement des gardiens avec les détenus, et des améliorations dans la vie quotidienne des prisonniers. Mais les relations se dégradent entre les détenus eux-mêmes. « J'arrivais à résoudre la majorité des problèmes, en tant que leader. Mais à un moment donné, je ne me suis plus senti en mesure de gérer tout cela : la plupart des différends entre les détenus concernaient les tensions entre leurs épouses ou leurs enfants ! Je n'avais pas de temps à perdre avec ces jérémiades. J'ai demandé à être transféré dans un autre bloc où vivaient des détenus plus en phase avec moi : des dirigeants d'al-Qaida et même des membres de la famille de Ben Laden. Pour moi, ce fut presque une renaissance ! affirme-t-il sans rire. Pour la première fois depuis notre fuite d'Afghanistan, je me retrouvais avec des amis très proches, des compagnons d'armes, avec qui j'avais partagé une bonne partie de ma vie, et avec la famille de mon meilleur ami Ben Laden, que je considérais comme ma propre famille », raconte le Mauritanien, se souvenant avec émotion de ces retrouvailles.

Je cherche alors à en savoir plus sur les dirigeants d'al-Qaida et les membres de la famille de Ben Laden présents avec lui à ce moment-là. Comme à son habitude, Abou Hafs ne se montre guère enthousiaste pour répondre à ce type de question. « Je ne veux pas donner de noms, cela peut causer des soucis à ces personnes, surtout celles qui pourraient encore être recherchées », dit-il, faisant allusion aux dirigeants d'al-Qaida encore vivants aujourd'hui. Sur ses amis, Abou Hafs reste donc muet. Je parviens tout de même à le faire parler des membres de la famille de Ben Laden présents à ses côtés dans les « geôles » iraniennes.

« Il y avait donc Oum Hamza – de son vrai nom Khayriah Sabar –, la troisième épouse d'Oussama Ben Laden, et son fils Hamza. Et puis d'autres

enfants, ceux de Najwa, la première épouse de Ben Laden : Saad, Othman, Fatima, Bakr, Imane. Najwa, leur mère, s'était réfugiée peu avant le 11 septembre dans sa famille en Syrie. Il y avait aussi une dizaine de petits-enfants du chef d'al-Qaida. Quand j'ai été déplacé dans le nouveau bloc, tout ce monde m'a réservé un accueil très chaleureux. Chacun voulait nous inviter, ma famille et moi, à déjeuner ou dîner. En raison de mes liens personnels avec Ben Laden, la première invitation que j'ai acceptée était celle de sa famille dont nous avions toujours été très proches. D'ailleurs, je suis redevenu naturellement le tuteur des Ben Laden dans notre prison iranienne », raconte Abou Hafs.

Dans ce nouveau lieu de vie, le quotidien d'Abou Hafs évolue sensiblement. Certes, il est toujours détenu, mais il s'ennuie moins. Outre le voisinage de « qualité » dont il bénéficie désormais, avec la présence de personnalités importantes de la galaxie djihadiste et de la famille de Ben Laden, Abou Hafs a aussi accès à une clinique médicale, et ses enfants fréquentent une école au programme scolaire importé d'Arabie saoudite. Mieux encore : la prison organise pour tout ce beau monde des sorties collectives en ville ou à la campagne ! Et le mufti d'al-Qaida bénéficie même d'un accès privé à Internet. « C'était deux mois après mon transfert dans le nouveau bloc. J'avais fait une demande d'accès à Internet et elle a été acceptée. C'était une révolution ! Même si ma navigation sur les sites d'information était limitée et que je ne pouvais pas créer de boîte e-mail, c'était déjà beaucoup ! » reconnaît-il.

Pourquoi tant de possibilités lui ont-elles été offertes, à lui et pas aux autres ? Abou Hafs dit ne pas connaître la réponse à cette question. Les Iraniens lui tendaient-ils un piège pour accéder à des informations sensibles en exploitant ses données de navigation ? Ou bien au contraire le remerciaient-ils ainsi de sa « bonne tenue » ? « Franchement, je ne sais pas », dit-il en haussant les épaules, comme si cela n'avait pas la moindre importance. « Cela est peut-être dû au fait que j'ai toujours été très correct avec eux. Mais je sais aussi que les Iraniens sont très rusés », se contente-t-il de répondre, toujours énigmatique.

Dans son nouveau bloc, Abou Hafs doit à nouveau gérer les conflits entre ses compagnons et l'administration pénitentiaire. « Il y a eu des épisodes très tendus, avec des actes de violence de la part des prisonniers qui protestaient contre le comportement de la direction, surtout au sujet des demandes de libération. Cela a conduit au transfert de nombreux détenus à

la prison de Téhéran, et j'étais avec eux. Mais un événement imprévu a conduit les Iraniens à nous installer avec nos familles dans un nouveau complexe résidentiel et à améliorer nettement nos conditions de vie.

» Saad, l'un des fils de Ben Laden, s'est enfui. Il avait été transféré avec les autres membres de sa famille dans la ville de Yazd, à 600 kilomètres au sud-est de Téhéran. Il a profité d'un relâchement de la surveillance des gardes pour s'évader et rejoindre le Waziristan, au Pakistan, où se trouvaient les autres membres d'al-Qaida. Il y est d'ailleurs mort un peu plus tard, tué par un missile américain. Entre-temps, il a donné de nos nouvelles à nos amis, et notre situation a enfin été connue dans le monde entier. Sa fuite a surtout été un message fort adressé aux Iraniens : ils ont compris qu'ils avaient intérêt à changer de comportement avec nous. Son acte a été le début de la plus belle période pour les djihadistes et leurs familles en Iran. Les Iraniens nous ont aussitôt transférés dans de vraies villas avec tout le confort possible. On a même fini par tous avoir accès à Internet et aux boîtes mails, sans distinction », relate Abou Hafs, décrivant le complexe flambant neuf de villas dans lequel ses amis et lui ont vécu à partir du printemps 2009.

Pour la première fois, Abou Hafs et une partie de ses compagnons vont avoir des nouvelles directes des leurs. Les Iraniens leur accordent le droit de téléphoner. Un privilège sous condition : « Ma famille et celle de Ben Laden ont été les premières à obtenir ce droit. Mais les Iraniens ne voulaient pas qu'on laisse de traces prouvant qu'ils nous détenaient. Alors, ils nous ont conduits à plus de 1 000 kilomètres de Téhéran, dans une ville frontalière avec l'Afghanistan : d'éventuelles écoutes étrangères nous localiseraient ainsi en territoire afghan. Chaque famille a pu appeler un proche ou deux. Pas d'appel vers des personnes recherchées comme Ben Laden, évidemment. Personnellement, je n'avais aucun numéro de téléphone de ma famille ou de mes amis en Mauritanie. Mais mon épouse, si. Et elle a appris ainsi le décès de sa mère à la suite d'un cancer. Elle a été très choquée. Elle a éclaté en sanglots et s'en est prise aux Iraniens, les accusant d'être derrière son malheur, raconte Abou Hafs. Il y a aussi eu un autre genre de problème : un de nos amis est parvenu à entrer en contact avec son épouse, mais comme cette dernière n'avait plus de ses nouvelles depuis plusieurs années, elle le croyait mort. Et elle lui a annoncé qu'elle s'était remariée avec son meilleur ami ! Et qu'ils avaient un enfant ! Cet ami était de nature très impulsive : il n'a pas pu contrôler ses nerfs, il est

entré dans une colère noire et s'est mis à insulter les Iraniens, les traitant de tous les noms, les accusant d'être responsables de son naufrage conjugal », raconte Abou Hafs.

En bon dignitaire religieux, Abou Hafs ne rigole pas ouvertement de ce genre d'histoires. Mais il se laisse aller quand il raconte l'histoire de la fille adolescente de Ben Laden, Imane, qui se trouvait avec une partie de sa famille détenue comme lui en Iran. Un épisode savoureux. « Quand les Iraniens nous ont installés dans le nouveau complexe de villas à Téhéran, les membres de la famille de Ben Laden et la mienne, toujours très liés, ont pris l'habitude de se fréquenter tous les jours. Il y avait donc Oum Hamza, la plus âgée et la plus militante des épouses de Ben Laden, avec son fils unique Hamza, et certains des enfants de Najwa, parmi lesquels Imane. C'était peu après que leur frère Saad avait réussi à fuir vers les zones tribales du Waziristan.

» Un soir, comme souvent, Imane Ben Laden est passée à la maison nous rendre visite. Avant de rentrer chez elle, elle a offert un cadeau à une de mes filles et lui a dit que nous entendrions bientôt parler d'elle, d'une façon qui nous réjouirait tous… Le lendemain, Imane est sortie avec un groupe de femmes pour faire des courses dans un centre commercial de Téhéran, avec bien sûr des surveillantes iraniennes. Imane était habillée à la saoudienne, avec une abaya – un grand carré de tissu drapé qui couvre le corps. Elle portait aussi un niqab, un voile qui dissimule tout le visage sauf les yeux. Dans une boutique, elle a acheté une tenue iranienne (un tchador, un vêtement sans ouvertures pour les mains, mais que la femme tient ou bien dont elle enroule les extrémités autour de sa taille). Elle a aussi acheté un poupon de Celluloïd, habillé dans un lange. Et elle a attendu. Un quart d'heure plus tard, elle a profité d'un moment d'inattention des gardes pour enfiler sa tenue iranienne, et a blotti la poupée contre elle comme s'il s'agissait d'un bébé. Pendant que les autres femmes faisaient leurs courses tranquillement, Imane s'est éclipsée discrètement et a quitté le centre commercial. Elle a hélé un taxi et s'est fait déposer devant l'ambassade d'Arabie saoudite. En quelques minutes, elle était dans l'enceinte de celle-ci. Personne ne s'était rendu compte de rien. Ce n'est qu'au moment de rentrer au complexe que les surveillantes ont vu qu'elle n'était plus là. Les Iraniens ont fouillé tout le centre commercial, en vain. Ils l'ont cherchée partout dans la ville, sans résultat. Ils ont harcelé ses frères, ce qui n'a rien donné non plus. Nos geôliers sont devenus nerveux et ont suspendu toute

sortie. Personnellement, j'avais peur qu'elle échoue dans sa fuite. C'était déjà arrivé à un compagnon et la réaction iranienne avait été très sévère : il a tout simplement disparu… Mais je gardais espoir. Je savais qu'elle pouvait réussir et trouver refuge à l'ambassade de son pays. Certes, cela pouvait créer des tensions entre les Iraniens et nous. Mais je savais aussi que si elle parvenait à quitter l'Iran et à rentrer en Arabie saoudite, cela nous serait utile. C'était une pionnière. Et si elle réussissait, d'autres essaieraient. Comme moi… », dit Abou Hafs.

XII
La délivrance

L'audacieuse évasion d'Imane Ben Laden a mis les enquêteurs iraniens sur les dents. Ils se succèdent chez les résidents du complexe dans lequel Abou Hafs et ses compagnons sont installés. Le plus souvent courtois et polis, ils jouent malgré tout parfois les méchants, et menacent Abou Hafs et ses comparses de les renvoyer en prison. Pour les Iraniens, la fille du chef d'al-Qaida, qui n'a que 16 ou 17 ans, n'a pu s'évader sans aide, et son entourage sait vraisemblablement où elle se trouve. Ils pensent que l'adolescente fugueuse a pris le chemin d'un pays voisin, d'où elle pourrait se rendre chez sa mère en Syrie, ou dans sa famille en Arabie saoudite. Une semaine plus tard, l'évadée elle-même leur apprend qu'elle n'a pas quitté l'Iran, et a trouvé refuge auprès de l'ambassade saoudienne.

« Quatre jours après sa fuite, une chaîne de télévision arabe a évoqué l'évasion de la jeune Imane, et annoncé son arrivée prochaine en Arabie saoudite. Nous nous doutions tous qu'elle avait trouvé refuge à l'ambassade, et son frère Omar l'a confirmé à des journalistes. Ça a été un coup très dur pour les Iraniens ! Car jamais ils n'avaient admis détenir des djihadistes, à plus forte raison la famille de l'homme le plus recherché de la planète. C'est avant tout pour cette raison qu'ils ont fait tout leur possible pour récupérer la jeune fille, ou du moins l'empêcher de quitter le pays. Et lorsqu'ils ont dû capituler, ils ont encore tenté d'imposer leurs conditions pour ce départ. Les Iraniens connaissent les liens entre l'Arabie saoudite et les États-Unis : ils ne voulaient surtout pas qu'Imane puisse s'envoler vers le pays de son père. Alors ils ont fait venir Najwa Ghanem, la première épouse de Ben Laden, la mère d'Imane, qui était installée avec une partie de ses enfants en Syrie, son pays d'origine. Ils l'ont chargée de convaincre la

jeune fille de renoncer à l'Arabie saoudite pour la Syrie, dont le gouvernement est plus proche de l'Iran. Après quatre mois de tractations laborieuses, ils ont eu gain de cause : Imane est finalement partie avec sa mère à Damas. Ainsi les Iraniens ont-ils évité qu'elle ne soit débriefée par les services secrets saoudiens… voire américains. Quelque temps après, son petit frère Bakr a aussi été renvoyé en Syrie. Puis les autres membres de la famille ont également pu partir. Mais ces derniers ont choisi d'aller au Waziristan, dans le but sans doute de rejoindre leur père.

Tous ceux qui n'étaient pas recherchés à cette époque par les Américains ou d'autres gouvernements ont fini par être relâchés et renvoyés soit chez eux, soit vers un pays de leur choix », raconte Abou Hafs.

L'ancien mufti d'al-Qaida profite de ces libérations pour dire aux Iraniens qu'il souhaite maintenant rentrer dans son pays, la Mauritanie. Officiellement, ces derniers y sont favorables, mais ils évoquent des soucis d'ordre logistique pour retarder l'échéance. « Dès que j'évoquais ma libération, ils répondaient positivement. Mais ils posaient aussitôt des conditions inacceptables – par exemple, m'exfiltrer avec des passeurs vers la Turquie ou le Pakistan. De là, j'aurais pris un avion vers la destination de mon choix. Ils savaient pertinemment que le danger d'être arrêté était trop grand pour que j'accepte. Mais je ne leur disais jamais "non", car ils auraient argué que je refusais leur proposition. Je continuais donc à négocier ma libération, mais j'étudiais par ailleurs une autre solution : faire exactement comme la fille de Ben Laden, me réfugier moi aussi dans mon ambassade », explique le Mauritanien.

Mais pour s'évader, Abou Hafs doit d'abord trouver l'adresse et le numéro de téléphone de l'ambassade de son pays en Iran : le B.A.-BA, pas si facile à obtenir. « Le seul moyen était d'appeler en Mauritanie. Or je n'avais aucun numéro. Et de toute façon, les appels étaient surveillés par les Iraniens. C'était donc très compliqué… », confie-t-il. C'est une période délicate dans la vie d'Abou Hafs. Il ne pense qu'à s'enfuir, et pour la première fois sa « rétention » lui devient insupportable, sans doute parce que d'autres avant lui ont trouvé le chemin de la liberté.

Il en est là, quand une information incroyable lui parvient : Oussama Ben Laden serait mort. Très vite, le bruit enfle. Des détails l'accompagnent, l'accréditant peu à peu : dans la nuit du 1er au 2 mai 2011, à Abbottabad, petite bourgade chic à 80 kilomètres de la capitale pakistanaise, les forces spéciales américaines ont tué Ben Laden. Lorsqu'il se souvient de cette

période, assis dans son vaste salon somptueusement meublé de banquettes et de tapis multicolores, au cœur du quartier chic de Tevragh Zeina, à Nouakchott, Abou Hafs semble véritablement ému. Habituellement souriant et volubile, il se fait grave. Les traits tirés, la voix nouée, il évoque la mort de celui qui fut pour lui « plus qu'un ami ou un compagnon de lutte » : « Ça a été un des moments les plus tristes de ma vie. Depuis dix ans, je redoutais cet instant. Un jour noir. J'avais avec Oussama une relation sans pareille, reprend-il. Nous avons tout partagé : le combat, l'exil, les voyages, la joie, la peur, l'angoisse, l'espérance, le savoir, les prières, et bien entendu le pain. Je ne voulais pas croire à sa mort », confie-t-il, la main tremblante, attrapant un verre de thé à la menthe sur la petite table du salon. Depuis que j'ai commencé à l'interviewer, d'abord par téléphone, puis en tête à tête en Mauritanie, c'est la première fois que je le sens aussi profondément touché.

« Je me souviens très bien du moment où mes enfants sont venus me dire que la télévision venait d'annoncer la mort de Ben Laden. Je n'ai pas voulu y croire. Je suis resté de longues heures sans bouger, prostré sur le canapé. Je refusais d'aller regarder la télé. Mes enfants ne cessaient d'insister pour que je les rejoigne devant le poste. Je leur répondais que c'était inutile, que je n'y croyais pas, que ce n'était pas la première fois qu'on annonçait la mort de Ben Laden et que cela serait faux. J'ai résisté du matin jusqu'au début d'après-midi. Puis j'ai appelé mes autres compagnons de détention avec le réseau de téléphonie interne – un réseau qui permettait aux résidents du complexe de communiquer entre eux. Mes compagnons étaient dans le même état que moi. Eux non plus ne voulaient pas y croire. Puis nous avons eu la force de nous mettre devant la télévision. Ce fut un choc. Nous avons regardé, muets, le président américain Barack Obama confirmer la nouvelle. Le doute n'était plus possible… Que pouvions-nous faire ? Nous avons procédé aux usages rituels de l'islam. Mes compagnons et moi nous sommes mutuellement présentés nos condoléances, puis nous avons récité la prière de l'Absent, pour le repos du défunt. Ce fut un moment d'une intensité rare. Un mélange de douleur et de communion. Même nos gardiens iraniens, pourtant chiites, semblaient ressentir une certaine affliction. C'était difficile à croire, car la haine et l'anathème ont toujours été réciproques entre chiites et sunnites. Mais l'aura de Ben Laden était si grande que la nouvelle de sa mort ne pouvait les laisser insensibles. J'ai aussi pensé à sa famille. Fatima, la sœur d'Imane qui s'était enfuie, elle aussi fille de sa première épouse Najwa, était toujours à nos côtés. Elle était

mariée à l'un des dirigeants d'al-Qaida, Souleyman Abou Ghaith, aujourd'hui encore emprisonné aux États-Unis. Comme le veut l'usage, j'ai chargé mon épouse de présenter nos condoléances à Fatima. Tous les autres membres de la famille avaient quitté l'Iran. J'imagine ce que ses enfants ou ses épouses ont pu ressentir. Bien sûr, nous le savions tous, Oussama rêvait de mourir en martyr, mais cela n'atténuait pas notre douleur. Puisse Allah lui avoir accordé cet honneur… », poursuit Abou Hafs.

Évidemment, une question me taraude : Abou Hafs en sait-il plus sur la façon dont les Américains ont identifié la cachette de Ben Laden ? Sait-il quel a été le rôle exact des Pakistanais ? Comment un homme aussi prudent que Ben Laden a-t-il pu laisser ses ennemis découvrir sa cache ?

Dans les heures, puis les semaines qui ont suivi la mort de Ben Laden, les déclarations des responsables américains et pakistanais, mais aussi les « confidences » de certains membres présumés du commando de l'opération ont jeté le trouble sur les circonstances exactes de l'exécution. On sait que le commando, secouru par un hélicoptère Chinok, envoyé en remplacement du Black Hawk accidenté, est parvenu à quitter les lieux en emportant le corps du chef d'al-Qaida, mais aussi une quantité importante de documents et objets saisis sur place : des ordinateurs, des disques durs et des unités de stockage d'information, telles que des clés USB et des DVD. Une partie de ces documents a même été diffusée plus tard par les autorités américaines : parmi eux, quatre extraits d'interventions de Ben Laden, jamais diffusées jusqu'alors, et un film dans lequel l'émir d'al-Qaida se regarde lui-même sur un écran. Pour éviter, semble-t-il, toute exploitation des messages contenus dans ces documents, le son y est supprimé. Dans les jours qui ont suivi sa mort, les agences de presse ont recensé divers objets trouvés dans le complexe fortifié, sans savoir s'ils appartenaient formellement au leader d'al-Qaida.

Le rôle précis joué par les Pakistanais reste flou. Ont-ils découvert eux-mêmes la cache du leader d'al-Qaida ? Ce dernier n'était-il pas plutôt détenu par eux depuis plusieurs années ? Espéraient-ils alors l'utiliser comme une carte éventuelle dans leurs relations parfois compliquées avec leur allié américain, ou dans leur jeu souvent trouble avec le voisin afghan ?

« Ce qui est absolument certain, c'est que Ben Laden ne négligeait aucun détail concernant sa sécurité, reprend Abou Hafs. Il était toujours entouré d'hommes très sûrs qu'il choisissait personnellement. Il ne prenait aucun risque. Il ne mangeait que ce qui était cuisiné par ses épouses, n'utilisait

jamais le téléphone, ni Internet. L'idée d'une trahison au sein de son entourage est très peu probable. Pour ma part, je n'exclus pas une implication d'une partie des services secrets pakistanais. Certains étaient de sincères musulmans soucieux des intérêts de leurs frères, mais d'autres étaient très liés aux Américains. Ça n'est pas un secret. Et puis le prix fixé par les Américains pour retrouver Ben Laden – 25 millions de dollars – était trop élevé pour ne pas tenter de nombreuses personnes… », analyse Abou Hafs.

Ben Laden, en tout cas, a laissé un testament dans sa dernière cache pakistanaise. C'est du moins ainsi que les Américains appellent ce document non daté et publié en 2016 par la direction du renseignement américain (DNI). Oussama Ben Laden y explique qu'il dispose « d'à peu près 29 millions de dollars » au Soudan et il prie sa famille de dépenser cet argent au profit du djihad. « Le document est authentique. Je l'ai vu après sa publication par les Américains. C'est bien l'écriture de Ben Laden », affirme Abou Hafs. Mais l'ancien mufti d'al-Qaida ajoute aussitôt : « Ben Laden déclare également dans ce testament qu'un pour cent de sa fortune doit revenir à son ancien conseiller spirituel, c'est-à-dire moi. Mais il ne s'agit pas vraiment d'un legs en ma faveur. Cela correspond à la rémunération du travail que j'effectuais pour les entreprises de Ben Laden quand nous étions au Soudan dans les années 1990. À l'époque, je faisais du recouvrement au profit de ses entreprises et j'étais payé un pour cent de la somme à récupérer, soutient Abou Hafs. Je n'ai de toute façon jamais récupéré cet argent, et ça n'arrivera pas, affirme-t-il. Les Soudanais ont fait main basse sur tous les biens de Ben Laden. Ils ne lui ont pas rendu son argent quand il en avait vraiment besoin, lorsqu'ils l'ont renvoyé du Soudan, alors ils ne vont pas le rendre aujourd'hui, surtout à moi. Et puis, ajoute-t-il en secouant les épaules, l'essentiel est que je sois aujourd'hui chez moi, dans mon pays. C'est tout ce qui importe », conclut-il.

En avril 2012, Abou Hafs réussit enfin à quitter l'Iran. Pour y parvenir, l'ancien mufti d'al-Qaida va profiter d'une énième discussion avec les responsables iraniens chargés des groupes djihadistes. Ses hôtes n'ont pas varié d'un pouce : pour eux, Abou Hafs et sa famille doivent partir de manière clandestine, passer par un pays voisin, de préférence la Turquie, d'où ils monteront dans un avion pour la Mauritanie. L'ancien mufti refuse toujours cette option, trop risquée. Mais il leur fait croire l'inverse. Il

demande que sa famille (dont aucun membre n'est recherché) puisse partir directement par avion de Téhéran : en échange, il accepte de prendre la route vers la Turquie.

« Depuis la fuite de la fille de Ben Laden vers l'ambassade de son pays, j'étais déterminé à faire la même chose qu'elle. Il fallait donc que ma famille puisse rentrer en Mauritanie : c'était le moyen le plus sûr pour moi d'obtenir les coordonnées de l'ambassade et de préparer mon retour en collaboration avec les autorités de mon pays. Dès que ma famille est arrivée à Nouakchott, la capitale, j'ai régulièrement téléphoné à mon épouse. Officiellement, bien sûr, c'était pour prendre des nouvelles. En fait, je lui avais demandé de trouver les contacts de l'ambassade. Nos communications étant surveillées, nous étions convenus d'un code afin qu'elle me communique le numéro du chargé d'affaires : au milieu de chaque conversation, elle me glissait un ou deux chiffres. Il fallait après trouver l'occasion de s'évader et d'appeler. À cette époque, je résidais à Téhéran, en pleine ville. Les Iraniens m'autorisaient à sortir, pour faire des courses ou aller à la piscine. Des surveillants m'accompagnaient, et l'un d'eux avait l'habitude de profiter des moments où je nageais dans la piscine pour se glisser dans le sauna à côté. J'ai attendu avec impatience qu'arrive son jour de garde. J'ai pris avec moi un sac dans lequel j'avais glissé une tenue de rechange. Comme d'habitude, à peine étions-nous arrivés que mon accompagnateur s'est dirigé directement vers le sauna. J'ai attendu quelques instants, pour m'assurer qu'il ne revenait pas, puis je me suis dirigé vers le vestiaire. J'ai enfilé ma tenue de rechange et je suis sorti. J'ai marché rapidement vers la station de taxis toute proche et j'ai sauté dans une voiture. J'ai emprunté le téléphone du chauffeur et j'ai appelé directement le portable du chargé d'affaires de l'ambassade mauritanienne. Il m'a immédiatement donné l'adresse de son domicile et en quelques minutes, j'étais à ses côtés.

» C'était l'un de mes plus beaux soirs en Iran ! Le diplomate a tout de suite informé le gouvernement mauritanien. Je savais que mon cas n'était pas simple et qu'il allait être géré directement par le président. Ce dernier a donné des instructions pour que le gouvernement fasse tout pour obtenir ma sortie de l'Iran. Les négociations ont duré plusieurs semaines. Les Iraniens multipliaient les obstacles pour que je ne puisse pas partir. À chaque avancée, ils évoquaient un problème technique. Au bout de plusieurs mois, les deux parties ont trouvé un accord et j'ai été autorisé à quitter l'Iran.

Mais j'ai redouté un sale coup jusqu'à la dernière minute, et même une fois dans l'avion du retour, je n'étais pas rassuré. Le voyage était très long et je devais traverser plusieurs pays. À chaque fois, l'ambassadeur de Mauritanie sur place venait m'accueillir, mais j'étais tout de même très inquiet. Ce n'est qu'après ma dernière escale à Casablanca, au Maroc, que j'ai été rassuré », relate Abou Hafs, détaillant son retour au pays après quinze ans d'absence.

Après tant d'années de clandestinité, Abou Hafs sait ce qui l'attend : le gouvernement de son pays est officiellement un allié des Occidentaux dans la lutte contre les groupes djihadistes. Il doit donc être soumis à un long interrogatoire de la part des services de sécurité mauritaniens. L'occasion est rare pour eux d'avoir entre les mains un homme qui a occupé de très hautes fonctions au sein d'al-Qaida et qui est supposé détenir d'importants secrets. À sa descente d'avion en Mauritanie, l'ancien mufti est accueilli par les services de renseignements.

« Des policiers en civil sont venus m'accueillir à la passerelle de l'avion. Ils m'ont conduit dans une villa des services de sécurité. Après quelques jours, j'ai même reçu la visite de mon père, que je n'avais pas vu depuis de très longues années. Nous étions tous deux extrêmement émus. Les responsables à qui j'ai eu affaire étaient tous très affables et courtois. Ils m'ont très vite confirmé qu'officiellement aucune charge ne pesait contre moi, mais qu'il fallait attendre un peu. Ils voulaient discuter avec moi d'un certain nombre de sujets. Pour moi, l'essentiel était de ne pas être livré aux États-Unis, ou à un autre pays. Les Mauritaniens m'ont affirmé que je ne risquais rien. J'étais si bien traité que je ne me sentais pas du tout en détention. À chaque fois que je demandais quelque chose, je l'obtenais. »

Un matin, Abou Hafs voit débarquer de nouveaux voisins. Une famille s'installe dans la maison à côté de la sienne. « J'ai observé. Bien sûr, je suivais l'actualité internationale, et dans ce quartier très sécurisé, seuls des V.I.P. pouvaient s'installer… J'ai très vite compris qui était mon nouveau voisin : Abdallah Senoussi, le beau-frère du colonel Mouammar Kadhafi, dont le régime venait de tomber quelques mois plus tôt en Libye. J'avais appris par les médias son arrestation en Mauritanie, à l'aéroport de Nouakchott, alors qu'il arrivait du Maroc avec un faux passeport malien. Après Kadhafi, il avait été l'homme le plus puissant de Libye. Il gérait tous les services secrets du régime. J'ai demandé à pouvoir le rencontrer, et ça s'est fait très rapidement. Il était sous résidence surveillée, dans l'attente de

son procès pour entrée illégale en Mauritanie. Senoussi aussi savait par la presse que j'étais en Mauritanie et il se doutait que j'étais son voisin. Nous avons pris l'habitude de nous croiser chaque jour. Nous discutions de choses et d'autres. Il était heureux d'échanger avec moi. Pourtant, nous sommes à l'opposé du point de vue politique. Moi, je viens d'al-Qaida, et lui était le patron des services de sécurité d'un régime socialiste qui réprimait durement les islamistes quand Kadhafi était au pouvoir. Beaucoup sont morts dans les prisons de Kadhafi, et certains d'entre eux étaient nos compagnons, au Soudan ou en Afghanistan. Malgré ces divergences, nos échanges étaient très intéressants. Nous parlions de Kadhafi, bien sûr. Senoussi l'admirait beaucoup. Pour lui, il restait et restera toujours le meilleur des dirigeants politiques. Et puis un jour, à propos de la chute du régime libyen, Senoussi m'a affirmé ceci : "Kadhafi a été victime d'un complot du président français Nicolas Sarkozy." »

À cet instant, je regarde fixement Abou Hafs. Il a bien compris que le tournant que vient de prendre la conversation m'intéresse particulièrement. Et il ne se fait pas prier pour continuer : difficile de dire s'il en rajoute, ou s'il dit la vérité. « Senoussi, poursuit-il, n'appréciait pas beaucoup les Français, il disait préférer travailler avec les Américains. Ces derniers, selon lui, avaient une qualité précieuse, contrairement aux Français : le respect de la parole donnée. Il en voulait énormément à l'ancien président Sarkozy. Senoussi disait que ce dernier devait pourtant beaucoup à Kadhafi, qui avait notamment participé au financement de sa campagne présidentielle en 2007. Il disait qu'il avait lui-même, en personne, supervisé ce financement. Je ne me souviens plus du montant exact dont il m'a parlé, mais il s'agissait de plusieurs dizaines de millions d'euros », raconte Abou Hafs. À cet instant, je pense évidemment aux articles de journalistes français à propos de transferts d'argent liquide entre le régime de Kadhafi et l'équipe de campagne de Nicolas Sarkozy, à l'époque ministre de l'Intérieur. En novembre 2016, le site Mediapart a exhumé un procès-verbal d'audition d'Abdallah Senoussi par un magistrat libyen, daté du 20 septembre 2012. Abdallah Senoussi y déclare avoir supervisé le transfert de 6,5 millions d'euros, au bénéfice de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2006 et 2007. Un transfert effectué, toujours selon Senoussi, via l'intermédiaire du directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur Sarkozy, Claude Guéant, et de Ziad Takkedine, homme d'affaires franco-libanais, qui aurait transporté l'argent depuis la Libye [1]. Abou Hafs, en tout cas, dit ne

pas avoir de raisons de douter des paroles de l'ancien patron des services secrets de Kadhafi. « Et puis, ajoute-t-il, Senoussi [2] a été jugé et extradé en septembre 2012. La Mauritanie l'a remis au nouveau pouvoir libyen. »

Dans son lieu de détention en Mauritanie, Abou Hafs a aussi rencontré des Américains. « Ils m'ont dit être envoyés par leur gouvernement. Au début, je ne voulais pas les voir. Je refusais l'idée même de parler avec eux. Mais les responsables mauritaniens ont insisté, en me disant que c'était une demande du chef de l'État en personne. Ils m'ont expliqué que cela rendrait service au gouvernement mauritanien si j'acceptais de parler avec les Américains. J'ai fini par le faire. Nous nous sommes vus trois fois. Ce n'était pas des interrogatoires, juste des discussions ouvertes concernant divers sujets. Les échanges ont parfois été très tendus. Mais les Américains m'ont confirmé qu'ils n'avaient rien contre moi, qu'ils avaient les preuves que j'étais contre les attaques du 11 Septembre. Mais ils voulaient que je les aide à comprendre pourquoi les musulmans les haïssent… "Ce n'est pas parce que vous n'êtes pas musulmans, leur ai-je expliqué, ni même parce que vous êtes américains ou occidentaux. Al-Qaida ou pas, tant que votre politique sera orientée contre les musulmans et l'islam, comme on le voit en Palestine, en Irak, ou ailleurs, vous serez visés par des attaques djihadistes." »

Épilogue

C'est une fin de journée chaude et lourde de novembre. Après ces longs mois durant lesquels se sont égrenées nos rencontres, je viens faire mes adieux à l'ancien dignitaire d'al-Qaida. Devant son imposante villa du quartier chic de Nouakchott, je me sens brusquement soulagé. En dépit de son attitude toujours courtoise et polie, l'ancien compagnon de Ben Laden m'a épuisé.

À chacune de nos rencontres, j'ai dû trouver mille et une astuces pour lui arracher un détail, une précision, une confirmation, une date… J'ai parfois dû reformuler la même question, sous des angles différents, à maintes reprises. Je savais que ces entretiens ne seraient pas de tout repos. Mais, puisqu'il avait accepté le principe de nos rencontres, je n'avais pas imaginé qu'il se montrerait aussi peu enclin à livrer les informations essentielles.

Pourtant, à ses côtés je n'ai jamais perdu mon temps. Parfois, il m'a livré des « scoops ». D'autres fois, seulement des détails, en apparence anodins, mais qui en réalité, je m'en rendais compte longtemps après, me permettaient de dénouer les nœuds anciens d'une histoire complexe, ou de compléter un puzzle dont les éléments restaient coincés depuis de longues années quelque part dans ma mémoire.

De mes entretiens avec lui, et de la lecture de ses écrits, je tire une première leçon : dans la guerre menée par al-Qaida comme dans toutes les autres, l'argent est « le nerf de la guerre ». Il est l'élément essentiel qui a permis l'émergence et le développement du djihad moderne, né de la résistance contre l'invasion soviétique de l'Afghanistan à partir de 1980. Sans l'aide financière massive des gouvernements américain, saoudien, pakistanais, et de leurs alliés, la résistance afghane dominée alors par les groupes islamistes n'aurait jamais remporté les succès qu'on lui a connus face aux forces communistes. Jamais, non plus, elle n'aurait réussi à mobiliser autant de volontaires étrangers, comme ces centaines d'Arabes

venus combattre aux côtés des résistants « afghans », tel Oussama Ben Laden. Enfin, sans argent, l'émir d'al-Qaida n'aurait pas pu donner à son groupe les moyens de devenir la première organisation djihadiste planétaire. Après tout, qu'était-ce au départ qu'al-Qaida, si ce n'est un simple groupe de volontaires arabes parmi d'autres (« la base » : *al-Qaida* en arabe) ? Et comment ce groupe fondé par le milliardaire saoudien a-t-il réussi en un laps de temps très court à jouer le premier rôle, devançant toutes les autres organisations à vocation djihadiste, les phagocytant même parfois, comme avec le Jihad islamique égyptien (JIE) pourtant plus ancien ? L'atout majeur dans le jeu d'Oussama Ben Laden a bien été son immense fortune. Elle lui a permis d'asseoir puis d'étendre son autorité et celle de son organisation. Soyons réalistes : si Ben Laden avait été un simple prédicateur du djihad désargenté, Abou Hafs et bien d'autres auraient-ils fait route à ses côtés ? Certes le djihad moderne a été en grande partie favorisé par un ensemble de facteurs politiques (contextes locaux dans certains pays musulmans, situation internationale complexe avec les conflits afghan, irakien, ou israélo-palestinien) sur lesquels s'est greffé un discours idéologique plus ou moins construit. Mais il a également eu une dimension éminemment économique et matérielle.

C'est d'ailleurs à la même conclusion qu'aboutissent certains des meilleurs travaux récents, comme ceux du journaliste David Thomson sur l'autre grand groupe djihadiste actuel qu'est l'État islamique en Irak (EI ou Daech). Dans deux livres particulièrement documentés, et rédigés à partir de sources rencontrées sur le terrain, *Les Français jihadistes*[1] et *Les Revenants*[2], le journaliste démontre magistralement le poids décisif des enjeux matériels dans l'embrigadement d'un grand nombre de djihadistes.

La seconde leçon que je tire de ma rencontre avec Abou Hafs est celle-ci : un enfant est une page blanche. Son évolution tient à son milieu familial, social, à son éducation et aux rencontres qu'il fera. Certes, l'ancien mufti d'al-Qaida a été interdit d'école moderne, en raison d'une vieille fatwa émise par les anciens de sa tribu à l'époque coloniale. Mais le Mauritanien aurait pu suivre la voie tracée par les siens et devenir commerçant. Adolescent, il a emprunté ce chemin en travaillant dans une des boutiques paternelles au Sénégal voisin. Il aurait pu aussi, comme certains de ses compatriotes qui n'ont fréquenté que la *mahadras* (école coranique), mener une carrière politique. Gamin, bien que coincé entre la

maison familiale et le magasin de son père à Rosso, il a développé un penchant militant pour l'extrême gauche, frayant avec les jeunes étudiants marxistes qui dans les années 1960 et 1970 contestaient la politique au pouvoir en Mauritanie. Et plus tard, n'est-il pas devenu un fervent partisan du très sécullariste et anti-islamiste égyptien Gamal Abdel Nasser, le père du nationalisme arabe de gauche ?

Le plus étonnant est qu'il a découvert ses premiers « prêches » islamistes à travers un Libanais du Sénégal adepte du chiisme – un courant dont il est aujourd'hui un fervent pourfendeur. Auparavant, son milieu familial et une éducation religieuse rigoureuse l'avaient probablement « prédisposé » à une certaine attirance pour la religion, mais ils ne l'avaient pas dirigé vers un islamisme politique. Alors comment expliquer son adhésion rapide à l'idéologie du djihad ? Ainsi que celle de nombreux combattants du monde arabo-musulman ?

Il me semble que, dans le cas d'Abou Hafs et de nombreux autres djihadistes, le passage par la « case » des Frères musulmans a été déterminant : ils ont marqué cette génération et les suivantes de leur empreinte subtile et indélébile. L'explication en est à la fois historique et géopolitique : les futurs adeptes d'al-Qaida ou d'autres groupes djihadistes tout aussi rigoristes sont nés peu avant ou au lendemain de la défaite des pays arabes contre Israël, lors de la guerre des Six-Jours, en 1967. Cette période a marqué le début du déclin progressif des idéologies laïques et modernistes dans le monde arabe, et inauguré la montée de courants politiques se revendiquant de l'islam, comme le salafisme wahhabite de l'Arabie saoudite et le mouvement des Frères musulmans, longtemps bâillonnés et réprimés par les gouvernements arabes. De manière séparée, mais parfois coordonnée, l'islamisme salafiste saoudien et celui des Frères musulmans ont prospéré parallèlement à l'effritement des légitimités politiques des régimes modernistes arabes. Ces deux courants se sont présentés comme les seules alternatives crédibles, susceptibles de fournir aux Arabes, et plus globalement aux musulmans, les moyens de retrouver la splendeur d'un passé plus glorieux. Enfin, la hausse des cours du pétrole à partir des années 1970 a renfloué les caisses des pays pétroliers, et donc permis à des États comme l'Arabie saoudite, puis l'Iran à partir de 1979, d'étendre leur influence dans les sociétés musulmanes.

Les Frères musulmans ont largement bénéficié de ce nouveau contexte. Un grand nombre de leurs militants a été embauché dans le cadre de

programmes de coopération financés par ces pays pétroliers, avec une prédilection pour l'enseignement, domaine idéal pour propager leur idéologie. De cette époque date l'apparition discrète, rapide et massive, de réseaux liés aux Frères musulmans dans un très grand nombre de pays du Maghreb-Machrek, particulièrement les moins « arabisés » d'entre eux : les anciennes colonies françaises, dont la Mauritanie d'Abou Hafs. Jusqu'à leur indépendance, le français y était la principale langue d'enseignement et de travail. Le retour en force de l'arabe, langue coranique, a été déterminant dans l'évolution de nombreux islamistes de cette génération : sans la découverte des textes et discours du mouvement islamiste égyptien, sans doute Abou Hafs aurait-il eu un destin plus banal. Pour lui, le signal du départ a été cette fameuse rencontre avec de jeunes étudiants décrite dans ses mémoires : certains venaient d'Europe, sous couvert de « camp de vacances », et s'étaient installés près de son campement familial, au début des années 1980. Jeune adolescent, il n'avait eu jusqu'alors d'autre approche du monde extérieur que de brèves vacances, enfant, à Nouakchott, la capitale, ou une tentative vite écourtée d'apprenti commerçant près de Dakar. C'était trop peu pour approfondir l'univers du militantisme politique, qu'il soit d'obédience marxiste ou nationaliste. Ce sont les Frères qui ont su le mener sur la route de l'islamisme politique : ils lui ont fait croiser le chemin du fondateur d'al-Qaida Oussama Ben Laden, puis de son successeur l'Égyptien Ayman al-Zawahiri ou encore du Jordanien Abou Moussab al-Zarkaoui, le créateur de l'État islamique. Dans ses mémoires, Abou Hafs explique bien que tous ces cadres du djihadisme sont passés comme lui par la « case Frères musulmans » : leur rôle est incontestable, leur influence décisive. « Les Frères ont été une très grande école politique pour nous tous », insiste-t-il d'ailleurs, expliquant que, *in fine*, les objectifs du mouvement islamiste d'origine égyptienne et ceux de la plupart des groupes islamistes sont communs, que ce soit al-Qaida ou l'État islamique. « Finalement, le but est de redonner à l'islam sa place dans nos sociétés et de défendre les intérêts des musulmans, et pourquoi pas de les réunir sous la bannière du même Califat. La seule vraie différence entre les Frères musulmans et nous tient à la méthode ».

Ainsi, Abou Hafs conforte donc indirectement les arguments de ceux qui accusent les Frères musulmans d'être « la première école pour futurs djihadistes ». Les Frères comme professeurs, et l'Arabie saoudite comme inventeur d'une doctrine : le wahhabisme. L'exportation de cette méthode et

de ce système éducatif a semé les graines de l'islamisme dans le nord-ouest de l'Afrique, et c'est bien à l'Arabie saoudite et à son Institut d'études islamique saoudien, premier du genre sur ce continent africain, que le futur mufti d'al-Qaida doit ses rencontres avec des prédicateurs du djihad. Cet institut, directement lié au gouvernement de Riyad, était destiné à la diffusion et l'expansion du wahhabisme. Et c'est encore grâce à un billet « subventionné » par la Saudia Airways qu'Abou Hafs a fait son premier voyage en Afghanistan pour combattre au nom d'Allah…

Dans la trajectoire d'Abou Hafs, dans l'évolution d'al-Qaida, le rôle de l'Arabie saoudite est donc évident. Mais la responsabilité conjointe du Pakistan aussi. Là encore, les mémoires de l'ancien mufti d'al-Qaida sont une exceptionnelle mine de renseignements, précis, fort intéressants et souvent inédits. À propos du rôle des services secrets pakistanais, par exemple, Abou Hafs, sans s'en rendre compte, m'a livré un véritable scoop, en me racontant cette scène étonnante qui prouve toute l'ambiguïté des relations troubles entre gouvernements et djihadistes : la rencontre entre le chef des services de sécurité pakistanais et le mollah Omar, au lendemain du 11 septembre 2001.

Ce jour-là, le numéro un de la sécurité du Pakistan, allié majeur des États-Unis dans la région, a indirectement aidé Oussama Ben Laden, alors qu'il était officiellement chargé par les Américains de négocier la reddition du chef d'al-Qaida avec le mollah Omar, chef des talibans !

Et que dire de la responsabilité de l'Iran dans l'expansion ou l'entretien du djihadisme ? Le régime iranien, d'obédience chiite, était *a priori* l'un des moins susceptibles d'entretenir des relations avec des djihadistes sunnites dont l'ADN est profondément marqué par la haine des chiites. Pourtant, il est clair que Téhéran a déployé d'innombrables moyens de séduction pour s'attirer la sympathie de Ben Laden et ses amis. Sinon comment expliquer les efforts des Iraniens pour entrer en contact avec Ben Laden dès son installation au Soudan au début des années 1990 ? Et comment comprendre le fait que Téhéran ait accueilli à bras ouverts et même « invité » sur son sol des dizaines de djihadistes fuyant l'offensive américaine contre les talibans à partir de la fin 2001 ? Comment interpréter la présence en Iran, à la même époque, de nombreux membres de la famille de Ben Laden ? Mieux, comment les Iraniens, qui n'avaient eu aucun mal à découvrir la véritable identité d'Abou Hafs lorsqu'il s'est réfugié sur leur

territoire, ont-ils pu laisser s'échapper un autre « réfugié », Zarkaoui, concepteur de l'État islamique, dont les projets et convictions idéologiques étaient déjà largement connus bien avant qu'il ne s'installe en Irak ?

Selon Abou Hafs, les Iraniens n'auraient tout bonnement pas reconnu Zarkaoui. Je ne suis pas très convaincu par cette hypothèse. Je pense que les raisons de la libération ou de la fuite de Zarkaoui sont infiniment plus complexes : les Iraniens chiites et les sunnites d'al-Qaida avaient un ennemi commun, l'Amérique. À cause de son programme nucléaire, l'Iran subissait une très forte pression des États-Unis, et souffrait d'être relégué au ban de la communauté internationale. Avec l'arrivée de Zarkaoui sur leur sol, les Iraniens ont peut-être cru tenir une carte entre leurs mains : sauf que les États-Unis ne se seraient pas intéressés à lui. Déçus, les Iraniens l'auraient donc volontairement laissé s'enfuir, persuadés que les Américains seraient attirés grâce à lui dans un nouveau bourbier en Irak. De plus, le pouvoir iranien aurait anticipé les exactions que le djihadiste risquait de commettre envers les chiites irakiens. Et il aurait prévu d'en jouer, en s'attribuant le rôle majeur d'État protecteur des chiites irakiens persécutés par les milices de Zarkaoui. Le but aurait été de renforcer son hégémonie dans la région. C'est, littéralement, ce qui s'est passé.

Qu'en est-il enfin de la responsabilité du propre pays d'Abou Hafs, la Mauritanie ? Traditionnellement, depuis les premières années de l'indépendance, en dépit d'une forte religiosité au sein de la société et du caractère officiellement islamique de l'État, les milieux religieux se tiennent à prudente distance de la vie politique. Mais pour qui sait lire entre les lignes, les mémoires d'Abou Hafs laissent entrevoir d'énormes failles dans la gestion mauritanienne du phénomène islamiste et djihadiste. Comment Nouakchott, dont la police politique est réputée pour son efficacité, a-t-elle pu laisser se créer sur son sol, au milieu des années 1990, une branche locale d'al-Qaida ? Comment Abou Hafs, dès son premier voyage en Afghanistan en 1991, a-t-il pu faire des allers-retours incessants dans son pays d'origine, sans jamais être inquiété ? Pourquoi les autorités n'ont-elles pas arrêté les hauts dignitaires étrangers de divers groupes djihadistes qui ont séjourné dans leur pays ? Parmi eux, par exemple, le célèbre prédicateur égyptien Omar Abdel Rahman, mort le 18 février 2017 dans une prison américaine en Caroline du Nord. Cet homme était surnommé « le cheikh aveugle », et considéré comme le chef spirituel de la Gamaa islamiya,

responsable de plusieurs attentats djihadistes en Égypte et à l'étranger. Arrêté aux États-Unis, dans le cadre d'une enquête sur le premier attentat contre le World Trade Center en 1993, il a été jugé en 1995 et reconnu coupable de conspiration séditieuse visant à « contraindre les États-Unis à modifier leur politique proche-orientale ». Or selon plusieurs témoignages, ce prédicateur égyptien a séjourné en Mauritanie durant l'année 1993, dans un établissement hôtelier du centre-ville, le Park Hotel, en pleine période de traque des islamistes lancée par les autorités.

Pour moi, ce laxisme prend sa source dans la situation politique de l'Algérie voisine : à l'époque, les islamistes y menaient une guerre civile très meurtrière. Ma conviction est que, terrorisé à l'idée d'entrer en conflit ouvert avec les islamistes locaux sinon avec le Groupe islamique armé algérien, le gouvernement mauritanien a choisi de se montrer prudent à l'égard des islamistes présents sur son sol.

Une réserve qui persiste à ce jour, comme en témoigne l'affaire dite « Ould Mkheitir », un imbroglio politico-religieux qui agite le pays depuis fin 2014. Jeune cadre dans une entreprise publique, à Nouadhibou, la capitale économique du pays, Mohamed Cheikh Ould Mkheitir, aujourd'hui âgé de 35 ans, s'est attiré la colère et la haine de l'immense majorité des religieux après la publication, en décembre 2014, d'un texte sur sa page Facebook. C'est un modeste billet rédigé en arabe intitulé « La religion, la religiosité et les forgerons ». Le jeune homme y dénonce le système de castes qui sévit en Mauritanie, comme dans bien d'autres sociétés d'Afrique de l'Ouest. Ce système détermine largement la vie des Mauritaniens, il les répartit depuis leur naissance entre nobles et non-nobles. Ould Mkheitir appartient à la caste des forgerons, une des plus basses avec celle des esclaves, dans une société dominée par l'aristocratie issue des groupes guerriers et religieux. Dans son post sur Facebook, Ould Mkheitir ose un parallèle entre la situation des « forgerons » et celle des juifs dans l'Arabie du VII^{e} siècle. Il soutient que le prophète Mohamed et ses compagnons ont mené en leur temps une politique sectaire et tribaliste envers la communauté juive et que cette politique serait à l'origine de la situation actuelle des forgerons en Mauritanie – forgerons que certaines traditions locales rattachent d'ailleurs à de lointaines origines israélites.

Repérée par des islamistes qui veillent sur les réseaux sociaux en Mauritanie, cette critique a provoqué la foudre des milieux religieux, et conduit à l'arrestation du jeune blogueur. Un homme d'affaires a promis la

somme – mirobolante pour le pays – de 10 000 euros à toute personne qui assassinerait le jeune homme. Un ténor du barreau, menacé de mort, a dû abandonner l'idée de le défendre. Des manifestations réclamant la mort d'Ould Mkheitir se sont déroulées partout dans le pays, dont l'une devant les grilles de la présidence de la République. En guise de réponse, le chef de l'État Mohamed Ould Abdel Aziz a rappelé que le pays « n'est pas laïc », que « l'islam et le prophète Mohamed, Paix et Salut soient sur Lui, sont au-dessus de tout », et promis de prendre « toutes les mesures nécessaires pour défendre l'islam et son Prophète ».

L'accusé, qui a toujours plaidé son innocence, s'est excusé et a exprimé son repentir. Malgré cela, il a été condamné à mort le 24 décembre 2014 pour apostasie – c'est-à-dire pour avoir publiquement renoncé à la religion musulmane, ce que l'accusé réfute –, requalifiée ensuite en « mécréance ». Le verdict de peine capitale a donné lieu à d'immenses manifestations de joie dans tout le pays, notamment dans les mosquées. Une vive campagne internationale en faveur d'Ould Mkheitir ne cesse de faire pression sur le gouvernement mauritanien pour obtenir sa libération. Mais le dossier de l'accusé passe de main en main, de cour suprême en cour d'appel et vice versa. Entre-temps, le mariage du jeune blogueur a été déclaré nul par des religieux, sa femme l'a quitté et est rentrée dans son village, ses parents se sont réfugiés au Sénégal voisin et ont demandé l'asile à la France, où ils sont actuellement installés dans la région de Rouen. Au moment où ces lignes sont écrites, le sort du jeune homme est toujours incertain. Jeudi 9 novembre 2017, la cour d'appel de Nouadhibou, sa ville de résidence, qui devait statuer à nouveau sur son cas, a annulé sa condamnation à mort et prononcé une peine de deux ans de prison assortie d'une amende financière, ce qui signifie sa libération immédiate, sa détention depuis le début de l'affaire ayant largement couvert la peine prononcée. Mais d'immenses et violentes manifestations, hostiles au verdict, ont contraint le parquet de pourvoir en cassation devant la cour suprême, à la grande surprise de maître Mohamed Ould Moïne, l'un des rares praticiens du barreau mauritanien ayant eu le courage de défendre Ould Mkheitir au risque de faire l'objet de menaces de mort et de plusieurs tentatives d'agression.

« Un jour noir pour la justice mauritanienne », écrira, juste après le verdict du 9 novembre, Abou Hafs dans un message adressé à plusieurs personnes, dont moi-même. Lors de notre dernier entretien à Nouakchott, j'avais évoqué cette affaire avec lui, et lui avais posé cette question : s'il

était consulté religieusement sur le sort d'Ould Mkheitir… que déciderait-il ? Voici sa réponse. Brève, et limpide, malgré ses apparences sibyllines : « Dans certains pays, comme le Pakistan, cet homme serait déjà mort et ses avocats aussi », me rétorque-t-il tranquillement. J'en conclus bien sûr qu'avec lui le jeune blogueur n'aurait aucune chance de survie. Abou Hafs n'a donc renié aucune de ses convictions : la charia, toute la charia, rien que la charia !

À ce moment de notre dernière discussion, je décide d'aller plus loin : je veux savoir si Abou Hafs condamne les attentats qui ont traumatisé l'Europe et le monde depuis 2015. Je lui parle d'abord des caricatures du Prophète par un journal danois, puis par l'hebdomadaire français *Charlie Hebdo*. Je lui demande ce qu'il pense des violentes manifestations, parfois très meurtrières dans le monde musulman, qui ont suivi ces caricatures, et surtout, du tragique épilogue de cette affaire le 7 janvier 2015 : comment juge-t-il l'action des deux frères Kouachi qui ont accusé *Charlie Hebdo* de blasphème et ont commis un carnage, tuant douze personnes à la rédaction du journal satirique, au nom d'AQPA (al-Qaida pour la péninsule Arabique) ? Que pense-t-il du dénommé Amedy Coulibaly qui a assassiné cinq personnes deux jours plus tard, une policière à Montrouge, puis trois clients et un employé juifs à l'Hyper Casher de Vincennes, en se revendiquant de l'État islamique ? Les manifestations violentes, puis les assassinats de *Charlie Hebdo*, de Montrouge et de Vincennes sont-ils des actes légitimes du point de vue la charia ?

Et puisque nous en sommes là, qu'en est-il du carnage du 13 novembre 2015, d'abord à Saint-Denis, puis sur les terrasses des X^{e} et XI^{e} arrondissements de Paris, et enfin dans la salle de concert du Bataclan ? Comment Abou Hafs analyse-t-il cette nuit d'horreur, ces cent trente morts et quatre cent treize blessés ? Condamne-t-il le commando des tueurs qui s'est revendiqué de l'EI, l'État islamique, ou Daech ? Daech, héritier d'al-Qaida, conçu par l'ancien compagnon de Ben Laden, Zarkaoui.

Je n'oublie pas que l'homme à qui je pose ces questions s'est vanté d'avoir en son temps souhaité empêcher le 11 Septembre 2001 parce que des « innocents allaient y périr et que les conséquences allaient être catastrophiques pour le monde musulman ». Alors, cet homme-là condamne-t-il les actes terroristes commis récemment en Europe ?

« Il y a djihad et djihad », me répond Abou Hafs sans hésiter, d'une voix douce et ferme. « Si le 11 Septembre avait uniquement visé des soldats américains, je n'aurais sans doute pas été contre. Mais ça n'a pas été le cas. S'agissant des caricatures, c'est autre chose : notre Prophète est intouchable. Tous les prophètes d'ailleurs sont intouchables et je ne le dis pas pour faire plaisir aux chrétiens ou aux juifs, l'islam me l'impose. Mais il faut chercher les causes réelles de ces attentats, or elles se trouvent pour la plupart en Occident : les Occidentaux sont injustes à l'égard de l'islam et des musulmans. Ils soutiennent des dictatures, détruisent nos pays et empêchent les musulmans installés chez eux de vivre leur foi librement. Que les Occidentaux retirent leurs armées de l'Afghanistan, du Mali et de l'Irak ! Ils se mettront ainsi à l'abri des attentats. »

Abou Hafs, donc, refuse de condamner le massacre à *Charlie Hebdo* en janvier 2015. Quant aux attaques qui ont lourdement endeuillé Paris au mois de novembre suivant, elles ont certes comme tort à ses yeux d'avoir fauché des innocents, mais ce qui le dérange surtout, comme pour le 11 Septembre, c'est qu'elles ont eu des conséquences très négatives envers les musulmans.

« Les Occidentaux, reprend-il après une longue minute de réflexion, doivent accorder aux musulmans qui vivent parmi eux le droit de vivre pleinement leur religion. Pourquoi, par exemple, ne pas aménager une place pour la charia dans leur système législatif ? Dans le droit civil, pénal et commercial français ? Ainsi la charia régirait la vie des musulmans sur le sol occidental ! C'est une question de bon sens. Les Occidentaux ont beau utiliser tous les moyens en leur possession, ils n'arriveront pas à faire cesser les attaques contre eux. Aujourd'hui, ils combattent al-Qaida, et tentent d'éradiquer l'État islamique en Irak et en Syrie. Certes, ils pourront bien chasser les combattants des villes qu'ils contrôlent, ils pourront même décapiter ces organisations. Mais ils ne feront pas disparaître les attentats pour autant. Je crains d'ailleurs l'apparition de groupes djihadistes aux méthodes encore beaucoup plus violentes que celles que l'on connaît jusqu'ici. Pourquoi pas un attentat chimique massif ou à l'arme nucléaire ? »

Je me rappelle bien sûr à cet instant les efforts de Ben Laden pour se doter d'armes non conventionnelles, avant qu'il n'opte finalement pour l'utilisation d'avions lancés contre les États-Unis le 11 septembre 2001.

« C’est toujours possible aujourd’hui », insiste Abou Hafs en me regardant droit dans les yeux. « Sauf si les puissances occidentales se remettent enfin en question, et prennent le temps de réfléchir sérieusement aux raisons de la haine qu’elles suscitent parmi les musulmans. Et je suis prêt, si je suis sollicité, à les aider dans un tel travail ! » conclut-il tranquillement, se levant lentement, signant ainsi la fin de mes longues semaines d’entretien avec lui.

Cette dernière proposition de l’ancien mufti de Ben Laden, « aider les Occidentaux à comprendre la haine des djihadistes », peut paraître saugrenue. Et pourtant, elle semble avoir trouvé preneur. Depuis son retour en Mauritanie, l’ancien haut dirigeant d’al-Qaida ne cesse de recevoir les visites d’émissaires étrangers : des Français, des Américains, des Suisses. Sous couvert de lutte contre la radicalisation, ces visiteurs sollicitent ses conseils. Le « Monsieur charia d’al-Qaida » se fait-il payer pour donner audience ? Est-ce là la clé du mystère de son confortable niveau de vie ? Abou Hafs n’a pas souhaité répondre à ces questions. Le sujet est très sensible, aussi bien pour l’ancien leader d’al-Qaida que pour la Mauritanie, encore plus peut-être pour ses visiteurs… Mais il y a fort à parier que l’ex-numéro trois d’al-Qaida joue toujours un rôle important, en lien, direct ou indirect, avec la nébuleuse islamiste.

REMERCIEMENTS

Je remercie sincèrement toutes les personnes qui m'ont reçu, accompagné, parlé ou conseillé dans le cadre de la préparation de ce livre. Qu'elles soient en Mauritanie, en France ou ailleurs, je leur suis reconnaissant.

Ma gratitude va ensuite à mes amis et confrères David Thomson, Romain Caillet, Nicolas Hénin, Yves Trotignon et Adrien Jaulmes pour leurs encouragements, suggestions, remarques et corrections, même si j'assume l'entière responsabilité du contenu final de ce livre. J'exprime une reconnaissance particulière à mon ami d'enfance Abdelfettah Ould Mohamed Ould Lemana pour sa disponibilité et son aide précieuse.

Je remercie aussi mon « neveu » Isselmou Ould Salihi, qui a toujours mis à ma disposition son immense connaissance des milieux salafistes et djihadistes en Mauritanie et dans le Sahel. Mon « petit frère » adorable, Moulay Rachid Abbas, qui m'accompagne généreusement nuit et jour durant tous mes séjours en Mauritanie depuis plusieurs années, mérite une mention spéciale. Je n'oublie pas mon cousin et aîné, le commandant Chérif Ahmed Ould Krombele, pour son hospitalité sans égale.

Ma « sparring partner », Florence Bouquillat, est également remerciée.

Pour sa patience, sa gentillesse, son professionnalisme, mon éditrice Valérie Dumeige mérite toute ma reconnaissance.

TABLE

Avertissement
Prologue

I - L’invitation
II - Une enfance bédouine
III - En route vers le djihad
IV - Le mufti d’al-Qaida
V - Ben Laden au quotidien
VI - Crimes et châtiments
VII - Ben Laden défie l’Amérique, ou l’escalade meurtrière
VIII - Le fait accompli
IX - Et survient le 11 Septembre
X - La débâcle
XI - Dans les geôles iraniennes
XII - La délivrance
Épilogue

Remerciements

Flammarion

Notes

1. Bertolt Brecht, *La Résistible Ascension d'Arturo Ui*, 1941.

▲ Retour au texte

1. Parmi les attaques les plus sanglantes revendiquées par Boko Haram, l'enlèvement en avril 2014 de 276 lycéennes dans un internat de la ville nigériane de Chibok : la plupart ont été converties de force à l'islam ou réduites en esclavage.

▲ Retour au texte

2. Plus tard, Gulbuddin Hekmatyar sera surnommé « le boucher de Kaboul », pour y avoir commandité plusieurs assassinats d'intellectuels et de journalistes, puis fait aveuglément bombarder la capitale durant la guerre civile entre 1994 et 1995, tuant des milliers de personnes…

▲ Retour au texte

1. En mars 2016 les États-Unis ont déclassifié un certain nombre de documents, dont une lettre manuscrite dans laquelle Oussama Ben Laden affirme être à la tête d'une fortune de 29 millions de dollars au Soudan.

▲ Retour au texte

1. Issu d’une famille de la bourgeoisie lettrée d’Égypte, Ayman al-Zawahiri est né en 1951 dans une banlieue aisée du Caire. Élève studieux et brillant, il est très pieux depuis son enfance. Admirateur de Sayyid Qotb (1906-1966), une figure majeure du mouvement des Frères musulmans qui prône la lutte armée pour renverser le régime égyptien « apostat » et instaurer un gouvernement islamique, il est profondément marqué par sa condamnation à mort suivie de sa pendaison, en 1966. Alors tout juste adolescent, il décide de rejoindre la lutte islamiste armée. À la fin des années 1970, il milite au sein du Jihad islamique égyptien (JIE). En 1981, le président égyptien Anouar el-Sadate, qui vient de signer avec Israël un traité de paix, est assassiné : al-Zawahiri est arrêté et passe trois ans en prison, avant d’être innocenté et libéré en 1984. Très marqué par l’expérience de la prison, et étroitement surveillé après sa libération, il quitte l’Égypte pour l’Arabie saoudite puis l’Afghanistan. C’est là qu’il rencontre Oussama Ben Laden, de six ans son cadet. Alliés dans le combat contre les Soviétiques en Afghanistan, les deux hommes vont progressivement se lier d’amitié pour ne plus se quitter. D’autant qu’al-Zawahiri est médecin, et donc très utile pour soigner les combattants djihadistes et veiller sur la santé de son ami Ben Laden.Installés au Soudan après la défaite des Soviétiques en Afghanistan, les deux hommes vont planifier ensemble plusieurs actions armées. Leurs noms sont mêlés, entre autres, aux tentatives d’assassinat contre le ministre de l’Intérieur égyptien, Hassan al-Alfi, puis contre le Premier ministre, Atef Sedqi. Tentatives qui se soldent par des échecs, comme d’ailleurs celle perpétrée en 1995 en Éthiopie contre le président égyptien Hosni Moubarak pendant une visite à Addis-Abeba.Invité à quitter le Soudan dans la foulée de l’expulsion de Ben Laden, sous la pression des États-Unis, de l’Arabie saoudite et de l’Égypte, al-Zawahiri voyage à travers le monde avant de rejoindre à nouveau son ami Oussama dans les grottes afghanes. La fondation, en 1998, du Front islamique mondial pour la

guerre sainte contre les juifs et les croisés, ainsi que la fatwa décrétant le meurtre d'Américains et de leurs alliés comme un devoir pour tout musulman, consacrent le rapprochement définitif entre les deux hommes. Depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, al-Zawahiri est devenu une figure majeure du groupe al-Qaida avec lequel son Jihad islamique égyptien avait d'ailleurs entre-temps fusionné. Une position qui, au lendemain de la mort de Ben Laden, en mai 2011, lui permet de succéder à son compagnon saoudien comme émir d'al-Qaida.

▲ Retour au texte

1. Al-Zawahiri est son principal adjoint depuis que son groupe, le Jihad islamique égyptien (JIE), a intégré al-Qaida.

▲ Retour au texte

2. Khalid Cheikh Mohammed a été arrêté au Pakistan en 2003 et est toujours incarcéré à la prison américaine de Guantánamo. Jugé depuis 2008, il attend toujours de connaître son sort, dont il espère qu'il soit la peine de mort.

▲ Retour au texte

1. En 2013, deux ans après la mort de Ben Laden, Abou Bassir al-Yamani est devenu l'adjoint d'Ayman al-Zawahiri qui avait hérité de la direction centrale d'al-Qaida. Commanditaire de plusieurs attentats dans la péninsule Arabique, sa tête a été mise à prix en 2014 par les États-Unis : 10 millions de dollars pour sa capture. Son organisation revendique l'attentat de *Charlie Hebdo* en janvier 2015. Six mois plus tard, en juin, sa mort est annoncée par AQPA.

▲ Retour au texte

1. Nicolas Sarkozy et Claude Guéant ont l'un et l'autre contesté vigoureusement ce financement, qui fait l'objet de procédures actuelles au cours desquelles ils n'ont pas été mis en cause.

▲ Retour au texte

2. En juillet 2015, la Libye a condamné à mort Abdallah Senoussi. La Cour pénale internationale de La Haye le réclame, et sa fille se bat pour qu'il soit extradé vers les Pays-Bas.

▲ Retour au texte

1. Les Arènes, 2014.

▲ Retour au texte

2. Seuil, 2016.

▲ Retour au texte